

LEXPRESS

France : comment peser plus dans l'Europe

La menace des femmes djihadistes

Trump : une vie dans les prétoires

Cancers chez les jeunes : le vrai du faux

Dette : la France plombée

DOM : 6,90 € • ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, GRÈCE, ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, PORTUGAL, CONT. : 6,90 € • AFRIQUE CFA : 4 200 CFA • POLYN. : 1050 XPF • N. CAL. : 1150 XPF • CANADA : 9,99 CAD • MAROC : 52 MAD • TUNISIE : 8 TND • SUISSE : 8,50 CHF



M 01722 - 3799 - F: 6,90 €





Modèle présenté : Defender P400e Hybride Electrique.
Consommation de carburant en cycle mixte l/100 km (WLTP) : 2,5 à 3,1.
Land Rover France. 509 016 804 RCS Nanterre.

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

DEFENDER



A 57g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

Et si on ne voyait plus le futur comme un risque ?

S'il est vrai que la vie est pleine de risques, je crois sincèrement que le futur ne devrait pas en être un. Chacun de nous mérite d'avoir confiance en son avenir.

Aujourd'hui, le monde change et de nouveaux risques émergent. A nous de redoubler d'efforts pour y faire face.

Notre métier est d'anticiper et d'identifier les risques pour trouver de nouvelles solutions, plus sûres, plus justes et plus inclusives, permettant au plus grand nombre de vivre sereinement.

Alors oui, le chemin est long, mais nous avons déjà commencé à agir. En matière environnementale, nous développons de nouvelles solutions comme l'assurance paramétrique qui permet de compenser rapidement les impacts économiques et humains causés par des événements météorologiques imprévus.

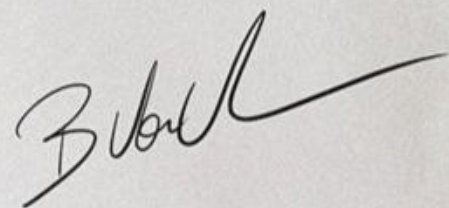
En ce qui concerne la santé, nous avons fait le choix en 2016 de nous désengager de l'industrie du tabac. Nous avons aussi redoublé d'efforts pour mettre à la disposition du plus grand nombre de nouveaux outils et services en matière de prévention permettant d'améliorer la santé physique et mentale de chacun.

Et pour la protection, nous améliorons sans cesse l'accès à nos produits et services pour permettre à nos clients de protéger leurs familles, leurs entreprises et leurs proches, quel que soit leur niveau de vie.

En tant qu'acteur mondial, fort de 145 000 collaborateurs engagés dans 50 pays, nous avons les moyens et l'ambition d'agir pour que le progrès bénéficie au plus grand nombre.

Know You Can*

Thomas Buberl
Directeur Général d'AXA



*La confiance est une force.

AXA. Siège social : 25 avenue Matignon 75008 Paris.

SOMMAIRE

Courrier des lecteurs

- 8 De hauts fonctionnaires trop protégés ; la France, lanterne rouge

Edito

- 10 TikTok, une application tout sauf « light »

L'œil de L'Express

- 12 Emmanuel Macron : la marque et la marche
12 Le dilemme du photovoltaïque
14 L'Europe doit livrer plus de systèmes antiaériens à Kiev
14 Intelligence artificielle : un virage à risque pour Meta

Le décrypteur

- 15 Le mot de la semaine : Spread
15 Les off de L'Express

Périscope

- 18 JO 2024 : la « grogne gauloise » bat son plein
18 Le tour du monde en 6 infos

Dossier

20 Le zéro pointé de la Macronie

Depuis 2017, l'exécutif porte une lourde responsabilité dans la dérive des finances publiques. La France, bonnet d'âne de la classe européenne, est au pied du mur.

- 22 Anatomie d'une dérive budgétaire
23 Quand Le Maire exaspère l'Elysée
25 Sous le capot des agences de notation
26 Business France plaide non coupable
27 « Alerte sur le consentement à l'impôt »
27 Eloge de la rigueur, par Jean Peyrelevade



L'Express à l'heure des JO
A l'approche des JO, L'Express se mobilise pour vous offrir des contenus décalés. Retrouvez les articles consacrés à l'événement dans l'hebdomadaire et sur la page dédiée sur notre site [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr)



**Chaque jeudi,
recevez L'Express
chez vous**

Abonnez-vous au 0969 325 723



France

Politique

- 30 La « légion d'honneur » des gens ordinaires
32 La campagne des Verts à la peine

Société

- 34 La menace des femmes djihadistes
36 Le succès fou du médecin légiste 2.0

Sans détour

- 38 La leçon d'humour de Rushdie, pendant qu'on tue en France au nom de l'islam, par Abnousse Shalmani



Europe

- 40 **Nouvelle donne** Jean-Noël Barrot : « La France n'a jamais été aussi influente en Europe »
43 **Commission européenne** La candidature von der Leyen fragilisée



Monde

Amériques

- 44 **Etats-Unis** Donald Trump, une vie dans les prétoires

Asie-Pacifique

- 47 **Philippines** Ferdinand Marcos Jr. se rebiffe face à la Chine

Afrique | Moyen-Orient

- 48 **Turquie** Les mauvaises opérations des touristes médicaux



Tous les articles sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement sur le site de [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr), le premier mois à 1 euro.

SOMMAIRE

Economie

- 50 Les marchés pétroliers retiennent leur souffle
- Les (dés)illusions du progrès
- 51 Le gouvernement devrait s'inspirer de la méthode Pompidou, par Nicolas Bouzou

Patrimoine

- 52 Crédit immobilier : les banques sont de retour
- 53 Prélèvement à la source : taux solo ou duo ?
- 53 Diversifier son PEA à moindre coût

Entreprises

- 54 Quand les Français font leur marché en Allemagne
- 55 En Angleterre, Suez mise sur l'impact social
- 57 Michelin accélère sur les salaires

Climat & Transitions

- 58 Les mines s'échinent à faire oublier *Germinal*

Tech & Transformations

- 60 L'informatique quantique sème la panique
- 62 Philippe Aghion : « L'IA ne va pas créer de chômage de masse »

Sciences & Santé

- 64 Une épidémie de cancers chez les jeunes, vraiment ?
- 66 Willy Lafran, agitateur de certitudes
- La tête dans les étoiles
- 67 « Transition » énergétique : comment changer tout en restant nous-mêmes ?, par Etienne Klein

IDÉES

- 68 Hein de Haas : « L'idée de grandes vagues de migrations climatiques est très improbable »
- 71 Lecture : le vrai coût des frais de port obligatoires
- Leadership
- 72 Rapport au travail : ce que les millennial managers nous apprennent
- Sans filtre
- 73 Face à Israël, l'Iran perd sa partie d'échecs, par Jean-François Copé

Evasion

LIVRES

- 74 Françoise Chandernagor : du Tout-Paris au fin fond de la Creuse
- 76 *Vine Street*, à l'ancienne mais fameux
- 77 Palmarès
- 77 Foucault l'Américain

ÉCRANS

- 78 Intelligence artificielle : pourquoi il faut(re)voir *Her*

ARTS

- 80 *Sacrilège !*

JEUX

- 81 Mots croisés, sudoku...

ULTIMATUM

- 82 Déserteur d'hier et d'aujourd'hui, par Christophe Donner



Société éditrice :
Groupe L'Express
112, avenue Kléber, 75116 Paris.
ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication : Alain Weill.
Directeur de la rédaction : Eric Chol.

Imprimé en France : Maury imprimeur SA
(45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0328 C 82839
Dépôt légal : avril 2024

courrierlecteurs@lexpress.fr

Service abonnements
Vous pouvez nous joindre au 0969 325 723
ou par email à abonnements@lexpress.fr

Adresse postale :
CS 90006 - 59718 Lille Cedex 9


Tarifs abonnement France
1 an, 52 numéros : 130 € (TVA 2,10 %).
Pour en savoir plus, vous pouvez joindre notre service abonnements
au 0969 325 723 de 9 heures à 18 heures du lundi au vendredi.
Services diffuseurs n° vert : 0 805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions confondues,
a été tiré à 146 790 exemplaires.
L'Express : cahier n° 1
(édition générale : 84 pages).
Dépliant Kiosque Mag asilé sur une diffusion
partielle abonnés
Magazine imprimé sur du papier PEFC
(sauf encarts). Origine du papier : Italie et
Allemagne ; taux de fibre recyclées : minimum
50 % ; eutrophisation, PToT : 0,004 kg/tonne.



Retrouvez la rédaction de L'Express
dans *Le Monde de Poincaré* sur BFM Business,
tous les lundis de 14 à 15 heures
et en replay sur le site.



A woman, Shanna Ford, is standing in a welding shop. She is wearing a black long-sleeved shirt, brown overalls, safety glasses, and a welding mask. She is holding a welding torch in her right hand. In the background, there are sparks from welding and other workers in the shop.

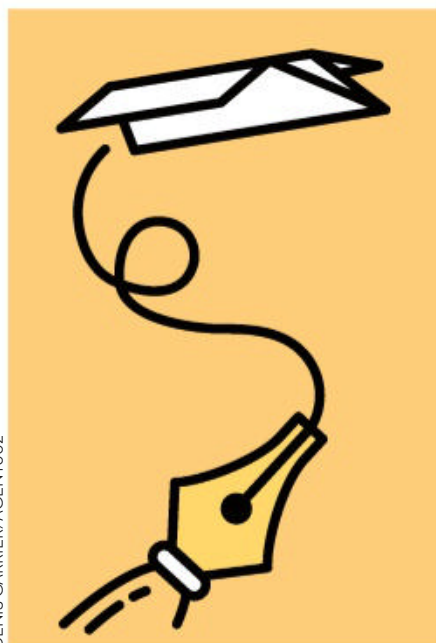
« Avec la réalité virtuelle,
je peux m'entraîner à souder
et développer ma mémoire
musculaire, chez moi. »

- Shanna Ford
Soudeuse professionnelle

S'entraîner avec la plateforme **ForgeFX** a contribué à améliorer la vie de Shanna Ford en lui permettant d'exercer un métier qu'elle aime et de mener une vie de famille stable.

Le métavers a déjà un impact.

EN SAVOIR PLUS
[META.COM/METAVVERSEIMPACT/FR](https://meta.com/metaverseimpact/fr)



De hauts fonctionnaires trop protégés

Albert Couzan, Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)

Plutôt que de s'attaquer aux fonctionnaires ordinaires qui, par leur grand nombre, représentent un pouvoir de nuisance insurmontable, le gouvernement ferait mieux de se concentrer sur les directeurs d'administration, qui constituent une population peu nombreuse. Est-il normal que ces dirigeants jouissent des mêmes protections que les exécutants ? Les exemples sont nombreux de ces hauts fonctionnaires, souvent fort bien payés, qui échouent sans jamais être sanctionnés. Aussi les nominations à ces postes devraient-elles

être conditionnées au renoncement au statut et assorties d'objectifs clairs et négociés. Avec des dirigeants ainsi responsabilisés, on aurait plus de chance d'avoir une administration efficace. Cette réforme ne rencontrerait sans doute pas d'opposition du côté des syndicats, mais on peut douter qu'elle soit portée par les politiques, issus pour la plupart de la haute fonction publique. (« *Déficit public : pourquoi la France fait moins d'efforts que les autres* », *L'Express* du 11 avril.)

La France, lanterne rouge

Claire Rodriguez, Poitiers (Vienne)

Désindustrialisation croissante, déficit commercial et dette publique en hausse vertigineuse : « la France est la lanterne rouge de l'économie mondiale », comme le dit l'économiste Marc Touati. La note de notre pays va sans doute être prochainement dégradée, et il est même curieux qu'elle ne l'ait pas déjà été. La France est une société gravement malade, que nos voisins européens observent avec une inquiétude grandissante. (« *Sur la dette publique, l'Etat*

inspire confiance depuis la Révolution... mais pour combien de temps ? », *L'Express* du 11 avril.)

Haïti : si loin et tellement oubliée

Patrick Russo (Haïti)

Concernant votre Une sur l'ONU, j'ai été surpris de voir comment le cas de Haïti a été omis. Cette île est confrontée à toutes sortes de problèmes depuis quelques années, certains responsables reconnaissant les gangs comme une partie de la classe sociale du pays. C'est un échec cuisant de l'ONU qui refuse d'ailleurs de le résoudre, soulignant seulement que le pays souffre plutôt d'une crise alimentaire que sécuritaire. Quand pourra-t-elle gérer cette crise de manière adéquate ? (« *A quoi l'ONU sert-elle encore ?* », *L'Express* du 11 avril.)

Israël en légitime défense

Damien Desserre, Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)

Ce qu'il se passe actuellement dans la bande de Gaza est dramatique, mais n'oublions

pas que c'est le Hamas qui est le seul responsable de cette situation. C'est lui qui a lancé une attaque terroriste contre Israël le 7 octobre, tuant sauvagement plus de 1200 personnes et en prenant d'autres en otage. A la suite de ce pogrom sans précédent depuis la Shoah, l'Etat hébreu a riposté de manière légitime et massive. Comment peut-on le lui reprocher ? A-t-on dénié aux Etats-Unis le droit et le devoir de se défendre après les attentats du 11 septembre 2001 ? (« *Netanyahou à l'heure du choix* », *L'Express* du 18 avril.)

Drogue : opération communication

René Andron, Marseille (Bouches-du-Rhône)

Il suffit de voyager en France pour se rendre compte que le trafic de drogue a gangrené jusqu'aux plus petites villes. En l'absence de véritable politique, on mène des actions répressives ponctuelles tout à la gloire du ministre sans rien régler sur le fond. Certes, cela affecte momentanément quelque peu le « business », sans plus. Pour ceux qui souffrent dans les quartiers, cela ne change rien, et cela fait longtemps que beaucoup ne croient plus en la République protectrice. Pour ce sujet comme pour les autres, la communication et la politique de la rustine ont de plus en plus de mal à masquer l'incompétence de nos gouvernants dont les gesticulations se heurtent à l'indifférence de la population aux prises avec les difficultés du quotidien. (« *Ces quartiers gouvernés par des dealers* », *L'Express* du 4 avril.)

Participez aux Rencontres de l'esprit critique !

« Idées reçues sur les luttes féministes » ;
« La désinformation, c'était mieux avant ? » ;
« Peut-on enquêter scientifiquement sur les ovnis ? » ; « La transition écologique peut-elle se passer de l'IA ? »... Voilà quelques-uns des thèmes qui seront abordés lors de l'édition 2024 des Rencontres de l'esprit critique, qui se tiennent à Labège, près de Toulouse, les 27 et 28 avril, en partenariat avec L'Express.

Un événement créé par Willy Lafran (voir son portrait page 66), un entrepreneur persuadé que le doute systématique profite in fine aux complotistes. Lui préfère « analyser calmement, avec méthode ; vérifier les informations en s'appuyant sur des sources solides et distinguer les faits des interprétations ». Un appel à la rationalité bienvenu dans une société en manque de repères.

L'Express donne la parole à ses lecteurs. Adressez-nous vos lettres (**en précisant votre commune de résidence**) par courriel à courrierlecteurs@lexpress.fr ou par courrier à L'Express – Courrier des lecteurs – 112, avenue Kléber – 75116 Paris.



LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST EN MARCHÉ, ENGIE Y CONTRIBUE CHAQUE JOUR.

Pour réussir la transition énergétique, les capacités d'énergies renouvelables devront être multipliées par 3 dans le monde d'ici 2030. Pour y contribuer, ENGIE, 1^{er} producteur d'énergies éoliennes et solaires en France,*** consacre plus de 80% de ses investissements de croissance au développement du système énergétique de demain. ENGIE, ce sont 97 000 femmes et hommes qui s'engagent chaque jour pour faire de la transition énergétique une réalité. #AgissonsEnsemble

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

1 GW d'énergies renouvelables permet de produire l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'électricité de près d'1 million de personnes.

*De capacités installées de production d'énergies renouvelables d'ENGIE dans le monde en 2023.

Dans le monde. *Source : Étude interne ENGIE et Analyst Pack 2023.

Plus d'infos sur engie.com/on-est-ici-dans-la-transition-energetique

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285011€ - RCS NANTERRE 542107651. © Nicolas Pollet-Villard.



TikTok, une application tout sauf « light »

A Washington et Bruxelles, la bataille est engagée contre un réseau social aussi populaire que dangereux.



M. LANDRY POUR L'EXPRESS

PAR ÉRIC CHOL

DIRECTEUR
DE LA RÉDACTION

Le tic-tac final de TikTok a-t-il débuté ? Le vote, le 20 avril, par la Chambre des représentants, d'un projet de loi menaçant d'interdire la plateforme d'origine chinoise procure, on l'imagine, des sueurs froides aux responsables du réseau social aux Etats-Unis mais également à leurs parrains de Pékin : le texte ouvre la possibilité de bannir TikTok du territoire américain, privant ses 170 millions d'abonnés de ses vidéos et autres jeux addictifs.

En cause ? Officiellement, les dangers que fait peser l'application sur la démocratie américaine. Avril Haines, la directrice du renseignement national, l'a confirmé à demi-mot lors d'une audition devant le Congrès : selon l'espionne la plus célèbre des Etats-Unis, rien ne garantit que le Parti communiste chinois ne soit pas derrière TikTok pour influencer les prochaines élections.

Preuve de la toute-puissance de TikTok, cette crainte est aussi partagée en Europe – à moins de deux mois des élections européennes – ou ailleurs dans le monde. Une crainte alimentée par les relations troubles entre TikTok et sa maison mère, ByteDance, mais aussi par l'influence croissante de l'application auprès d'une population toujours plus vaste : 1,5 milliard d'abonnés dans le monde, 134 millions en Europe dont 25 millions en France... Chez les jeunes, TikTok fait un carton plein, et c'est l'autre question qu'elle soulève, celle d'une forme de dépendance numérique.

« On met le doigt sur les risques d'aliénation provoqués par l'usage de l'application, en particulier auprès de ceux qui n'ont pas forcément une distanciation critique suffisante », prévient Emmanuel Lincot, professeur à l'Institut catholique de Paris, sinologue et chercheur à l'Iris. Le commissaire européen Thierry Breton juge même l'application, dotée de sa récente petite sœur TikTok Lite, potentiellement « aussi toxique et addictive que les cigarettes light ». La plateforme a beau être populaire, elle n'a jamais été autant sous surveillance. L'un expliquant peut-être l'autre : son succès lui vaut une hostilité tenace de la part de ses concurrents – pourtant pas irréprochables non plus sur ces sujets. « Aux Etats-Unis, il y a clairement un lobby anti-TikTok organisé par les autres Gafam », observe Maria Mercanti-Guérin, maître de conférences à l'IAE de Paris-Sorbonne.

Mais la guerre contre TikTok dépasse le cadre d'une bataille entre géants du numérique. Sur fond de menaces d'ingérences étrangères et de tentatives de désinformation, l'Occident a toutes les raisons de se montrer parano, à la veille de l'élection européenne et du scrutin présidentiel américain. Certes, il ne sera pas facile de démontrer que TikTok influence les votes, mais à voir l'usage massif que font les candidats d'extrême droite de l'application pour draguer l'électorat jeune, on comprend qu'il y a urgence à colmater les brèches de nos vieilles démocraties. L'Europe, en ouvrant le 22 avril une deuxième enquête visant le réseau social en l'espace de deux mois, montre qu'elle a les moyens de faire front. ✱



Les visites du facteur, ça aide à bien vieillir chez soi.

Les facteurs peuvent aussi livrer
des médicaments, des repas, des courses
et rendre visite aux plus fragiles.

La Poste. Ça crée des liens entre nous.

Emmanuel Macron : la marque et la marche

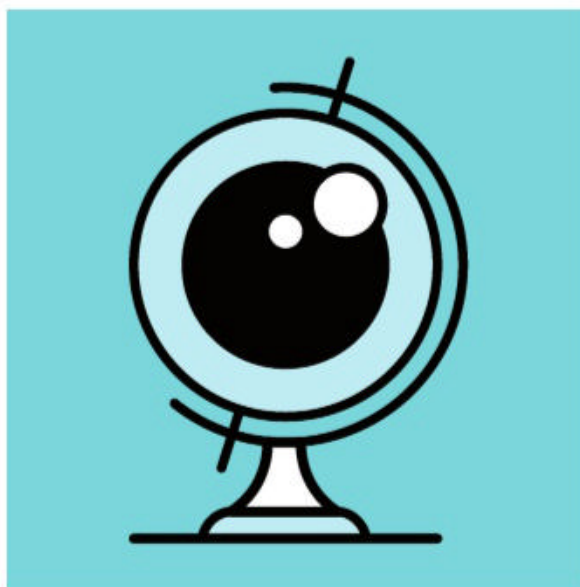
Le président réélu il y a deux ans est confronté à la malédiction des seconds mandats.

PAR ÉRIC MANDONNET

RÉDACTEUR EN CHEF POLITIQUE

Emmanuel Macron aime défier les lois de l'Histoire, élu président à un âge inédit au terme d'un parcours inédit. Or le voilà plus que jamais enlaid dans la malédiction des seconds mandats à laquelle n'a échappé aucun de ses prédécesseurs, qu'ils s'appellent Charles de Gaulle, sorti par un référendum, François Mitterrand, écrasé dans des législatives, ou Jacques Chirac, humilié dans un autre référendum, aux conséquences européennes celui-là. Le quinquennat actuel, vicié dès le premier mois, à cause d'une majorité législative trop serrée pour être entraînante, vicié dès le premier jour même, à cause d'une campagne trop floue pour être forte, met en cause ce qui est l'essence même du macronisme. Si celui-ci ne veut pas être une simple parenthèse de la V^e République, il doit rester fidèle à son identité : en marche, disait Emmanuel Macron au début de son aventure, c'était sa marque de fabrique, sa raison d'être. L'immobilisme serait donc son linceul. Le président n'a certes pas renoncé à agiter les conservatismes français, mais ses mots ne sont plus magiques au terme de

DENIS CARRIER/AGENT002



sept ans d'exercice du pouvoir. Son bilan, sur les comptes publics par exemple, sur l'autorité aussi, est devenu son boulet.

On comprend bien pourquoi le chef de l'Etat s'efforce de ne pas tomber du côté où il penche, c'est-à-dire à droite. Conclure une alliance avec une partie des Républicains, ce serait renoncer au « en même temps », et donc donner un coup de canif au macronisme originel. Mais céder à l'immobilisme, certes pas dans le verbe mais dans les résultats, en est un autre. L'Europe, rêve réenchante de sa campagne de 2017, peut-elle lui permettre de retrouver un peu d'air, ou les élections du 9 juin, sur lesquelles souffle un vent si fort de populisme, viendront-elles au contraire sonner le glas de l'épopée ?

L'enjeu n'est pas mince s'agissant d'un mandat qui ne ressemble à aucun autre pour une raison singulière. Ce quinquennat a deux ans, déjà Le Pen perce sous Macron. La candidate du Rassemblement national fut le marchepied du chef de l'Etat puis son assurance-vie ; elle ne saurait pas être sa prolongation. La menace de sa victoire devrait être le garde-fou de l'action présidentielle, au-delà des postures qui trop souvent l'accompagnent. Puisqu'il est question de l'Histoire, à l'évidence, sur ce sujet, celle-ci regarde Emmanuel Macron. Elle sera sans pitié. ✱

Le dilemme du photovoltaïque

Quand la souveraineté industrielle se fracasse sur les contraintes de production française : l'épineux casse-tête du solaire.

PAR BÉATRICE MATHIEU

GRAND REPORTER ÉCONOMIE

Faut-il y voir une simple erreur de précipitation ? Ou plutôt la conséquence d'un empilement d'annonces qui se fracassent sur des contraintes de production ? Alors que Bruno Le Maire, le patron de Bercy, et le ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Energie Roland Lescure vantaient il y a quelques jours les grandes ambitions de la France en matière de photovoltaïque, la grande distribution tire la sonnette d'alarme. Le motif d'inquiétude ? Un article de la loi pour l'accélération de la production d'énergies renouvelables qui oblige les grandes surfaces, d'ici à 2028, à couvrir par des ombrières solaires la moitié des zones de

stationnement supérieures à 1 500 mètres carrés. Anecdote ? Pas vraiment, puisque près de 35 millions de mètres carrés de parkings sont concernés. Un investissement estimé à près de 11 milliards d'euros. Pour les plus grands parkings, soit 18 millions de mètres carrés, les équipements doivent être en place d'ici à 2026. C'est-à-dire demain. Problème : seuls les groupes chinois sont en capacité aujourd'hui de répondre à de tels volumes de commandes. Hasard du calendrier, ce 18 avril, l'entreprise Carbon, qui ambitionne de devenir le leader européen du photovoltaïque, annonçait avoir enfin déposé le permis de construire de sa future giga-usine près de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). Des panneaux made in France qui, si tout se passe bien, sortiront de l'usine fin 2026. Trop tard, donc, pour profiter de la manne des commandes de la grande distribution. A moins de revoir la loi. ✱

POUR VOIR LA NUIT SOUS UN AUTRE JOUR

RCS n°444 608 442 - ROSA PARIS

Les électriciens d'Enedis innovent avec une solution
d'extinction de l'éclairage public*
pour réduire la pollution lumineuse.

ENEDIS

Bienvenue dans la nouvelle France électrique.

On recrute, rejoignez-nous.

*Une solution développée par Enedis et mise en œuvre par les fournisseurs d'électricité. En savoir plus sur enedis.fr/eclairage-public.
L'énergie est notre avenir, économisons-la !

L'Europe doit livrer plus de systèmes antiaériens à Kiev

Le nouveau paquet d'aides américain ne suffira pas face à la multiplication des attaques de drones et de missiles russes.

PAR CLÉMENT DANIEZ

JOURNALISTE MONDE

Voilà des mois que Kiev attendait cette décision. La Chambre des représentants américaine a donné son feu vert, le 20 avril, à une nouvelle enveloppe de 61 milliards de dollars en faveur de l'Ukraine. Enfin, des obus américains vont pouvoir alimenter une artillerie ukrainienne actuellement en grande difficulté face à celle de la Russie – qui tire cinq à dix fois plus de projectiles. Il était temps : « Le risque est très réel que les Ukrainiens perdent sur le champ de bataille d'ici à la fin de 2024 [sans notre aide] », avait alerté le patron de la CIA, Bill Burns, avant le vote.

Un autre type de munitions est attendu avec encore plus d'empressement par Kiev : des missiles antiaériens pour ses systèmes Patriot de fabrication américaine. Car ces dernières semaines, profitant de l'épuisement progressif des défenses ukrainiennes, drones et missiles russes sont parvenus à frapper durement infrastructures énergétiques – 80 % des capacités endommagées – et grandes villes. Pour combler les trous de plus en plus larges du bouclier du ciel ukrainien, les Européens n'ont pas le choix, ils



DENIS CARRIER/AGENT002

doivent donner plus, quitte à réduire, au moins pour un temps, leurs propres capacités – sans toutefois se mettre en danger. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a indiqué aux membres de l'Otan avoir un besoin urgent de sept systèmes Patriot supplémentaires, exhortant à ce que ceux-ci « sauvent des vies plutôt que de rester immobiles quelque part dans des bases de stockage ».

L'Allemagne a promis l'envoi d'un troisième système Patriot. D'autres détenteurs de ce redoutable tueur d'avions et des missiles russes les plus véloce pourraient également en transférer à Kiev, comme l'Espagne et la Grèce, mais semblent hésiter. « Il y a d'autres systèmes d'armes que les alliés peuvent fournir, dont des

SAMP/T [franco-italiens] », a également insisté le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.

Il est d'autant plus impératif pour les Européens de fournir cet effort que les bombardements en profondeur orchestrés par Moscou impactent la ligne de front. Celle-ci continue d'être grignotée par l'armée russe, qui pourrait lancer une offensive d'ampleur à la fin du printemps, selon Kiev. « Tant que la Russie a l'avantage dans les airs et peut s'appuyer sur la terreur menée par les drones et les roquettes, a reconnu Zelensky, nos capacités au sol sont malheureusement limitées. » Le temps presse. ★

Intelligence artificielle : un virage à risque pour Meta

L'IA va enrichir naturellement l'offre de la firme de Mark Zuckerberg. A dose excessive, elle pourrait cependant la dénaturer.

PAR ANNE CAGAN

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE TECH ET TRANSFORMATIONS

Ne pas scier la branche sur laquelle on est assis. C'est le dicton que Mark Zuckerberg doit garder à l'esprit après la sortie de ses nouveaux grands modèles de langage (Llama 3). Pour Meta, le virage IA est à la fois simple et périlleux. Simple car, à l'inverse de la plupart des start-up IA, le géant américain a déjà un modèle économique florissant. Nul besoin donc de trouver comment vendre ces IA que personne ne sait encore bien monétiser : chez Meta, elles viendront très naturellement « augmenter » les produits existants – réseaux sociaux, système publicitaire. Leurs puissantes capacités de traduction en temps réel vont du reste

donner aux plateformes de « Zuck » un nouveau souffle en les transformant en tour de Babel numérique : Japonais, Egyptiens, Américains et autres Français n'auront besoin que de leur langue respective pour parler à bâtons rompus.

L'intelligence artificielle présente cependant un risque pour Meta : celui de dénaturer le cœur de son offre centrée sur l'interaction humaine. Déjà, des influenceurs entièrement générés par IA se multiplient sur les réseaux. Les publications de ce type aussi. Comme ces fausses photos d'enfants tenant fièrement un gâteau censé être leur première réalisation pâtissière, en réalité créées de toutes pièces pour récolter des *likes*. Si ces activités artificielles explosent, elles pourraient noyer dans la multitude celles des humains authentiques. Avec le risque, à la longue, de lasser et de faire fuir ces derniers. ★

LE MOT DE LA SEMAINE

Spread

Cet anglicisme est utilisé dans le monde de la finance pour désigner l'écart entre des taux et, en particulier, les rendements des obligations à dix ans au sein des pays de la zone euro. Il permet de mesurer la confiance ou la défiance des prêteurs dans la capacité d'un Etat à rembourser sa dette.

Ce *spread* sera particulièrement scruté après le verdict des agences de notation concernant la France, attendu dans les prochains jours (Fitch et Moody's ce 26 avril, Standard & Poor's le 31 mai). Actuellement, le différentiel avec l'Allemagne, pays jugé le plus sûr avec une appréciation AAA par l'ensemble des trois grandes agences, est très légèrement supérieur à 0,5 %. Il avait atteint un point haut à 1,3 point en 2012, au moment de la crise de la dette souveraine en zone euro. A l'inverse, il était revenu dans une fourchette comprise entre 0,3 et 0,4 point entre 2015 et 2021. Une remontée marquerait un signe de défiance des investisseurs, même si la capacité de l'Etat à rembourser ses emprunts n'est – pour le moment – pas remise en cause. La France inspire en effet confiance en raison de l'efficacité de son administration fiscale, encore renforcée depuis l'instauration du prélèvement à la source.



À RETROUVER
sur L'express.fr

L'ONU a-t-elle encore un rôle à jouer ? L'organisation, conçue pour maintenir la paix et la sécurité dans le monde, ne parvient pas à mettre fin à de nombreux conflits et sa position dans la guerre entre le Hamas et Israël est vivement critiquée. La Loupe s'intéresse à l'avenir d'une institution traversée par les crises. Un épisode à écouter sur L'express.fr et sur toutes les plateformes de podcasts.

LES OFF DE L'EXPRESS

AZERBAÏDJAN : OPÉRATION KANAKY

Omayra Naisseline, élue indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, s'est rendue mi-avril à Bakou. Au programme : visite d'une université de la capitale et rencontre avec un prêtre catholique. Un déplacement banal en apparence, à ceci près qu'Omayra Naisseline a été reçue par l'ONG Groupe d'initiative de Bakou, véritable instrument d'influence du dictateur Ilham Aliyev contre la France. Ce dernier, qui n'a pas digéré le soutien du gouvernement à l'Arménie, compte devenir champion de la « lutte anticoloniale » contre Paris. Et n'hésite pas à soutenir de nombreux groupes indépendantistes d'outre-mer pour saper l'image de la France.



PROVINCE DES ÎLES LOYAUTÉ



« Si on y
retourne
avec
elle, on
perdra »

G. VAN DER HASSELT/AFP

Un cadre du PS à propos d'une éventuelle troisième candidature d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris.

800 millions

C'est, en 2023, le nombre de pièces destinées à l'étranger frappées dans l'usine de Pessac (Gironde) de la Monnaie de Paris, à destination de l'Arabie saoudite, du Qatar, du Guatemala, de la Thaïlande et des pays africains du franc CFA. Une activité décisive pour l'entreprise, qui a dégagé un chiffre d'affaires record : 160 millions d'euros pour 4,5 millions de résultat net.

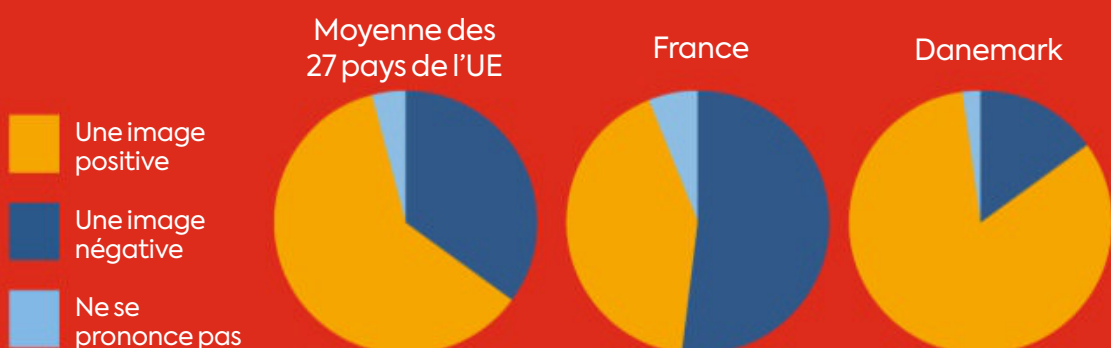
Casse-tête chinois

La Chine a ouvert une enquête antidumping sur les brandies, ces spiritueux à base de vin, importés d'Union européenne. Une riposte à celle ouverte par l'UE sur les subventions chinoises aux véhicules électriques. Premiers visés, les fabricants de cognac français ont reçu des centaines de pages de questionnaires, en chinois, qu'ils doivent traduire, soumettre à leurs avocats, retraduire et renvoyer aux autorités avant le 6 mai... date de la venue de Xi Jinping en France.

Les Français voient l'Europe en noir

Décidément, les Français broient du noir. 52 % d'entre eux ont une image négative de l'Union, le pire score des Vingt-Sept ! La moyenne n'est que de 35 %, les Danois se montrant les plus enthousiastes, avec seulement 15 % d'opinions défavorables. Cet état d'esprit n'est pas sans conséquences sur le scrutin à venir, qui intéresse à peine 47 % des électeurs tricolores. Il est vrai que nous sommes également ceux qui voient l'avenir de leur pays avec le plus d'inquiétude.

Avez-vous une image positive ou négative de l'Europe ?



SOURCE : PARLEMENT EUROPÉEN



48 ÉPISODE
TOUR DU
MONDE



Du 10 au 30 novembre 2024,
vivez, au départ de Paris,
le summum du voyage,
en *Première Classe* :

LA HAVANE

...
MÉRIDA

(Chichén Itzá/Uxmal)

...
ÎLE DE PÂQUES

...
TAHITI

...
SYDNEY

...
ANGKOR

...
BAIE D'HALONG

...
HANOÏ

...
SAMARCANDE



scannez-moi



En Jonque sur la Baie d'Halong

OFFREZ-VOUS LE VOYAGE DE VOTRE VIE EN PREMIÈRE CLASSE

TMR, Créateur de Voyages depuis 37 ans, renoue avec l'âge d'or de l'aérien et vous invite à vivre l'Aventure de votre Vie, du 10 au 30 novembre 2024. À votre tour, rejoignez le club très privé de ceux qui ont fait le Tour du Monde : cette 48^{ème} édition sera réalisée à bord d'un avion privé doté d'une Première Classe, moderne et spacieuse, au summum du luxe...

Bienvenue à bord de votre avion privé... Pour cette aventure unique, offrez-vous tout le confort aérien *Première Classe* du long-courrier le plus fiable au monde : belle hauteur sous plafond, fauteuils en cuir 180° qui se font lits, cave embarquée (grands crus, champagne), cuisine raffinée... *TMR* vous l'a réservé en confiance, auprès d'une excellente compagnie européenne. Découvrez tout notre *Art du Voyage*, une équipe aux petits soins (passage rapide aux aéroports, vous ne porterez pas vos bagages...), des palaces 5 étoiles et des destinations mythiques, dont *l'Île de Pâques*... « 9 mondes en un seul voyage ». Embarquement immédiat pour l'unique et inimitable *Tour du Monde*. Retrouvez le goût du « *Paradis Perdu des Voyages* ». *TMR* vous offre la meilleure garantie de réussir votre *Tour du Monde*, et vous invite à réaliser **le Voyage de votre Vie !** ■

En partenariat avec
LUNAJETS



**Album gratuit et informations,
uniquement auprès de TMR.**

04.91.77.88.99

www.tmrfrance.com
contact@tmrfrance.com

©TMR, depuis 1987 - 349 avenue du Prado - 13417 Marseille cedex 08.
Elle bénéficie de la garantie et de l'immatriculation Atout France IM013100087.
Document non contractuel. Photos : DR., Hilton, O.T., Capella, Shutterstock.



EXR240425



La « grogne gauloise » s'abat sur les JO

A l'approche des Jeux de Paris, « l'ironie fataliste » des Français bat son plein, note la presse étrangère.

Rien ne sera épargné aux organisateurs des JO : même la flamme olympique n'a pas voulu s'allumer, comme l'exige la tradition antique, à l'aide des premiers rayons du soleil. Faute de beau temps à Olympie, en Grèce, le 16 avril, il a fallu sortir la flamme de réserve. Au début du mois d'avril, la chute du vice-champion du monde 2022 de plongeon Alexis Jandard, lors de l'inauguration du centre aquatique olympique, avait déjà inspiré les commentaires catastrophistes d'internautes français, y voyant le symbole de « l'échec annoncé » des Jeux de Paris. Le **Financial Times** y décèle plutôt des « réactions typiques de la grogne très gauloise et de l'ironie fataliste qui sont devenues la norme ».

A moins de cent jours de l'évènement, qui devrait attirer quelque 16 millions de visiteurs, trois sujets inquiètent particulièrement les Français, rappelle le quotidien espagnol **El Mundo** : « La sécurité ; la capacité de Paris à accueillir un tel flux de personnes sans que le chaos n'éclate ; et la qualité de l'eau de la Seine. » Preuve de la sinistrose ambiante, selon un récent sondage Ipsos, moins de 1 Français sur 2 se dit confiant quant à la capacité du pays d'assurer le bon déroulement des Jeux. « Le chaos des transports publics, des contrôles de sécurité drastiques, la surpopulation, l'inflation olympique, voilà ce que les Parisiens fuiront en masse », pronostique le **Times**. D'autant que la grandiose cérémonie d'ouverture prévue sur la Seine n'aura peut-être pas lieu. Face au risque d'attentat, Emmanuel Macron a concédé qu'il y avait des « plans B, et même des plans C ». Cette cérémonie, qui « était déjà considérée comme risquée, fruit des typiques manies de grandeur [de la France], paraît de plus en plus chimérique », tranche **La Repubblica**.

Il y a pourtant quelques bonnes nouvelles, estime, de son côté, la chaîne américaine conservatrice **Fox News** : « Avec près de 9,7 milliards de dollars [...], les dépenses de Paris sont jusqu'à présent inférieures à celles des trois derniers Jeux d'été, à Tokyo, à Rio et à Londres. » A l'heure où les comptes publics de l'Hexagone dérapent, un exploit olympique ! ★

CHARLOTTE LALANNE



1

CHINE

Le chancelier allemand, cavalier seul

Olaf Scholz s'est rendu en Chine du 14 au 16 avril, pour une visite d'Etat placée sous le signe des affaires. Avec plus de 5 000 entreprises opérant dans l'empire du Milieu, Berlin entend renforcer la coopération industrielle avec Pékin. Un séjour qui agace au sein de l'UE, engagée dans un bras de fer contre la concurrence déloyale chinoise.



6

TURQUIE

Erdogan reçoit le chef du Hamas

La réponse israélienne n'a pas tardé après la visite officielle en Turquie, le 20 avril, du chef du Hamas, Ismaël Haniyeh (photo, à g.), invité par le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à dr.). « Erdogan, honte à toi ! » a réagi, sur X, le ministre des Affaires étrangères de l'Etat hébreu, Israël Katz. A l'issue de sa première rencontre avec le leader du Hamas – qu'il considère comme un « mouvement de libération » – depuis le début de la guerre à Gaza, en octobre dernier, Erdogan a souligné « l'importance d'agir de façon à maintenir l'attention sur Gaza ». Une façon pour Ankara, jusqu'à présent écarté du processus de médiation mené par le Qatar, de rester dans le jeu.

HANDOUT/TURKISH PRESIDENTIAL PRESS SERVICE/AFP

2

ALLEMAGNE

Des espions au service de Moscou et de Pékin

Après l'arrestation de deux agents russes, le 18 avril, pour des actes de sabotage contre l'assistance à l'Ukraine, une nouvelle affaire d'espionnage secoue l'Allemagne. L'assistant d'un eurodéputé du parti d'extrême droite allemand AfD a été arrêté le 23 avril, soupçonné de collaborer avec Pékin. La veille, un homme de 59 ans et un couple avaient été interpellés dans l'ouest du pays, également accusés de travailler pour la Chine. Ces trois Allemands auraient « récupéré des informations sur des technologies innovantes pouvant servir à des fins militaires », a indiqué le parquet fédéral.

3

ÉTATS-UNIS

L'Amérique débloque enfin 61 milliards pour l'Ukraine

La Chambre des représentants a approuvé, le 20 avril, un nouveau plan d'aide massif en faveur de l'Ukraine, qui subit depuis plus de deux ans les assauts de l'armée russe. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est dit « reconnaissant », notamment à l'égard du président de la Chambre, le trumpiste Mike Johnson, qui a donné son feu vert contre toute attente... s'attirant les foudres de l'aile droite du Parti républicain.

A quoi servira l'aide américaine à Kiev ?

23
milliards
de dollars

Reconstitution
des stocks
d'armes

13,8
milliards
de dollars

Fourniture
d'armes
de défense

11,3
milliards
de dollars

Financement
d'opérations
militaires

SOURCE : CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS-UNIS

5

NIGER

Les militaires américains sur le départ

Quatre mois après le repli contraint des derniers soldats français du Niger, les GI américains vont bientôt plier bagage, poussés dehors par la junte au pouvoir. Washington a accepté le retrait de ses 1100 soldats opérant dans le pays. Niamey avait dénoncé récemment l'accord de coopération militaire signé en 2012, « imposé unilatéralement », selon les putschistes qui ont renversé le président Mohamed Bazoum en juillet 2023. Un départ qui confirme la perte d'influence militaire des Occidentaux dans la région, où la Russie progresse. Les instructeurs russes de l'Africa Corps – successeur de la milice Wagner – sont d'ailleurs arrivés au Niger le 10 avril.

4

ITALIE

Un discours antifasciste muselé par la Rai

C'est une censure inédite qui fait grand bruit dans l'Italie de Giorgia Meloni. La chaîne publique Rai 3 a annulé une lecture de l'écrivain Antonio Scurati, à l'occasion des commémorations de la libération de l'Italie fasciste, le 25 avril. Le spécialiste de Mussolini y dénonçait les crimes de ce régime et pointait l'héritage fasciste du clan de Giorgia Meloni, la présidente du Conseil. Si la chaîne s'en défend, la presse italienne rapporte qu'un document interne de la Rai évoque bien un choix « éditorial ».

DE MOZART À COPPERFIELD

Le zéro pointé de la Macronie

Depuis 2017, l'exécutif porte une lourde responsabilité dans la dérive des finances publiques. La France, bonnet d'âne de la classe européenne, est au pied du mur.

PAR BÉATRICE MATHIEU

L'insoutenable légèreté de l'être. Ou la conviction cimentée de pouvoir continuer à défier le réel. Continuer à repousser les limites, à enterrer les promesses, à s'asseoir sur ses engagements, à tordre indéfiniment l'acier des chiffres. En matière de finances publiques, Emmanuel Macron a fauté. Pas plus que ses prédécesseurs, rétorqueront ses soutiens. Certes, mais le président jupitérien a multiplié les erreurs, péché par naïveté ou couardise, embrassé les vieilles méthodes du passé en s'accrochant au rêve un peu fou de l'argent gratuit, oubliant que les taux d'intérêt ne resteraient pas à zéro éternellement. Il a fait du « quoi qu'il en coûte » une doctrine anesthésiante et addictive. Et le voilà condamné à entonner la sérénade aux agences de notation, de plus en plus dubitatives quant aux promesses délivrées.

La France se trouve au pied du mur. Ce 26 avril, les deux agences Moody's et Fitch devraient ouvrir le bal, suivies un mois plus tard par Standard & Poor's. Et

pourtant, en cas de sanction, il est probable que les marchés financiers ne s'emballent pas. C'est peut-être pire, tant ce calme trompeur nous rapproche chaque jour un peu plus de la tempête ravageuse.

En sept ans à la tête de l'Etat, le bilan d'Emmanuel Macron sur le front des finances publiques est accablant. L'endettement public a grimpé de 98,2 % du PIB en 2018 à 110,6 % à la fin de 2023. Derrière ce ratio insaisissable, c'est 1000 milliards

d'euros de dette en plus, pour atteindre 3100 milliards, une dérive inédite en un laps de temps aussi court. Le déficit des comptes publics – Etat, collectivités publiques et organismes de sécurité sociale – atteint, lui, 5,5 % du PIB, contre 2,3 % en 2018, une des plus mauvaises performances de la zone euro, avec l'Italie comme compagnon de route. La dépense publique, évaluée à 56,7 % du PIB à la fin de 2023, d'après les dernières estimations de Bercy, est supérieure de près de 7 points à la moyenne de nos partenaires européens. Quant au taux de prélèvements obligatoires, il est le plus élevé de tous les pays de la zone euro.

L'Etat est ventru et omnipotent. Un problème, une dépense. Un rond-point bloqué, un plan d'urgence. Un Etat « nou-nou » accourant au moindre « ouin », capable de créer un bonus « réparation » pour faire reprendre les chaussettes. Un Etat dont les fonctions régaliennes – éducation, sécurité, santé, justice – prennent l'eau, cannibalisées par une protection sociale qui pèse près de 33 % du PIB, contre 28 % en moyenne dans la zone euro, mais n'a pas fait reculer la pauvreté et ne satisfait plus personne. Certes, durant ces sept années, la France a subi deux crises majeures et imprévisibles : la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, qui a provoqué un choc énergétique équivalent à celui de 1973. Alors, oui, il a bien fallu que l'Etat protecteur joue son rôle – et c'est bien normal – pendant les confinements : chômage partiel, prêts garantis par l'Etat, plans d'aides d'urgence et boucliers tarifaires lorsque les prix de l'énergie ont flambé.

Mais est-ce vraiment la seule explication au triplement du déficit public en six ans ? Pour répondre à la question, L'Express a demandé à un collectif de hauts fonctionnaires et d'anciens cadres de Bercy de se plonger dans les chiffres et de décortiquer les projets de loi de finances successifs. Sur les 154 milliards de trou dans les comptes publics enregistrés en 2023, 56 milliards sont imputables aux baisses d'impôts et de cotisations accordées depuis 2018, 40 milliards, à des dépenses publiques structurelles et additionnelles comme le relèvement de la prime d'activité décidée au lendemain de la crise des gilets jaunes, les mesures sur l'apprentissage ou la formation professionnelle, et 34 milliards, enfin, à des dépenses de crise non récurrentes... « La dérive s'explique essentiellement par la permanence des déficits





Le président a fait du « quoi qu'il en coûte » une doctrine anesthésiante et addictive.

des régimes sociaux et par des interventions nouvelles, hors dépenses de crise », concluent ces experts (*voir l'infographie page suivante*). En résumé, le Covid et la guerre en Ukraine ont bon dos.

Qu'importe, puisque le storytelling gouvernemental est bien rodé. Il n'y a qu'à voir comment le programme de stabilité budgétaire, en clair la feuille de route envoyée par la France à Bruxelles, a été ficelé. Sur le papier, tout est sous contrôle : un déficit public ramené à 5,1 % du PIB en 2024, 4,1 % en 2026, 3,6 % en 2026 et – magie des chiffres – 2,9 % en 2027, juste au-dessous du fameux critère de 3 %, gravé dans le marbre du traité de Maastricht. Pour cela, un programme de coupes dans les dépenses publiques de 10 milliards d'euros est prévu cette année et de 20 milliards en 2025, auxquels devront s'ajouter, d'après les calculs de l'OFCE, une petite quinzaine de milliards par an d'ici à 2027. Un plan « ambitieux et réaliste », promet Bercy.

Au menu cette année : un coup de rabet sur les frais de transport pris en charge par l'assurance-maladie ou les aides à l'apprentissage, un éventuel recentrage du

crédit d'impôt recherche, un appel à contribution des collectivités locales. Pour la suite, c'est le grand flou. « Ce programme de stabilité aura le même destin que tous ses prédécesseurs, il ne sera pas respecté », prédit François Ecalte, l'un des plus fins analystes des finances publiques, ancien de Bercy et de la Cour des comptes. Dans l'équation mathématique du gouvernement, un « truc » chiffonne. « On nous annonce un ajustement budgétaire sans effet sur la croissance. Mieux, elle accélérerait, atteignant 1,8 % en 2027, décortique Eric Heyer, directeur du département analyse de l'OFCE. C'est totalement irréaliste. » D'autant que la conjoncture mondiale est morose et que tous les pays européens ont pour ambition de redresser leurs comptes. « Manque de crédibilité, manque de cohérence » : dans son dernier rapport, publié le 17 avril, le Haut Conseil des finances publiques (HCFP), une institution indépendante, étrille la feuille de route gouvernementale.

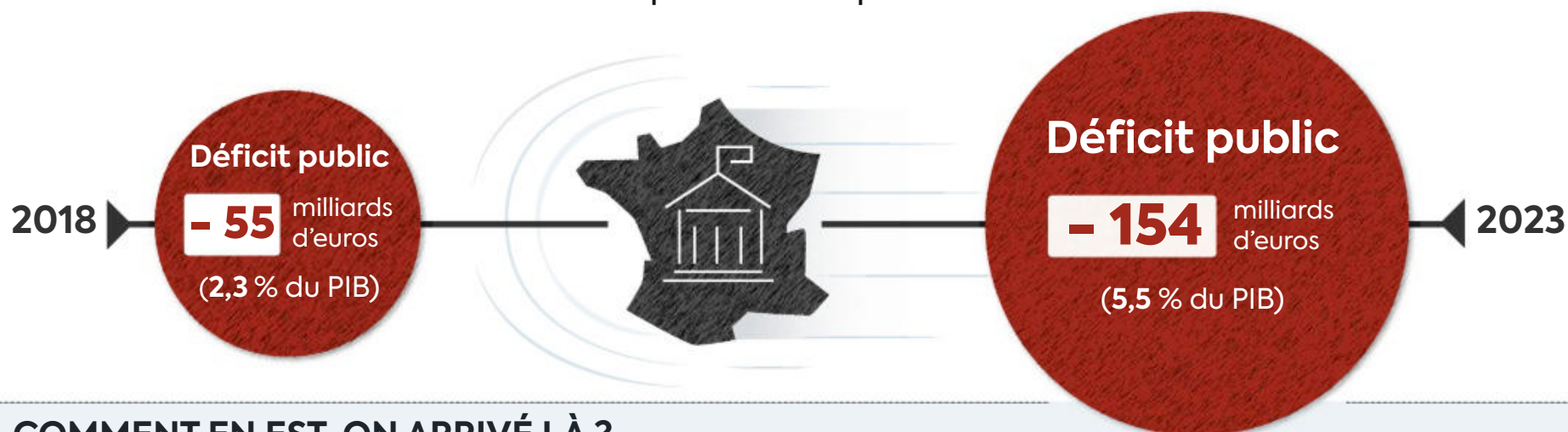
Au cœur du problème : les coupes claires dans les dépenses prévues jusqu'en 2027. « Un tel effort n'a jamais été réalisé

par le passé et sa documentation reste lacunaire », tacle le HCFP. « La revue des dépenses publiques telle qu'elle est faite ne permet pas de changements. Il faut modifier la loi et mettre en place ce que j'appelle une "clause d'extinction". Une grande partie des dépenses votées seraient provisoires et ne deviendraient pérennes que si une évaluation *ex post* prouve leur utilité », détaille Marc Ferracci, économiste et député Renaissance. La situation est d'autant plus périlleuse que la charge de la dette, c'est-à-dire la facture que doit payer chaque année l'Etat français à ses créanciers, devrait s'envoler, d'après les estimations de Bercy : un peu plus de 46 milliards cette année, 62 milliards dans deux ans et 72 milliards en 2027... Soit l'équivalent de ce que l'Etat a dépensé l'an passé pour la justice, la sécurité, l'enseignement supérieur, la recherche et la culture réunis. « Nous entrons dans une zone dangereuse où les taux d'intérêt réels vont redevenir supérieurs aux taux de croissance de l'économie, ce qui crée un effet boule de neige sur la dette et un risque d'emballement », s'inquiète le directeur général de Rexecode, Denis Ferrand.

Une crise financière est-elle possible à court terme ? « C'est peu probable, car la Banque centrale européenne veille au grain », répond François Ecalte. Dans la panoplie d'instruments dont l'institution de Francfort s'est dotée au lendemain de la grande crise des dettes souveraines, en 2012, on trouve un programme de rachat presque illimité des dettes. En cas de danger, la BCE endosserait son costume de sauveur en dernier ressort. A moins qu'un choc politique ne l'incite à prendre du champ. Et c'est là que le sujet de la dette redevient éminemment politique. Que se passerait-il en 2027 si, par exemple, le RN s'installait à l'Elysée et déroulait son programme économique avec comme mesure phare et électoraliste le retour de l'âge de départ à la retraite à 60 ans ? « La BCE ne pourrait pas cautionner une telle mesure », pronostique l'ancien auditeur de la Cour des comptes. S'ensuivrait un scénario noir, à l'image de celui vécu par le Royaume-Uni il y a deux ans : l'éphémère Première ministre Liz Truss a été débarquée au bout de quarante-neuf jours, après la publication d'un projet de budget délirant et lourdement sanctionné par les marchés financiers. Qu'importe le magicien, le réel finit toujours par s'imposer. ★

Anatomie d'une dérive budgétaire

Selon l'exécutif, les mesures prises contre les effets récessifs du Covid et de la guerre en Ukraine justifient largement la dégradation des finances publiques.
Une explication un peu facile.



COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Aux 55 milliards d'euros de déficit en 2018, il faut ajouter ces mesures décidées depuis :

ALLÈGEMENTS D'IMPÔTS ET DE COTISATIONS

- 56 milliards

- Ménages : **- 33** milliards (dont taxe d'habitation) : **- 15** milliards
- Entreprises : **- 23** milliards (dont impôts sur les sociétés et de production)
- CSG retraite et heures sup. : **- 11** milliards
- Impôt sur le revenu : **- 5** milliards
- Redevance audiovisuelle : **- 2** milliards

DÉPENSES D'ÉTAT STRUCTURELLES ADDITIONNELLES

- 40 milliards

- Loi de programmation : **- 11** milliards
- Formation professionnelle et apprentissage : **- 10** milliards
- France 2030 : **- 6** milliards
- Prime d'activité : **- 5** milliards
- Transition climatique : **- 2** milliards
- Autres : **- 6** milliards

DÉPENSES DE CRISE NON RÉCURRENTES

- 34 milliards

- Bouclier anti-inflation : **- 25** milliards
- Relance : **- 6** milliards
- Urgences : **- 3** milliards

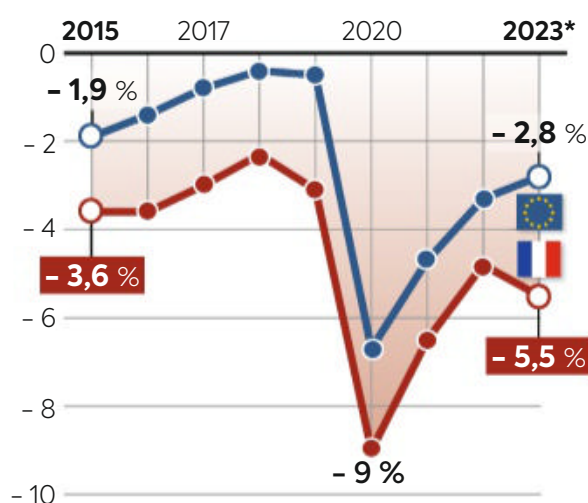
+ 30 milliards

BASE FISCALE ADDITIONNELLE

LES TROIS MAUX DE LA FRANCE

1 Le déficit public

En % du PIB



* chiffre prévisionnel en 2023 pour l'UE

2 La dette publique

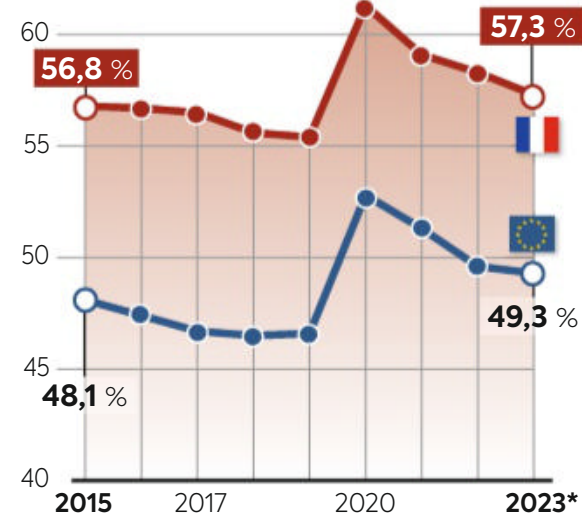
En % du PIB



* chiffre prévisionnel en 2023 pour l'UE

3 Les dépenses publiques

En % du PIB



* chiffre du 3^e trimestre 2023 pour l'UE

SOURCE : COLLECTIF DE HAUTS FONCTIONNAIRES DE BERCY

INFOGRAPHIE : ART PRESSE



Le président ne dirige plus un collectif, il compose avec de potentiels successeurs.

Obscure stratégie

Quand Le Maire exaspère l'Elysée

En pleine crise des finances publiques, le locataire de Bercy se met en scène en « père la rigueur ». Et fait grincer des dents jusqu'au sommet de l'Etat.

Parfois, Bruno Le Maire agace Gabriel Attal. Très exceptionnellement, le chef du gouvernement exprime son exaspération à l'égard de « son » impétueux ministre de l'Economie, et a aussi le bon goût de choisir son public. En février, il confie à Eric Ciotti ses doutes sur la loyauté de son ministre. Ce n'est pas le président LR qui le démentira. Le 26 mars, l'heure n'est plus aux soupçons mais à la franche colère. Le locataire de Bercy vient de répondre à l'Assemblée à Véronique Louwagie, une députée LR modérée davantage soucieuse de travailler en harmonie avec l'exécutif qu'obsédée par l'idée de le faire tomber. « Je vous épargne les 1743 amendements du groupe LR pour 127 milliards de dépenses, car je n'ai que deux minutes, hélas, pour vous les présenter », étrille Bruno Le Maire. La majorité glousse, le chef du gouvernement tique. La droite est susceptible. Avec cette charge, le ministre

de l'Economie ne la pousse-t-il pas à la censure ? « C'est son objectif, je crois », fulmine en privé Gabriel Attal.

L'amitié s'étirole là où les intérêts divergent. Cette règle d'airain de la politique semble avoir été bâtie pour Gabriel Attal et Bruno Le Maire. Deux ambitieux aux convictions jumelles. Mais deux hommes soumis à des injonctions divergentes. Un Premier ministre chargé de cajoler une majorité diverse – il a échangé le 9 avril avec une quinzaine d'élus de l'aile gauche – et de ménager une droite prête à déclencher le feu nucléaire. Gabriel Attal s'entend bien avec Eric Ciotti, échange avec ses troupes et se garde de toute provocation envers elles. « Il n'est pas dans la conflictualité, mais dans le dialogue », assure un conseiller de l'exécutif. Le ministre de l'Economie n'a pas ces pudeurs. Il lâche ses coups et met en scène son orthodoxie budgétaire en symbole de courage politique.

« Chacun raisonne selon ses contraintes et ses intérêts », note une ministre. Le tout sous le regard d'un président passablement agacé par le locataire de Bercy, mais pas exempt de contradictions intimes.

Cette histoire commence par un cadeau. Mercredi 13 mars, à la fin du Conseil des ministres, Bruno Le Maire offre à Emmanuel Macron son dernier livre, *La Voie française*, un ouvrage aux accents programmatiques de 160 pages, paru chez Flammarion. Au moins, sa lecture sera moins fastidieuse que les 1 000 pages du projet présidentiel de « BLM » en 2016. Le livre, écrit pendant les vacances de Noël, est publié en pleine crise des finances publiques. Bruno Le Maire y consacre un chapitre à la « France désendettée » et prône un nouveau modèle social, moins coûteux. « Le genre de débat qu'on ne tranche pas en milieu de quinquennat mais lors d'une présidentielle », juge un membre de l'exécutif.

Le locataire de Bercy n'a pas la rigueur honteuse, il la brandit en étendard. Comme lorsqu'il annonce sur TF1 une hausse des tarifs de l'électricité, anecdote fièrement racontée dans son ouvrage. Ses amis exhument de vieilles déclarations. N'a-t-il pas affirmé dès août 2022 que la France était à « l'euro près » ? Décrété la fin du « quoi qu'il en coûte », en août 2021, avant d'être rattrapé par la guerre en Ukraine ? On énumère les arbitrages perdus sous Jean Castex et Elisabeth Borne, décidément moins sensibles à la dégradation des comptes publics. Qu'il est rare de voir un élu revendiquer ses défaites ! Un ancien ministre sourit de cette tentative de faire cohabiter cette image de « père la rigueur » et son bilan. « Il était solidaire de la ligne. Soit c'était trop grave, et il fallait partir. Soit il est en phase avec, et il en est coresponsable. Il cherche un entre-deux, mais ne le trouve pas. »

Il faut bien essayer. Gabriel Attal et Bruno Le Maire partagent le même refus d'une hausse de la fiscalité. Avec des mots distincts. Le chef de la majorité calme ses troupes en lançant une mission parlementaire sur la « taxation des rentes » – entreprise aussi floue que modeste –, quand le patron de Bercy se fend d'une tribune dans *Les Echos* sur le refus d'une augmentation des impôts. « Je crois plus au discours de clarté que vouloir faire plaisir à tout le monde », défend un soutien. C'est lui qui annonce – encore sur TF1 –, le 18 février, un plan massif de 10 milliards

► d'euros d'économies. Dès le début de 2024, Bruno Le Maire défend la présentation d'un projet de loi de finances rectificative (PLFR). Il l'évoque dès le 20 mars lors d'une réunion de crise à l'Elysée. Officiellement, pour dégager plus de marges de manœuvre et rassurer les agences de notation.

L'Elysée et Matignon freinent des quatre fers. Emmanuel Macron juge un tel texte inutile, Gabriel Attal mesure le risque d'une motion de censure de LR. L'argument est partagé par Gérald Darmanin et Aurore Bergé, deux ministres issus de la droite. Au sommet de l'Etat, le cas BLM préoccupe. On s'agace de la volonté réaffirmée du ministre de passer par un PLFR. Cet obscur véhicule législatif est prétexte à toutes les suspicions. Comme l'ont révélé *Les Echos*, un message adressé dimanche 7 avril par le cabinet du ministre à quelques parlementaires pour pousser l'idée d'un PLFR fait monter la tension. Le lendemain, il évoque le sujet avec la ministre chargée des Relations avec le Parlement, Marie Lebec. Quelques heures plus tard, Emmanuel Macron siffle lui-même la fin de la récréation en s'invitant à la réunion de coordination de la majorité. « La fiscalité n'est pas un sport olympique, les lois financières non plus, n'abîmons pas la confiance », lâche le président. Un ministre résume : « Bruno a toujours été loyal envers le président. Mais, là, il a trop joué le rapport de force pour essayer de remporter son arbitrage. »

Macron-Le Maire. Curieux duo formé depuis sept ans. A chaque remaniement, la musique d'un limogeage du ministre monte... puis se dégonfle. Bercy a même récupéré le portefeuille de l'énergie à l'occasion du dernier remaniement. Quand Gabriel Attal débarque à Matignon, la question du maintien de BLM se pose toutefois. Le jeune Premier ministre décide de le garder et de le laisser au niveau de Gérald Darmanin. Que les deux rivaux se neutralisent ! « Macron, tout le monde me dit qu'il ne m'aime pas, que je l'agace. Pourtant, chaque fois qu'il remanie, il me conforte et me promet », confiait Bruno Le Maire en mars à un interlocuteur. Le promet... et lui adresse des piques à intervalles réguliers. Combien de perfidies lâchées en comité réduit puis relayées dans la presse ? Comme ce « Il devrait en parler au ministre de l'Economie... » rapporté en mars par *Le Canard enchaîné*.

Dans l'entourage élyséen, on raille ce « Saint-Just des finances publiques » au



Pour Gabriel Attal, « BLM » a 2027 en vue.

discours anxiogène, qui menace d'invisibiliser d'autres champs de l'action gouvernementale. La voix singulière du ministre de l'Economie agace le président. A l'inverse d'Edouard Philippe, Bruno Le Maire a décidé de rester au gouvernement. « Quand tu es dépositaire du bilan depuis sept ans, le discours de Le Maire ne tient pas, juge un fidèle d'Emmanuel Macron. Soit tu fais du "Philippe", soit tu fais du "je suis Macron". » Prière de se taire. Une forme de schizophrénie entoure certaines critiques. Emmanuel Macron a consacré une réunion de crise à l'Elysée sur les finances publiques et s'est présenté lundi 8 avril à une réunion de la majorité consacrée au sujet. Le chef de l'Etat fait monter la thématique de la dette... avant d'abattre la foudre sur Bruno Le Maire, accusé d'en faire trop. BLM, fusible contraint au silence ? Un sentiment d'injustice étirent ses soutiens.

A quoi joue Bruno Le Maire ? Le camp présidentiel se perd en hypothèses pour saisir la stratégie du ministre. Gabriel Attal a sa petite idée, nourrie par son attitude offensive envers LR. Ici, on dépeint un

homme en quête d'un « motif de rupture » en vue de la présidentielle de 2027. Là, un ambitieux qui soignerait son discours en cas de limogeage. « Il est dans une impasse, juge un député. Soit il insiste sur le côté rigueur, mais n'aura pas gain de cause. Soit il rentre dans le discours mainstream, mais il n'existera plus. » Dans l'entourage du ministre, on raille ces scénarios, tristes remakes de *House of Cards*. « Bruno Le Maire est un homme d'Etat. Pas un homme qui fait des coups de billard à trois bandes. » « Il est objectivement inquiet de l'état des finances, ajoute le député Charles Sitzenstuhl, proche du ministre de l'Economie. Il tient une ligne, sans rigidité. »

Cette poussée de fièvre autour des finances publiques raconte l'époque politique. Emmanuel Macron subit une fin de règne anticipée et n'a plus la même autorité sur ses troupes. Gabriel Attal vit sous la menace croissante d'une motion de censure. Bruno Le Maire jouit d'une liberté accrue, malgré une stratégie obscure. « BLM se sent très libre, confirme une ministre. Est-ce lié à Attal ou au second quinquennat ? Sûrement un mélange de tout cela. On a une durée de vie plus limitée que dans tous les autres gouvernements. Soit cela paralyse, soit on se sent plus libre de faire de la politique. » Le Maire bouge encore.

Le temps passe, et la présidentielle approche. Les membres du gouvernement sont les rivaux de demain. Souvent, d'aujourd'hui. Le chef de l'Etat ne dirige plus un collectif de ministres, il compose désormais avec d'éventuels successeurs. Un participant à un dîner récent autour de Bruno Le Maire a été frappé par sa fixette sur le Premier ministre... lesquels s'interroge sur les intentions du locataire de Bercy. Bruno Le Maire juge en privé que la clé de 2027 ne réside pas tant dans une opposition au président que dans un détachement de sa personne. Que l'expérience sera une valeur décisive pour emporter la mise face à Marine Le Pen. Alors, tout se confond. Le ministre de l'Economie et le candidat putatif de 2027 ne font qu'un. L'action du premier est analysée par ses pairs à l'aune des ambitions du second. Gabriel Attal place pour l'heure ses pas dans ceux du chef de l'Etat. Son statut de Premier ministre, assorti d'une foule de contraintes, l'y inclinant davantage. Les fonctions impriment sur les hommes. ✱

PAUL CHAULET

**Combien de perfidies
lâchées en comité
réduit puis relayées
dans la presse ?**

Dette

Sous le capot des agences de notation

La menace d'une dégradation inquiète davantage le gouvernement que les investisseurs en dette souveraine.

Tous les six mois, l'angoisse de la dégradation saisit de nouveau les équipes de Bercy. En ce printemps meurtrier pour la crédibilité de l'Etat en matière de gestion de ses finances, l'ambiance se fait plus étouffante dans l'attente du verdict des trois grandes agences de notations : Fitch, Moody's et Standard & Poor's (S & P). Le risque ? Une révision à la baisse de la note attribuée à la dette française, par au moins l'une d'entre elles. « La notation n'est pas une opinion sur la qualité de la politique publique ou le risque pays, mais sur la capacité de l'Etat, en tant qu'emprunteur sur les marchés de capitaux, à rembourser sa dette, appuie Aymeric Poizot, responsable France chez Fitch Ratings. Dans les discours, cette notation est parfois invoquée comme un totem. D'autres fois, elle est désignée comme un thermomètre cassé. L'utilisation qu'en fait la classe politique est indépendante de nous. »

C'est d'ailleurs Fitch qui a procédé à la dernière dégradation en date, il y a un an, de AA avec perspective négative à AA- avec perspective stable. Le dérapage du déficit à 5,5 % officialisé le 26 mars lui a donné raison a posteriori, estime l'analyste en charge du dossier français, Hannah Dimpker. « Nous avons toujours un point de vue plus conservateur que celui du gouvernement français dans nos prévisions, il en aurait fallu plus pour que nous soyons surpris », remarque-t-elle. Dans la foulée, l'agence a nuancé l'impact de l'annonce de l'Insee : « Toute autre action de notation négative dépendrait d'une nouvelle aggravation importante de l'endettement public, ce que nous considérons comme improbable. » Moody's et S & P seront-elles moins clémentes ? La première a fait part dès le 27 mars de ses doutes sur la capacité de la France à ramener le déficit à 2,7 % en 2027. La seconde, plus scrutée, se tient pour l'instant coite. Mais sa note AA est assortie d'une perspective négative depuis fin 2022.

Cet intérêt politico-médiatique pour les agences est récent. Elles ont été accusées d'avoir contribué à la crise financière de 2008 et à celle des dettes européennes. Depuis, la réglementation s'est durcie pour

les encadrer. « Nous respectons un calendrier, en annonçant la date de publication de nos décisions, deux fois par an, ce qui n'exclut pas un changement de note dans l'intervalle si une information nouvelle ou un événement le justifient », détaille Aymeric Poizot. Pour garder un œil neuf et se prémunir de toute complaisance, les analystes changent de portefeuille tous les quatre ans. Ils révisent un manuel de 250 pages chaque année pour valider leurs compétences.

« Nos méthodologies ne sont pas des "boîtes noires". Nos critères et notre modèle sont disponibles sur notre site Web », soutient le responsable de Fitch. Sont passés au crible les prévisions de croissance, le PIB par habitant, le déficit public, la charge d'intérêt... S'y ajoute une analyse « qualitative ». C'est sur ce caillou que l'exécutif a trébuché l'an dernier. Dans le sillage des mouvements contre la réforme des retraites, Fitch s'était inquiété des freins sociaux aux actions menées. Hannah Dimpker résume : « Il paraît plus délicat en France que dans d'autres pays de réduire les dépenses, en partie pour des raisons

politiques. De même, le taux de prélèvements obligatoires y est déjà si élevé qu'il est aussi difficile d'augmenter les impôts. » Mauvais point pour l'élève France.

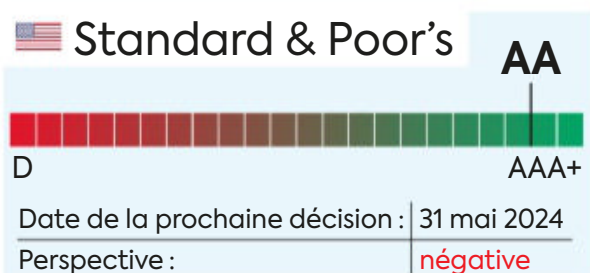
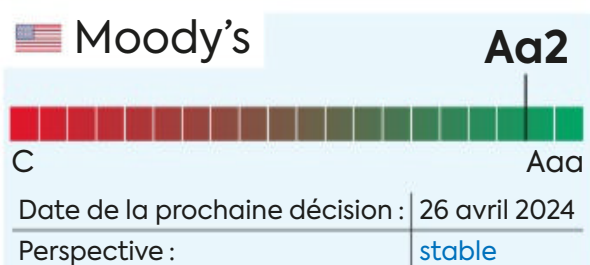
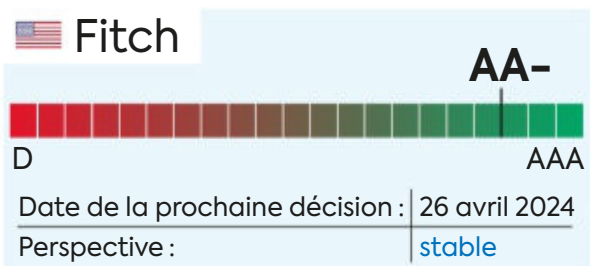
Pour parfaire leur opinion, les experts de Fitch rencontrent les gestionnaires de l'Agence France Trésor pour expliquer une prévision, comprendre une réforme, surtout s'ils ne sont pas français. Ils épluchent les textes des commentateurs de l'économie tricolore, prennent langue avec le Haut Conseil des finances publiques, la Banque de France, et fréquentent les grandes banques si nécessaire. Leur exploration les mène-t-elle jusqu'au ministre lui-même ? Officiellement, personne ne se risque à l'admettre. Mais L'Express avait révélé l'an dernier que Bruno Le Maire avait bien rencontré S & P. « Dans certains pays, on nous propose de parler au ministre des Finances, auquel cas nous acceptons, bien sûr », répond Fitch, sans plus de précision. A tout le moins, on échange avec les conseillers de Bercy. « Nous avons des contacts fréquents avec l'exécutif, qui se montre très réactif. Ce n'est pas vrai partout. »

A un moment donné, il faut prévenir l'intéressé de la sentence. La décision est collégiale, prise par un comité de notation réunissant analystes, experts seniors, membres indépendants... « Nous envoyons le projet de communiqué de presse et le gouvernement peut corriger une erreur factuelle ou signaler un point qui aurait dû rester confidentiel », explique Hannah Dimpker, basée à Francfort. L'Etat dispose de vingt-quatre heures pour faire appel. Et d'un peu plus pour préparer sa communication, si jamais la décision se révèle contrariante, avant la publication du vendredi après la clôture de Wall Street.

En cas de mauvaise nouvelle les investisseurs sourcilleront-ils ? Pas sûr. Même dégradée d'un cran, la dette française gardera sa cote auprès des marchés. Paris devrait trouver preneur sans encombre pour ses émissions de titres – 285 milliards d'euros prévus en 2024, un nouveau record. Et dans des conditions correctes. « La notation n'est qu'un des déterminants du taux de financement, relève Aymeric Poizot. Depuis deux ans, en Europe, le coût de la dette est motivé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne, pas par la notation. » Politiquement, en revanche, les conséquences risquent d'être autrement lourdes. ★

MURIEL BREIMAN

Le bulletin de la France



SOURCES : SOCIÉTÉS

L'EXPRESS

Dans la ligne de mire

Business France plaide non coupable

Cet opérateur d'Etat est présenté par Bercy comme une source potentielle d'économies. A tort ?

Mais quelle mouche a piqué Bruno Le Maire le 18 mars ? Invité du 20 Heures de TF1, le ministre de l'Economie est venu faire le service après-vente, après que le gouvernement a corrigé sa prévision de croissance à 1 %. Un retour à la réalité qui l'a contraint à présenter un plan d'économies de 10 milliards d'euros. Parmi les mesures actées, Bruno Le Maire a pointé du doigt les opérateurs d'Etat, ces 438 agences investies d'une mission de service public, dont les crédits vont être rabaissés d'un milliard d'euros.

Pressé d'en dire davantage, le ministre a alors cité pêle-mêle le Centre national d'études spatiales, l'Agence nationale de la cohésion des territoires, France Compétences... et Business France. Les ordres de grandeur n'ont pourtant rien à voir. L'agence spatiale a bénéficié en 2023 d'une subvention de plus de 640 millions d'euros et l'institution chargée de la formation professionnelle et de l'apprentissage de 1,6 milliard d'euros, quand Business France a touché à peine 110 millions d'euros. « J'ai trouvé cela un peu curieux. Je ne sais pas pourquoi ce nom est sorti. Bruno Le Maire a pu le constater lui-même et l'a d'ailleurs souvent dit : son efficacité est largement au rendez-vous », note l'un de ses anciens dirigeants.

L'action de cet opérateur d'Etat est assez méconnue des Français. Né en 2015 de la fusion de l'Agence française pour le développement international des entreprises Ubifrance et de l'Agence française pour les investissements internationaux, Business France a pour mission d'accompagner les entreprises dans leurs projets d'exportation et d'implantation à l'international, de promouvoir l'attractivité de la France et de gérer le volontariat international en entreprises. Son budget se partage à parts égales entre les subventions de l'Etat et les prestations vendues aux entreprises.

« Business France est le modèle typique de l'opérateur d'Etat avec peu de moyens publics qui crée beaucoup d'activités dans le pays. C'est probablement l'un des meilleurs leviers de la dépense

publique pour générer de la croissance », défend Laurent Saint-Martin, ancien rapporteur général du budget et directeur général de l'organisme depuis 2023. Un poste que l'ex-député LREM assume avec talent, selon plusieurs interlocuteurs. « Il est performant et dirige Business France comme si c'était sa propre entreprise », affirme Sophie Sidos-Vicat, la présidente des conseillers du commerce extérieur de la France, qui siège au conseil d'administration. « C'est une agence bien gérée, je peux vous l'assurer », témoigne de son côté le sénateur (LR) Alain Chatillon, membre de l'organe de direction depuis plus de dix ans. Si la balance commerciale française reste dans le rouge, l'effet Business France s'est tout de même fait sentir : le nombre d'entreprises exportatrices est passé de 125 000 en 2017 à 144 000 en

« L'un des meilleurs leviers de la dépense publique pour générer de la croissance »

2023. Elles ont généré 3,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023, contre 1,8 milliard d'euros en 2022. « C'est un système qui marche. Il ne faut pas couper quand il y a des résultats. Qui plus est, les économies à attendre de Business France sont minimales », estime Alain Di Crescenzo, le président de CCI France, le réseau des chambres de commerce et d'industrie.

La remontrance du gouvernement arrive, en outre, avec un temps de retard. En octobre, Business France a signé avec l'Etat son nouveau contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2023-2026. « C'est à ce moment-là que les pouvoirs publics doivent se poser la question de la revue des dépenses, pas après », cingle la députée (LR) Véronique Louwagie, vice-présidente de la commission des finances de l'Assemblée. « Je comprends très bien les besoins de sérieux budgétaire du gouvernement. Il faut effectivement qu'au-delà des montants, l'intelligence collective qui a prévalu à la signature de ce contrat demeure », précise, fort diplomatiquement, Laurent Saint-Martin.

Alors, comment interpréter la position de Bruno Le Maire ? Business France est sous la tutelle de trois ministères : l'Economie, l'Aménagement des territoires et les Affaires étrangères. « Le ministre envoie un message à ses autres collègues, en les invitant à se serrer eux aussi la ceinture », juge un ancien directeur de cabinet, qui n'a jamais entendu parler d'un « problème Business France ». Il y a de toute évidence d'autres lièvres à lever. ✱

THIBAUT MAROTTE



L'ex-député (LREM) Laurent Saint-Martin dirige l'organisme depuis 2023.

Paradoxe

« Alerte sur le consentement à l'impôt »

Pierre Boyer analyse la relation ambivalente des Français à l'impôt : ils en acceptent le principe, mais rejettent le système fiscal actuel.

Pierre Boyer est professeur à Polytechnique, directeur adjoint de l'Institut des politiques publiques et membre du conseil des prélèvements obligatoires. Il est l'auteur de *Peut-on être heureux de payer des impôts ?*, un essai qui vient de paraître aux PUF. Pour L'Express, il pointe la relation complexe entre les Français et le fisc.

Le sentiment de trop-plein fiscal est largement répandu dans la population. Faut-il y voir la conséquence d'un taux de prélèvements obligatoires record ?

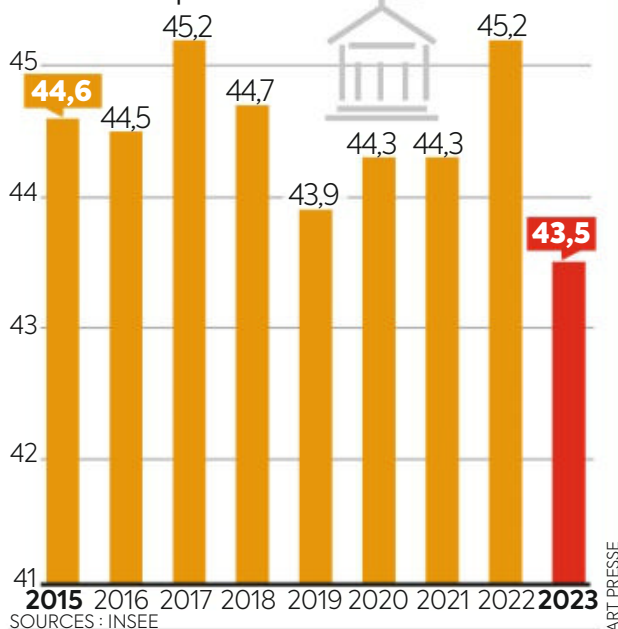
Pierre Boyer Depuis la Révolution, l'histoire de France est émaillée de colères fiscales. Mais nous avons le sentiment que la relation entre les Français et l'impôt s'était plutôt apaisée depuis les Trente Glorieuses. On observe un mouvement inverse depuis dix ans, avec la multiplication des éruptions fiscales, des bonnets rouges aux gilets jaunes. Et c'est vrai que, sur la décennie passée, le taux de prélèvements obligatoires a progressé, passant de 41 % en 2009 à près de 45 %. Un niveau record. Pour autant, nous n'avons pas vraiment d'instrument pour faire le lien entre les deux. Les données d'enquêtes portant sur la notion de ras-le-bol fiscal, recueillies par le conseil des prélèvements obligatoires, sont récentes. Depuis 2021, ce sentiment est relativement stable. Dans l'absolu, le niveau des prélèvements n'est pas la seule chose à regarder pour justifier la perception du trop-plein d'impôts et la colère qui y est associée. Dans les pays scandinaves, les citoyens sont fortement imposés et la satisfaction dans la vie est aussi très élevée. La relation du contribuable à ses impôts est donc très complexe.

Le vrai problème de la France n'est-il pas celui du consentement à l'impôt ?

Oui ! La question à se poser est la suivante : quelle est la contrepartie de notre très haut niveau de prélèvements ? Si l'on avait des services publics 4 étoiles, des politiques efficaces de lutte contre la pauvreté ou le mal-logement, un système de santé très

Le poids des prélèvements obligatoires en France

En % du PIB, hors cotisations sociales imputées et crédit d'impôts



performant, la perception des citoyens sur le niveau des impôts serait différente. Si ceux qui payent l'impôt ne perçoivent pas que les contreparties sont à la hauteur, alors le contrat social et fiscal est rompu. Or, dans différentes enquêtes, on capte une insatisfaction croissante des Français dans l'utilisation de l'argent public.

Cette baisse du consentement à l'impôt sape-t-elle la démocratie ?

Tout cela nous renvoie à l'origine du pourquoi des impôts. Comme l'a montré l'historien Nicolas Delalande, la Révolution française naît d'une révolte fiscale destinée non à supprimer le principe de l'impôt, mais à le légitimer en lui donnant l'onction du consentement de la nation. Dans une société démocratique, nous savons collectivement que nous allons devoir payer des impôts : on veut un Etat moderne, être protégés, vivre en sécurité... Donc les citoyens acceptent de verser une contribution commune. Mais ils veulent la consentir librement, et surtout ils veulent que ceux chargés de la gérer ne fassent pas n'importe quoi avec. En réalité, le consentement à l'impôt revêt deux éléments. Le premier, c'est l'adhésion au système. Sur ce point, les Français sont très mécontents, puisque

75 % d'entre eux pensent qu'ils payent trop d'impôts. Ce niveau de rejet du système sociofiscal doit faire réfléchir les décideurs politiques, car une très grande majorité de la population ne témoigne pas d'une acceptation politique des prélèvements. Le second point, c'est le principe de l'impôt. Et là, 80 % des Français pensent que c'est un acte citoyen, ils y sont favorables. Le civisme fiscal est donc très fort.

Justement, ce civisme fiscal nous protège-t-il, d'une certaine manière, d'une crise de la dette ?

Pour le moment, oui ! La dette française, ne rencontre aucun problème pour s'écouler auprès des investisseurs internationaux, car les marchés savent que ce civisme fiscal est fort. Si demain, en cas de choc ou de crise, il faut lever des impôts, l'Etat français sera en capacité de le faire. Le concept de « trop d'impôt tue l'impôt » est une construction biaisée. Tout dépend du moment. En période de guerre, les citoyens sont prêts à payer davantage pour assurer leur sécurité. La difficulté pour le décideur public est de ne pas se tromper. Si la parole de ceux qui affirment que nous sommes en guerre contre le réchauffement climatique est crédible, alors les outils comme la taxe carbone pourraient être acceptés. Cela renvoie à la question de la confiance dans la parole publique. Vu l'insatisfaction des Français quant à l'utilisation de l'argent public et le niveau de dette, il est urgent de les réconcilier avec l'impôt. *

**PROPOS RECUEILLIS PAR
BÉATRICE MATHIEU**

Tribune

Eloge de la rigueur, par Jean Peyrelevade

Alors que l'exécutif cherche des pistes de réduction des dépenses, l'architecte du tournant de 1983 égratigne le déni français.

« Qu'est-ce que la rigueur ? Le mot a deux acceptions. Pour une très large partie de la population française et une forte majorité de ses dirigeants politiques, la rigueur est associée à la notion de dureté, ►

► de sévérité, d'austérité. En revanche, pour ceux d'entre nous qui ont une formation scientifique, c'est une incontournable qualité d'exactitude, de précision qui permet de construire un raisonnement. Nous sommes, hélas, très minoritaires.

Ce conflit de valeurs autour d'un même mot a des racines profondes. Notre système éducatif, tout d'abord, qui dès le secondaire laisse une place beaucoup trop réduite aux mathématiques et donc ensuite, au niveau universitaire, aux sciences dites « dures » dont la seule appellation les fait apparaître comme inhumaines. Notre vie publique ensuite, organisée autour des discours, où les scientifiques sont considérés comme trop spécialisés, trop rigides pour comprendre des problèmes qui relèvent tous (soi-disant) des sciences humaines. Nos débats sont donc dominés par des sociologues, des philosophes, des politologues, les scientifiques n'étant que des sous-traitants mobilisés pour répondre à des demandes spécifiques.

J'exagère ? Je vais être factuel : sur les huit présidents que nous avons connus depuis les débuts de la V^e République, un seul, Valéry Giscard d'Estaing, avait une formation scientifique, et ce fut loin d'être le pire. Sur les 25 Premiers ministres, Elisabeth Borne était la seule à relever de la même catégorie. Quant à la quarantaine de ministres de l'Education Nationale depuis 1958 (soit une durée moyenne de l'ordre de dix-huit mois pour chacun), 10 % seulement pouvaient se prévaloir d'une formation scientifique.

L'évolution de l'étude de l'économie, sujet central pour la bonne santé d'un pays, n'est pas moins inquiétante. L'économie, qui s'est surtout développée au XIX^e siècle, s'est d'abord voulue une science exacte. Ses inventeurs n'ont cessé d'étudier, de modéliser puis d'affirmer leurs théorèmes respectifs. Le seul petit problème est que des idéologies opposées, du libéralisme au marxisme, ont développé avec talent des certitudes conflictuelles. L'économie n'est donc pas une science exacte, au mieux une discipline qu'il faudrait défaire de tout préjugé. Et notamment, ne pas oublier que les modèles de prévision du futur reposent tous sur des données relevant du passé, ce qui limite nécessairement leur fiabilité. Il n'en est malheureusement rien. Les meilleurs économistes continuent à se battre pour l'attribution d'un faux prix



FPA/ODILE JACOB

Jean Peyrelevade est polytechnicien et économiste.

Nobel, qui les fait passer pour des scientifiques. Ceux qui entrent dans la vie politique sont la plupart du temps dominés par leur vision idéologique qui affaiblit leur discours, rendu de ce seul fait peu convaincant pour la majorité de nos citoyens.

L'économie est pourtant incontournable, en tant que simple instrument de mesure de la réalité qui a besoin des mathématiques pour être efficace. Cependant, elle n'est pas enseignée au collège, où l'on pourrait pourtant expliquer ce qu'est le budget d'un ménage (ressources et dépenses) puis comment l'on passe au niveau d'une entreprise et enfin à celui de l'Etat. Faut-il s'étonner que l'économie soit incomprise dans un pays où la majorité des citoyens n'ont jamais reçu aucune formation sur ce sujet central ? Que nous apporterait la rigueur, au sens scientifique du terme ? Je voudrais rappeler ici une règle qui m'est restée de ma formation scientifique : la solution de tout problème est dans son énoncé. En d'autres termes, un

diagnostic exact est un préalable à l'action. Nous en sommes fort loin et pratiquons sans vergogne, tous partis confondus, un déni de réalité.

L'exemple le plus frappant est celui des finances publiques. D'où vient notre déficit insurmontable ? Pour Marine Le Pen, de l'immigration, ce qui n'a aucun sens. Pour la droite, de l'excès de dépenses de l'Etat. Lesquelles faut-il couper ? On ne saura pas. Pour la gauche, toutes sensibilités confondues, du fait que les ultrariches seraient gravement sous-imposés, théorie fantaisiste inventée par des économistes prestigieux (Thomas Piketty et Gabriel Zucman) qui se présentent comme scientifiques et confondent en fait idéologie et démarche rigoureuse.

Je vais présenter mon propre diagnostic, établi avec rigueur (dans les deux sens du mot !). Les dépenses sociales, qui sont très différentes de celles de l'Etat régalién, devraient être par nature équilibrées puisque ce sont des dépenses de solidarité. Or elles sont lourdement déficitaires, à hauteur de la moitié de notre déficit total. D'où cela vient-il, pour l'essentiel (plus de 60 milliards d'euros) ? Du système de retraites de la fonction publique.

Cela pour deux raisons. Ce régime a une très mauvaise structure démographique, avec 0,9 cotisant pour 1 retraité, contre 1,7 s'agissant de la totalité de la population. De ce seul fait, les cotisations salariales des fonctionnaires, au sens le plus large du terme, ne couvrent au mieux que le quart du montant des retraites payées chaque année, soit une vingtaine de milliards d'euros sur un total de 90 (plus de 3 % du PIB). Le solde, soit près de 2,5 % du PIB, n'a pas de financement affecté, ce qui est absurde dans un système de répartition. C'est donc l'Etat qui en porte la charge. Ce qui, faute de recettes, augmente d'autant son déficit et le porte à plus de deux points de PIB au-delà de la limite européenne de 3 %. Coïncidence encore plus grave, ce chiffre est à peu près de l'ordre de grandeur du déficit public hors charges financières (ce qu'on appelle le déficit primaire), différence annuelle entre les recettes et les dépenses publiques hors intérêts de la dette.

Qui, parmi nos dirigeants politiques, le sait ? Probablement une infime minorité. Qui le dit ? Personne. Donc le problème, certes difficile, n'est pas près d'être réglé. » *

**D'où vient notre déficit ?
Pour l'essentiel, du
système de retraites
de la fonction publique**

n°1 Podium
Relation
Client
2024

Une étude BearingPoint - Kantar

Grande Distribution

**Encore une preuve
qu'il n'y a pas
que nos prix bas
qui vous font choisir
les magasins U.
Merci à nos clients
et à nos collaborateurs.**



Commerçants
autrement



DISTINCTION

La « légion d'honneur » des gens ordinaires

La médaille de l'Assemblée nationale permet d'honorer des citoyens souvent oubliés. Et aux députés de faire de la politique autrement.

PAR AGNÈS LAURENT

Souvent, elles n'occupent qu'une demi-page dans le quotidien régional, une photo dans un local un peu triste, permanence parlementaire ou siège associatif, une dizaine de personnes autour d'un élu, quelques croissants, du café, parfois un verre de l'amitié. Mais peu importe que ces cérémonies n'aient pas les honneurs de la presse nationale, ni ceux des ors de la République, dans les circonscriptions, elles font l'événement. En ces temps où les députés cherchent une manière de faire de la politique autrement, de garder un lien avec le terrain, de ne pas être taxés de déconnexion avec les électeurs, ils redécouvrent le charme de distribuer les « médailles de l'Assemblée nationale », des décorations sans décorum, un temps tombées en désuétude.

Hier, les députés pouvaient cumuler les casquettes de parlementaire et de maire et décerner des médailles de la Ville à leurs concitoyens méritants. La réserve parlementaire leur permettait aussi de manifester leur soutien à des initiatives locales. Privés de ces deux outils, il leur a fallu imaginer d'autres moyens de montrer que, bien que siégeant à Paris, ils n'en oublient pas pour autant la vie de leur circonscription. Plus distinction que décoration, la médaille de l'Assemblée nationale a l'avantage d'être à l'entière discrétion des députés. Aucune limite de nombre ne leur est fixée, il leur

suffit de choisir le modèle parmi les trois proposés, d'y faire graver le nom de la personne concernée et de s'acquitter d'une somme variant de 11,60 à 47,10 euros.

A l'inverse de la Légion d'honneur, la médaille de l'Assemblée nationale, qui arbore l'Hémicycle sur une face, la façade sur l'autre, n'a rien d'officiel. Elle n'est régie par aucune règle, si ce n'est celle de la volonté de marquer une reconnaissance. En mai 2023, Yaël Braun-Pivet, la présidente du Palais Bourbon, récompensait la cinéaste Euzhan Palcy, réalisatrice de *Rue Cases-Nègres* ou *Une saison blanche et sèche*, peu connue en France, mais honorée d'un oscar d'honneur en 2022, par ses mots : « La médaille de l'Assemblée nationale n'est pas de celles que l'on porte sur la poitrine, accrochée à un ruban. [...] C'est surtout une marque de reconnaissance de la Représentation nationale qui vous encourage à continuer. »

Présidents d'association, sportifs médaillés, anciens combattants ordinaires, jeunes bénévoles, maires dévoués... Les députés composent librement la liste des récipiendaires. Ils ont souvent en commun un engagement associatif, gratuit et chronophage. Et la caractéristique de ne pouvoir être récompensés d'une autre manière parce que ne rentrant ni dans les cases de l'héroïsme extraordinaire, ni dans la longévité nécessaire à l'obtention de certaines récompenses. « Qu'il s'agisse de la Légion d'honneur, de l'ordre du Mérite ou de



l'ordre du Mérite agricole, les formalités sont un peu longues. Quant aux médailles militaires, il y a des quotas à respecter pour les militaires d'active et les anciens combattants. Beaucoup de ceux que j'ai décorés, souvent âgés, n'auraient pas eu de reconnaissance des institutions de la République sans cette médaille », raconte Régis Juanico, député (PS) de la Loire entre 2007 et 2022, qui affiche sur son blog la liste de sa cinquantaine de récipiendaires, avec pour chacun une petite biographie. « Dans des circonscriptions comme la mienne, avec 230 communes et beaucoup d'associations de taille moyenne, il n'est pas facile d'obtenir des récompenses. La médaille de l'Assemblée, ce n'est pas officiel, mais c'est républicain », ajoute Jean-Philippe Tanguy, député (Rassemblement national) de la Somme.

Roger Vicot, député (PS) du Nord, a récompensé en janvier une dizaine de concitoyens. Parmi eux, Hiba Gouizi, 19 ans, vice-championne du monde de karaté mixte et de kempo, et Maurice Debras, 81 ans, jardinier bénévole. « Sans ces milliers de bénévoles, nos villes seraient différentes. Et on n'en parle jamais », note-t-il. Delphine Lingemann, députée (MoDem) du Puy-de-Dôme, a profité de ses vœux de début d'année pour honorer un



M. LEGRAND/PHOTOPOR/LE PARISIEN/MAXPPP

La présidente du Secours catholique du Val-de-Marne, Catherine Gaudry, décorée par le député (Renaissance) Mathieu Lefèvre (à dr.) en octobre 2023.

rencontre avec ce dernier, des migrants et des bénévoles. En découvrant le texte voté par la majorité présidentielle fin 2023, la désillusion l'a parfois emporté.

Les députés se défendent de faire de la politique avec ces décorations, mais celle-ci n'est jamais loin. Le moment est un outil précieux pour communiquer autour de son action de terrain, la presse locale est conviée, et lorsqu'elle ne se déplace pas, les photos prises par les attachés parlementaires finissent opportunément par lui parvenir. Certains élus n'hésitent pas à en faire trop, ils évoquent une « médaille d'honneur » de l'Assemblée, subtile manière de jouer la confusion avec la Légion d'honneur, ou la survendent en évoquant une « médaille grand or ». Les récipiendaires gardent, pour la plupart, un souvenir ému d'avoir été choisis. En particulier, ceux qui avaient l'impression que, jusque-là, personne ne les écoutait.

Les responsables du Rassemblement national, soucieux d'améliorer leur implantation, l'ont compris. En accueillant les nouveaux députés en 2022, Sébastien Chenu leur a rappelé l'existence de la médaille et l'intérêt qu'elle pouvait avoir. Un conseil que Jean-Philippe Tanguy, député de la Somme, applique en collant aux combats de son parti : en décembre, il a ainsi récompensé plusieurs militants anti-éoliennes. Parmi eux, Colette, qui avait fait le tour des politiques dans l'espoir d'obtenir leur soutien. Sans succès, jusqu'à ce que Jean-Philippe Tanguy la reçoive longuement et lui décerne la médaille : « Il a donné un éclairage aux activités de l'association. » Ou Hubert Delarue, avocat à Amiens, longtemps engagé auprès de Gilles de Robien, à qui Eric Dupond-Moretti avait remis la Légion d'honneur en juin 2022. Membre de Vent de colère Rubempré, un autre collectif d'anti-éoliens, il apprécie l'attention : « Nous sommes une toute petite association et c'est le seul qui est venu nous aider. Il nous a donné des sous. Je n'avais pas de raison particulière de l'offenser. » Le trésorier de Colette, lui, a préféré démissionner quand il a su qu'elle acceptait une médaille d'un député RN. ★

club de basket d'un quartier populaire, un club de rugby féminin, un organisateur de compétition cycliste... Un panel qui répond à une subtile répartition géographique et humaine : « Il fallait une diversité pour que tout le monde puisse se dire : "ah, tiens, untel a été récompensé". Cela permet aussi de découvrir des initiatives qui se déroulent à quelques kilomètres de chez soi mais que les gens ne connaissent pas. » Régis Juanico, lui, a choisi pas mal d'anciens de la guerre d'Algérie par fidélité à une histoire familiale, même si ses amis politiques ont pu en être surpris : « Mon père et mon grand-père étaient pieds-noirs. Alors c'est vrai que le milieu des anciens combattants n'est pas forcément le plus proche de mes convictions de gauche, mais voilà... »

Tous les récipiendaires disent ne pas courir après les honneurs, mais ne cachent

Les récipiendaires ont souvent en commun un engagement associatif, gratuit et chronophage

pas leur fierté d'avoir été décorés. Hiba Gouizi, de Lomme, apprécie d'avoir reçu sa médaille malgré ses 19 ans : « Je pensais que c'était pour des gens plus âgés, mais le député a aimé mon parcours, ma personnalité. » Nicolas Mallet, président d'Issoire Sport Organisation, était presque plus heureux de recevoir cette médaille que celle de la Jeunesse et des sports, obtenue en 2018 : « C'était plus festif, la remise m'en a été faite par l'ancien député Jean-Paul Bacquet, qui est un passionné de cyclisme. C'était aussi une satisfaction collective pour les nombreux bénévoles autour de moi. » Même volonté de partager pour Catherine Gaudry, présidente du Secours catholique du Val-de-Marne, décorée par Mathieu Lefèvre (Renaissance) en octobre : « J'ai dit que je la prenais au nom de nos 450 bénévoles pour faire entendre leurs voix. » C'est d'ailleurs cet objet qu'avaient choisi des salariés du département lors d'une réunion régionale pour symboliser un événement important de l'année écoulée. Même si la médaille a pu avoir un goût amer pour certains membres de l'association. L'antenne départementale est, en effet, très engagée dans l'aide aux migrants. Quelques mois avant le début de la discussion parlementaire autour de la loi Immigration, elle avait organisé, à la demande du député, une

Elections européennes

La campagne des Verts à la peine

Pour la tête de liste des écologistes, Marie Toussaint, inaudible et parasitée par les vieux démons du parti, l'espoir de réitérer l'exploit de 2019 s'envole.

Un écolo à la grand-messe électorale du Medef, à quoi ça ressemble ? Le parti au tournesol peut souffler : contrairement à la majorité des candidats auditionnés par le syndicat patronal le 18 avril, Marie Toussaint ne vient pas broser les patrons dans les sens du poil. « Je veux vous dire ici que, parmi les membres du Medef, il y en a qui se jouent du dérèglement climatique. [...] Je veux dire à ces entreprises que leur temps est compté. » Si la tête de liste du parti Les Ecologistes-EELV défend bec et ongles l'extension du pacte vert devant un parterre de chefs d'entreprise très critiques de la mesure, elle parvient tout de même à leur arracher quelques sourires. « Nous, les écolos, on n'est pas là pour emmerder le monde ! » Quelques étudiants passent par là et lui demandent un selfie. Marie Toussaint, tout sourire. C'était moins mauvais que prévu. Le « rolling » Ifop remonte (un peu), l'éloignant de la barre des 5 % des derniers jours. Un rien réchaufferait le cœur.

Les courbes sondagières évoluent lentement mais jamais ne décollent. Depuis août dernier, la candidate Les Ecologistes-EELV oscille entre 5,5 % et 8,5 % des intentions de vote. Si loin du score de 13,4 % de la liste menée par Yannick Jadot en 2019... Alors, chez les écolos, chacun réagit à sa manière. Il y a les intarissables optimistes, comme l'eurodéputé David Cormand, qui est « plutôt content de la campagne ». « On stagne, mais ce n'est pas non plus la fin du monde ! » Il y a aussi ceux, comme la députée de la Drôme Marie Pochon, qui amoindrissent le poids des études d'opinion et se rassurent en se disant que « tout se décantera à deux semaines des élections ». Il y a les désespérés, qui remettent leur destin entre les mains de mère Nature – pas toujours pour les bonnes raisons. « Un tremblement de terre, une sécheresse... Une bombe nucléaire ?! Allez, un miracle, et on fait 20 % », ironise un cadre du parti. L'entourage de la candidate veut garder la face : « Vous savez, les sondages... ça va, ça vient. »

Depuis le début de la campagne, rien ne vient, sinon de la fébrilité chez les Verts. Cette sensation de boxer dans le vide. « Je sens que certains vont tout faire pour qu'on ne parle pas d'Europe et de climat », affirmait la secrétaire nationale du parti, Marine Tondelier, lors d'une conférence au début d'avril. Voilà certains épris de nostalgie. Souvenir affectueux de ce début d'année, quand Les Ecologistes étaient au cœur du mouvement des agriculteurs, avant que la géopolitique ne vienne balayer la colère agricole du devant de la scène médiatique. « On nous a beaucoup tendu le micro. On a pu développer notre projet agricole, avec des propositions concrètes jusqu'alors passées inaperçues », se souvient le colistier Benoît Biteau. Nostalgie, aussi, de la précampagne de l'année 2019, marquée par les marches hebdomadaires pour le climat, qui avait mis au centre de

l'agenda politico-médiatique la lutte contre le réchauffement climatique.

L'histoire est ingrate avec Marie Toussaint : en 2018, avec son association Notre affaire à tous, elle est à la manœuvre de l'une des premières initiatives à succès en France. L'histoire peut aussi réserver son lot de surprises. A l'instar de Yannick Jadot, il y a cinq ans, testé près de 4 points en deçà de son score final. Un espoir ? « Le *momentum* écolo n'est plus le même aujourd'hui. Il y a un profond mouvement de réaction contre la protection de l'environnement », souffle l'adjoint à la mairie de Paris David Belliard.

Desserrer l'étau entre l'insoumise Manon Aubry – estimée autour de 8 % – et la tête de liste PS-Place publique, Raphaël Glucksmann. A choisir entre les deux, Marie Toussaint préfère taper sur le second, en pleine dynamique sondagière, donné quelque part entre 11 et 13 % des intentions de vote. Le 11 avril, à la Bellevilloise, un café du XX^e arrondissement parisien, lors d'un meeting organisé par les Jeunes écologistes, la tête de liste a fait voler en éclats le « pacte de non agression » qu'elle avait proposé à gauche – et qu'elle était bien seule à respecter.



La cheffe du parti, Marine Tondelier (à dr.), a appelé ses troupes à « la responsabilité ».

« J'entends celles et ceux qui me disent : "Glucksmann, c'est pas mal." Le risque, c'est de s'endormir le 9 juin en ayant voté pour Raphaël Glucksmann, et de se réveiller le 10 juin avec le retour de François Hollande. » Et d'ajouter à la tribune : « Attention à la publicité mensongère... Lisez bien les petits caractères en bas du contrat. » Promotrice de la « douceur » en politique, la candidate est-elle en train de revoir sa méthode ? « Beaucoup ont mal compris ce concept, pensaient que j'allais tendre l'autre joue. Mais, là, faut y aller ! » Déterminée. Pour le plus grand bonheur de certains de ses proches, qui s'inquiétaient d'une trop grande docilité. « Une campagne politique, pour moi, c'est une baston », soufflait il y a quelques semaines un proche de Marie Toussaint.

Rendre les coups, après en avoir tant reçu. La candidate essuie depuis des mois les railleries de la concurrence. Miser sur ses fondamentaux est une chose louable quand le contexte n'y est pas favorable ; y ajouter une dose d'originalité est un risque. Une scène, devant la tour Total, à la Défense, le 28 mars. Marie Toussaint, Marine Tondelier et quelques colistiers sont venus défendre l'une des mesures phares du programme écologiste : la création d'un fonds de souveraineté européen pour prendre des parts majoritaires dans les grandes entreprises pétrogazières du continent, afin, d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris. L'annonce, par un froid de canard, est précédée d'une chorégraphie d'une vingtaine de militants tout de noir vêtus, se déhanchant au rythme d'un étrange slam grésillant dans l'enceinte. « Produire toujours plus, vous avez pensé que ça nous rendrait plus fort, plus heureux, mais nous nous sommes trompés. » Procès en déconnexion sur les réseaux sociaux. Dans la maison verte, aussi. Cette question qui taraude une partie de ses camarades, sous le sceau de l'anonymat : à qui parle-t-elle réellement ? « Chaque fois qu'elle aborde des sujets structurants, personne ne l'entend, soupire un cadre. Raphaël Glucksmann défend les droits humains ; Manon Aubry, la souveraineté de la France. Et nous ? On est des coachs en développement personnel. »

La même interrogation, enclenchée un soir de décembre, entre les murs de l'Elysée Montmartre, à Paris, lors du meeting



Promotrice de la « douceur » en politique, la candidate semble revoir sa méthode.

de lancement de campagne suite à une polémique séance de « bootytherapy ». Ou un mois plus tard, en janvier, lorsque Marie Toussaint lance son programme contre la « pauvrophobie d'Etat », critiqué à gauche, pour illustrer sa proposition d'instaurer un « droit de veto social » sur les politiques publiques européennes. Le fond éclipsé par la forme. « Elle essaie d'instaurer un rapport différent à la politique. C'est intéressant, mais est-ce que, dans le paysage politique actuel, c'est facile ? Non. C'est même compliqué », concède la députée Sandrine Rousseau.

Si 2019 était une campagne heureuse, celle de 2024 s'avère ô combien difficile. Encore davantage quand les vieux démons du parti reviennent la parasiter. Pendant quelques jours, les conditions de la démission de Julien Bayou – visé par une plainte de son ex-compagne – ont suscité des protestations en coulisses. A l'annonce de l'externalisation d'une enquête le visant, les boucles de discussions internes ont chauffé, certains militants ont rendu leur carte, d'autres sections ont fait circuler des tribunes. A l'instar de l'antenne franc-comtoise du parti, qui, dans un courrier du 12 avril fort d'environ 200 signataires, s'est inquiété de « certains groupes constitués [qui] espionnent, ruminent, manipulent, ostracisent, font courir des rumeurs à partir de faits minuscules ». Deux semaines plus tôt, un groupe de

« Il y a un profond mouvement de réaction contre la protection de l'environnement »

militants menaçait à l'inverse d'une grève de campagne « à durée indéterminée », dans l'éventualité où le député de Paris n'était pas sanctionné par la formation politique. Ou encore ces trop nombreuses fuites dans la presse... Dans un courriel visant à enrayer la fronde, Marine Tondelier a demandé aux siens de « mesurer la difficulté de la séquence » et les a appelés à « la responsabilité » et à la « bienveillance ». La patronne des écolos d'ajouter une précision de taille : « Ne pas en rajouter en externe. »

Laver son linge sale en famille, et se concentrer pleinement sur la campagne. C'est dans cet état d'esprit que s'est tenu le dernier conseil fédéral du parti, les 13 et 14 avril. Le cabinet d'avocats Pisan, chargé de l'enquête interne visant Julien Bayou, est venu présenter sa démarche devant les cadres de la maison verte. Un premier champ de mines, avalisé – sans vote, via une discussion dirigée par la direction – par les conseillers fédéraux. Il s'agissait enfin d'adopter la liste menée par Marie Toussaint en vue du 9 juin, et de valider démocratiquement la venue très contestée de Flora Ghebali, entrepreneuse et ex-communicante de l'Elysée, sous François Hollande. Obstacle franchi, malgré l'opposition initiale d'un tiers des cadres écolos. « Ce conseil fédéral était vraiment moins houleux que ce à quoi nous nous attendions, explique Nadine Herrati. Les gens ont intériorisé le fait que c'était dangereux de foutre le bordel. » Une analyse à froid, alors que la présidente du conseil fédéral a remis sa démission à la direction. Des désaccords, qu'elle expliquait dans L'Express, au sujet du conflit israélo-palestinien et sur l'affaire Bayou. Mais « le parti tient bien », se rassure l'équipe de la cheffe de file, ravie de voir que Yannick Jadot, Eva Joly et Noël Mamère ont rejoint l'aventure – en position inéligible sur la liste. D'anciennes gloires vertes pour sauver les meubles. La vieillesse, âge de l'espérance. ✱

MATTIAS CORRASCO



PRISE DE CONSCIENCE

La menace des femmes djihadistes

Début janvier, 94 femmes étaient incarcérées pour terrorisme islamiste. La radicalisation féminine est désormais largement surveillée.

PAR CÉLINE DELBECQUE



A Roanne, 14 cellules de la prison sont dédiées à l'accueil de détenues radicalisées.

Quatorze cellules individuelles, pour 14 femmes déjà condamnées ou en attente de jugement pour des faits de terrorisme. En janvier, un nouveau quartier de prise en charge de la radicalisation, réservé aux femmes, a été inauguré au centre pénitentiaire de Roanne (Loire). Aménagé au rez-de-chaussée et totalement isolé du reste de l'établissement, ce secteur spécialisé est dédié à l'accueil, pour une période de six mois renouvelables, de femmes radicalisées ayant vécu sous la bannière de Daech en Irak ou en Syrie, ayant tenté de rejoindre le groupe Etat islamique sans y parvenir, ou encore jugées pour des tentatives d'attentat. Ce quartier spécialisé est le deuxième du genre en France, après celui de la prison de Rennes (Ille-et-Vilaine), inauguré en 2021 et pouvant accueillir une trentaine de détenues. La prise en charge spécifique de ces femmes, qui purgeaient pour la plupart leurs peines dans des centres de détention classiques, est primordiale : selon les derniers chiffres communiqués à L'Express par l'administration pénitentiaire, 94 femmes étaient incarcérées début janvier pour terrorisme – un record. Parmi elles, 79 étaient « présentes dans des camps en Syrie », précise le ministère de la Justice.

Dans une étude internationale sur la prise en charge juridique des femmes djihadistes, publiée le 31 janvier par le Centre international pour le contre-terrorisme, le chercheur à l'Ifri Marc Hecker explique notamment ce pic d'emprisonnements « féminins » par la décision du gouvernement français de modifier sa politique de rapatriement à partir de 2022. Après plus de dix-huit mois sans aucun retour, une soixantaine de femmes sont revenues de la zone irako-syrienne depuis juillet 2022. La quasi-totalité d'entre elles ont directement été placées en détention provisoire, puis condamnées. « La peine moyenne pour les revenantes étudiées dans mon échantillon se situe autour de six ans, ce qui est plus élevé que dans les autres pays étudiés que sont la Belgique, l'Allemagne ou les Pays-Bas », précise Marc Hecker à L'Express. Dans les prochaines années, un certain nombre de ces femmes radicalisées seront remises en liberté.

Si ces détenues font aujourd'hui l'objet d'une vigilance accrue et d'un suivi

spécifique, le spécialiste rappelle dans son rapport que leur engagement au sein du groupe Etat islamique a, pendant longtemps, été sous-estimé. Lors des premières vagues de rapatriements, plusieurs magistrats relativisaient fréquemment le rôle de ces femmes. « Certains d'entre eux avaient une vision restrictive de l'incrimination d'association de malfaiteurs terroristes [AMT], considérant que seuls les combattants devaient être condamnés », écrit Marc Hecker, citant les propos de l'ancien juge antiterroriste David Bénichou. Dans cette perspective, les épouses de djihadistes sont alors considérées « comme une sorte d'attribut de leur mari » et « ne peuvent être tenues pour responsables de l'intention terroriste de leurs tuteurs masculins ».

Géraldine Casutt, chercheuse associée à l'université de Fribourg (Suisse), parle volontiers « d'erreurs de perceptions » concernant l'engagement de ces femmes au sein de Daech : « Avant 2016, leur participation a été considérée comme accidentelle, collatérale, passive. On estimait que les femmes ne pouvaient qu'être accompagnatrices d'hommes desquels elles étaient tombées amoureuses, voire victimes d'une société violente qu'elles auraient sous-estimée. »

Cette erreur s'expliquerait notamment, selon la chercheuse, par la définition et l'interprétation du terrorisme en Occident, longtemps perçu par l'unique prisme de la violence. « Tant que ces femmes ne perpétraient pas d'attentat à proprement parler, elles étaient vues comme des actrices de seconde zone. C'était une grave erreur, puisque la violence n'est qu'un moyen parmi d'autres de réaliser les objectifs du djihad, avance-t-elle. En réalité, depuis la France ou en zone irako-syrienne, nombre de ces femmes ont joué un rôle de « facilitatrices, de soutien psychologique et logistique ».

La tentative d'attentat devant la cathédrale Notre-Dame de Paris, en septembre 2016, fomenté par une cellule terroriste exclusivement féminine, contribue à modifier la perception publique du rôle des femmes djihadistes. « Soudainement, on a compris qu'une femme pouvait être un terroriste comme un autre », résume Marc Hecker. En juillet 2016, la Cour de cassation a également rendu un arrêt affirmant que le simple fait d'adhérer à une organisation terroriste est



Dans un camp à Deir ez-Zor, en Syrie.

constitutif d'un délit de terrorisme. En résumé, des hommes comme des femmes peuvent être considérés comme terroristes même s'ils ne sont pas directement impliqués dans des actes de violence.

A partir de fin 2014, alors que les départs vers la Syrie sont rendus plus difficiles par les autorités françaises, Daech s'adapte et débute une propagande agressive visant à pousser ses adhérents au crime sur leurs territoires nationaux. « C'est ainsi qu'en 2016, plusieurs femmes ont par exemple été en relation à distance avec Rachid Kassim, un membre de Daech présent en zone irako-syrienne [NDLR : il est aussi impliqué dans plusieurs attentats ou tentatives d'attentats en France]. C'est ce qu'on appelle du terrorisme téléguidé : Kassim pensait probablement que les femmes susciteraient moins la suspicion des forces de l'ordre », estime Marc Hecker. Dans les extraits d'écoute que le chercheur a pu étudier, il souligne parfois des profils étonnants. « Plusieurs femmes condamnées pour terrorisme étaient mineures au moment des faits, témoigne-t-il. On observe chez certaines un mélange de

« culture lol », de fascination pour la mort, et de références religieuses, avec des expressions comme « il faut tuer des koufars ». Souvent, elles se défendent en expliquant que c'était un simple délire d'ados. »

« Beaucoup d'entre elles font partie d'une génération qui a grandi avec les réseaux sociaux. Et c'est sur Internet qu'elles ont pu se radicaliser », confirme un juge d'instruction antiterroriste à L'Express. Malgré l'effondrement du territoire de Daech, cette fascination pour la violence et la radicalité religieuse est loin de s'être éteinte chez les jeunes femmes. Selon le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), le nombre de signalements pour radicalisation auprès du public féminin serait même en augmentation depuis quelques mois. Entre octobre 2022 et octobre 2023, les cellules départementales de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF) ont observé une « progression constante » des signalements féminins. En 2023, 46 % des suivis concernaient ainsi des femmes, contre 44 % en 2022. Les filles sont également devenues majoritaires chez les mineurs suivis par les CPRAF : sur les 1778 jeunes accompagnés en 2023, 51 % étaient des femmes, contre 44 % en 2022.

« Il n'y a pas de profil type, mais des caractéristiques communes : une faible intégration familiale, ou à l'inverse un enfermement dans des familles largement radicalisées, des jeunes filles souvent fragiles, en recherche d'une identité, amenées vers des mouvements communautaristes ou séparatistes par leur entourage ou les réseaux sociaux... », liste Etienne Apaïre, secrétaire général du CIPDR.

Un agent du renseignement territorial, chargé d'étudier ce type de signalements, confirme. « L'impact des réseaux sociaux est énorme. On y retrouve des groupes de discussions, d'entraide ou de partages qui sont de vrais fourre-tout et peuvent vite dévier vers le repli séparatiste, la marginalisation, la haine anti-institution, voire une radicalisation à potentiel violent », affirme-t-il auprès de L'Express. L'agent ne sous-estime pas ce type de profil. « Si, dans leurs propos, les jeunes femmes peuvent être moins violentes que les hommes, elles peuvent être très actives et très prosélytes. C'est une radicalisation comme une autre. » Tout aussi dangereuse. ★

Les filles sont devenues majoritaires chez les mineurs suivis par les cellules de prévention

Frissons

Le succès fou du médecin légiste 2.0

Star des réseaux sociaux, conteur d'histoires vraies, Philippe Boxho surfe sur la passion pour les faits divers.

Son nom est inconnu, sa maison d'édition modeste et les titres de ses ouvrages *Les morts ont la parole* et *Entretien avec un cadavre* laissent pensif. Pourtant, dans le cœur de l'hiver, Philippe Boxho s'est glissé en catimini dans les hauteurs du palmarès des livres de L'Express. Dans la catégorie « Essais et documents », l'homme, médecin légiste en Belgique, a doublé de bien plus célèbres que lui, Bernard-Henri Lévy, Gilles Kepel ou François Sureau. Mi-avril, son premier ouvrage s'était vendu à 45 000 exemplaires, le deuxième à 50 000, selon Edistat. Et ce, uniquement dans l'Hexagone. Outre-Québec, il revendique 100 000 exemplaires de chaque opus et ses conférences – une par semaine en moyenne – attirent 600 amateurs et font 400 déçus, faute de place.

Avant lui, d'autres, comme Michel Sapanet et son *En direct de la morgue* (Plon), se sont essayés au genre – raconter de l'intérieur le métier de légiste – mais aucun n'a atteint sa notoriété née sur les réseaux sociaux. Son décollage subit en janvier tient pour beaucoup à sa présence sur la chaîne YouTube Legend. Ses entretiens avec Guillaume Pley, star du réseau, font un carton : 4,4 millions de vues pour le premier épisode, 3,3 pour le deuxième. Le troisième, qui vient d'être mis en ligne, a été vu 500 000 fois en vingt-quatre heures. Depuis, Philippe Boxho, 58 ans, intervient aussi en format court sur TikTok, répond volontiers à Cyril Hanouna sur C8 et vend toujours un peu plus de livres.

Il faut dire qu'avec ses chemises fleuries, ses lunettes en plastique transparent qui lui donnent un air de Laurent Voulzy et son tutoiement facile, l'homme n'a rien du docte professeur. Même son CV sur le site de l'université de Liège le décrit comme « professeur ordinaire » en médecine légale et criminalistique. Son premier livre *Les morts ont la parole* est une succession de cas rencontrés au cours de sa carrière, le deuxième, *Entretien avec un*

cadavre, est centré sur le rôle de chacun dans le travail d'enquête. Son léger accent lui donne l'air nonchalant, il parle beaucoup, avec passion, mais sans élever la voix, il raconte les pires horreurs sans se démonter, voire avec une pointe d'humour. Sans abuser du spectaculaire, Philippe Boxho n'épargne rien à ses lecteurs. En conférence, il n'hésite pas à montrer des photos, tout en prenant soin d'anonymiser les corps et, plus généralement, de ne travailler que sur des affaires anciennes et « ordinaires ».

Il revendique faire de la pédagogie, refuse d'être payé pour ses conférences : « Je fais ça pour expliquer ce qu'est mon métier. Je ne fais pas du spectacle. » Il insiste sur le fait que, s'il romances ses histoires pour qu'elles ne ressemblent pas à un PV de police et s'il change les noms, « tout le reste est vrai, pas comme dans les séries télé ». Il déteste l'image que ces dernières renvoient de son métier, manière aussi de montrer que lui propose du vrai, du réel. L'homme n'est pas dupe. Il sait que

la matière qu'il traite – le meurtre, le fait divers, les enquêtes de police – fascine les gens. Et qu'ils viennent chercher chez lui un frisson d'horreur pour mieux conjurer un tel sort. Il en joue parfois, comme lorsqu'il raconte comment, un jour, alors qu'il intervenait sur un suicide ferroviaire, il a montré un bout de peau retrouvé sur le rail à un policier. Il s'agissait du visage du mort, lui a ri, le policier a tourné de l'œil. De telles anecdotes lui valent des commentaires doux-amers comme cette phrase lue sur YouTube : « J'ai jamais vu un mec lacher [sic] d'aussi grandes dingeries avec autant de calme et de sérénité ! Soit il devenait légiste soit il devenait tueur en série lui. »

Il prend soin de ne pas aller trop loin, met en garde lorsque des enfants trop jeunes assistent à ses conférences, est intervenu sur BFM TV après la découverte des ossements d'Emile au Haut-Vernet, mais n'entend pas devenir expert télévisuel. Il continue de donner entre 150 et 250 heures de cours par an à l'université et termine aujourd'hui un troisième livre qui paraîtra avant l'été. Pour le plus grand bonheur de son éditeur, Kennes Editions, que son succès a sorti de très grosses difficultés financières il y a un an. Fort de ça, Philippe Boxho espère le convaincre de publier, enfin, son livre sur le saint suaire, son autre passion. ✱ **AGNÈS LAURENT**



Philippe Boxho raconte les pires horreurs sans se démonter.

Le hors-série de référence

LEXPRESS FRANCHISE & COMMERCE ASSOCIÉ

HORS-SÉRIE

ENTREPRENDRE AUJOURD'HUI : PENSEZ À LA FRANCHISE !

*Les secteurs qui
marchent vraiment*

*Les conseils des
meilleurs experts*

*Les bonnes méthodes
pour se développer*

*Ce qu'il faut savoir
avant de se lancer*

édition
2024

 **franchise
expo PARIS**
FFF
DU 16 AU 18 MARS 2024
PARIS - PORTE DE VERSAILLES



HORS-SÉRIE FRANCHISE 2024

M 02780 - 5H - F: 8,90 € - RD



DOM : 8,90 € • BELGIQUE, ESPAGNE, LUXEMBOURG, PORTUGAL : 9,10 € • CANADA : 12,95 CAD • SUISSE : 13 CHF • MAROC : 90 MAD • TOM : 1400 XPF

EN VENTE ACTUELLEMENT

La leçon d'humour de Rushdie, pendant qu'on tue en France au nom de l'islam

UNE CHRONIQUE D'ABNOUSSE SHALMANI

Dans *Le Couteau*, l'écrivain manie salutairement l'ironie et nous fait rire. L'horreur de l'attaque dont il a été victime n'apparaît que plus nettement.



Une lycéenne se fait tabasser parce qu'elle s'habille à l'européenne ; un collégien se fait lyncher pour avoir échangé des propos relatifs à la sexualité avec une fille de son âge ; un Algérien se fait poignarder à mort pour avoir consommé de l'alcool dans l'espace public le jour de l'Aïd-el-Fitr. En dix jours, on a tué et blessé en France pour non-respect de la norme communautaire musulmane. Malgré la gravité, on relativise, on se protège, on pense esquiver, on parle de « rixe » autour de l'alcool, on renvoie à des jalousies de cour d'école, ce ne sont que des histoires d'Arabes finalement.

C'est peu dire si *Le Couteau* de Salman Rushdie est bienvenu pour nous dessiller le regard, pour répéter que « vivre » est fondamental dans ce monde qui applaudit la grandeur du martyr confondant bourreaux et victimes dans un exercice de style postmarxiste. « A dix heures quarante-cinq le 12 août 2022, par un vendredi matin ensoleillé dans le nord de l'Etat de New York, j'ai été attaqué et j'ai failli être assassiné par un jeune homme armé d'un couteau juste après être monté sur scène dans l'amphithéâtre de Chautauqua pour y parler de l'importance de préserver la sécurité des écrivains. »

L'incipit du dernier opus de Salman Rushdie nous dit tout de suite que nous sommes en terrain littéraire. L'ironie

dramatique – ou le destin farceur – est déjà là, cruelle et époustouflante. Et pour un écrivain réaliste magique, Salman Rushdie est le premier surpris de découvrir, dans la narration des jours qui l'ont emmené vers cette tragédie, une mystique, à laquelle il n'a jamais souscrit dans la vie quotidienne : le cauchemar qu'il fait deux jours auparavant où un homme armé d'une lance, un gladiateur, l'attaque dans un amphithéâtre romain ; l'héroïne poète de son dernier roman qui finit aveuglée par ses bourreaux ; la conversation solitaire avec la Lune la veille de l'attentat quand l'image de l'astre sélène éborgné par la fusée de Méliès s'imprime en lui.

Dans sa « reconstruction » en tant qu'homme et écrivain, Rushdie n'abandonne jamais l'arme littéraire, allant d'ailleurs jusqu'à écrire « mon couteau c'est le langage » et à user d'humour, l'arme la plus résistante à toutes les tyrannies – dont la mort. Rushdie refuse que tout soit foutu. Alors il rigole. Quand il est étendu sur le sol, blessé, en sang, il entend qu'on doit lui découper ses vêtements pour constater ses blessures, il se dit « Oh, pensai-je, mon beau costume Ralph Lauren ». Cet humour permet à la littérature de reprendre ses droits et de révéler, par contraste, l'horreur de l'attaque : « J'ai vu l'homme en noir courir vers moi sur le côté droit de la salle. Vêtements noirs, masque noir. Il arrivait fort et bas, un missile trapu. Je l'avoue, j'avais parfois imaginé mon assassin se levant dans un forum public ou autre, et venant me chercher de cette manière. C'est pourquoi ma première pensée, lorsque j'ai vu cette forme meurtrière se précipiter sur moi, a été : "C'est donc Toi. Tu es là" ».

Et Rushdie de perdre son œil droit, Rushdie devenu le borgne, comme un

**Avec les Iraniennes,
il partage la même
blessure devenue
une pulsion de vie**

personnage tout droit sorti de ses romans, et qui partage avec les Iraniennes éborgnées volontairement aujourd'hui par la même République islamique qui l'a condamné à mort hier, la même blessure devenue, soudain, un signe de refus de la mort, une pulsion de vie. Malgré tout. A cause de tout. Après *Les Versets sataniques*, Rushdie résiste en continuant de faire œuvre de littérature, œuvre de vie, il n'est pas revenu sur la fatwa, il n'est pas revenu sur les islamistes, il a continué son singulier chemin littéraire sans se laisser intimider. Même son autobiographie, *Joseph Anton*, écrite à la troisième personne, est un exercice de haut vol comique. Khomeini y est une comète, destructrice, malsaine, mais emmené à disparaître avec l'Histoire. Ne jamais laisser les islamistes dicter leur pulsion de mort, ne jamais les laisser gagner sur la littérature-vie.

Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses qualités, *Le Couteau* est un livre d'amour, une déclaration d'amour à sa femme, Rachel Eliza Griffiths, romancière, poète et réalisatrice. C'est peut-être bête à dire, mais si intense à vivre, et indispensable pour ne pas répondre à la haine par la haine : l'amour, la plus pure des pulsions de vie, gagne toujours à la fin. ✱

Abnousse Shalmani, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste.

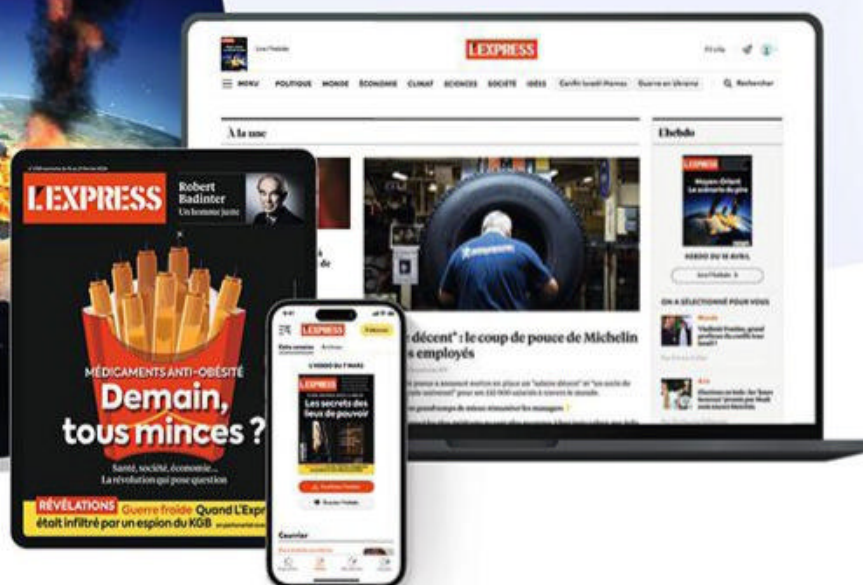
**Jamais il n'abandonne
l'arme littéraire :
« Mon couteau c'est
le langage »**

L'EXPRESS

Offre spéciale



EN CADEAU,
avec votre abonnement.



119€ POUR **1 AN**
AU LIEU DE ~~358,80€*~~ !

RECEVEZ LA MONTRE

Ice
watch

Taille: M (43 mm)
Étanchéité: 10 ATM
Garantie: 2 ans

Mouvement: Miyota 2035
Bracelet: Silicone
Couleur: Bleu marine

BULLETIN D'ABONNEMENT

À remplir et à retourner sous enveloppe non affranchie à
L'EXPRESS Libre réponse 18783 - 59789 Lille cedex

EXBM243

OUI, je profite de cette offre pour m'abonner à L'Express Papier + Digital 1 an (52 n°s) au tarif de **119€** au lieu de ~~358,80€*~~.
J'ai bien noté que je recevrai **en cadeau** la montre Ice Swatch. Offre réservée à un premier abonnement.

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code Postal: Téléphone:

Ville:

Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de Groupe L'Express

Si je souhaite découvrir d'autres offres d'abonnement et **régler par carte bancaire**, je me connecte sur **abonnement.lexpress.fr**

Pour bénéficier de mes avantages digitaux et recevoir les informations liées à mon abonnement, j'indique mon adresse email (en majuscules):

Adresse mail:@.....

J'accepte de recevoir les offres des partenaires de L'EXPRESS ☐ oui ☐ non

* Prix vente en kiosque.

Offre valable jusqu'au 31/05/2024 uniquement en France métropolitaine, et ne comprenant pas les éventuels suppléments occasionnels. Prix normal de vente de L'Express: 6,90€. Délai d'expédition de la montre Ice Swatch, 2 à 4 semaines après enregistrement du règlement. Conformément à l'article L221-18 du code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la réception du premier numéro de l'abonnement. Pour faire jouer ce droit, vous pouvez télécharger le formulaire sur support.lexpress.fr, rubrique « mon abonnement », et nous l'envoyer à: L'Express - Service Abonnements - CS 90006 59718 Lille cedex 9. Les informations requises sont nécessaires à L'Express pour la mise en place et la gestion de votre abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre ☐. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à L'Express.



NOUVELLE DONNE

Jean-Noël Barrot : « La France n'a jamais été aussi influente en Europe »

Le ministre délégué chargé de l'Europe dresse pour L'Express le bilan de l'action française au sein des Vingt-Sept.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC CHOL ET CHARLES HAQUET

Quel rôle joue la France dans la transformation de l'Europe ?

En sept ans, la France a changé la donne en Europe : nous avons pesé dans chaque institution et dans chaque décision, notamment lors de la présidence française de l'Union européenne en 2022. Résultat : l'Europe n'a jamais autant épousé les positions françaises qu'elle ne le fait aujourd'hui. Cette Europe bleu-blanc-rouge, nous la devons à l'influence internationale d'Emmanuel Macron, à notre poids grandissant à Bruxelles et à notre position centrale au Parlement européen.

Il suffit de contempler le chemin parcouru depuis 2017 : directive sur les travailleurs détachés, salaire minimum européen, taxe carbone aux frontières, traitement des migrations irrégulières, émergence de l'Europe de la défense... Autant d'engagements pris en 2017 par le président de la République et qui, sept ans après, ont été tenus. Dernier élément qui, plus encore que les autres, témoigne d'une victoire idéologique des idées françaises : le concept de souveraineté européenne. A l'époque, il avait été reçu avec distance par nos partenaires, qui considéraient qu'il s'agissait là d'une nouvelle lubie

française. Sept ans plus tard, après la crise du Covid et le déclenchement de la guerre d'agression russe en Ukraine, ce concept de souveraineté européenne s'est largement répandu. Nos partenaires se le sont approprié, à commencer par nos amis allemands, qui l'ont inscrit dans leur accord de coalition. De toute évidence, l'Europe a changé profondément. C'est le résultat de l'impulsion décisive donnée par le président de la République et de l'influence française exercée par nos députés à Strasbourg sous la houlette de Valérie Hayer.

Pour conserver cette influence, la France doit peser dans les institutions européennes. Or les Français y sont, par exemple, bien moins présents que les Allemands. Va-t-on rattraper ce retard ?

La France doit être présente à tous les étages des institutions européennes, y compris au sein des services. C'est la raison pour laquelle je recevrai prochainement les fonctionnaires français de la

Quelques dates

26 sept. 2017

Discours à la Sorbonne sur l'Europe souveraine

1^{er} janv. 2022

La France commence à présider l'UE

25 avril 2024

Discours bilan de la Sorbonne 2

Commission, au moment où la mandature s'achève et où commence la suivante, pour leur présenter la vision de la France et nos priorités. Nous travaillons aussi aux renouvellements des postes. Dès que la Commission sortante cédera la place à la nouvelle, nous négocierons pied à pied la représentation de la France au collège des commissaires, dans les cabinets et les administrations.

Peut-on dire que l'Europe reste influente, malgré le dérapage de son déficit public ?

Bien sûr. Avec 450 millions de consommateurs, l'Union européenne reste le plus grand marché économique du monde. Le 18 avril, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont acté la nécessité de combler les écarts économiques avec les Etats-Unis ou la Chine et lancé un chantier majeur : un pacte sur la compétitivité créant les conditions pour un grand choc d'investissement en Europe. C'est un combat que la France porte depuis plusieurs années : dès 2017, Emmanuel Macron avait livré bataille pour imposer l'idée d'une « Europe puissance ». Désormais, c'est un combat partagé avec nos partenaires européens, pour une Europe libre de choisir son destin, plus forte et moins dépendante.

En Ukraine, la situation est catastrophique. Armes, munitions... Kiev manque de tout. Après le vote par le Congrès américain d'une aide de 61 milliards de dollars, que peut faire l'Europe, tout de suite ?

Ce qui se joue sur le front ukrainien, c'est la sécurité et l'existence même de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne a, depuis deux ans, franchi des paliers qui semblaient inatteignables il y a encore quelques années. Nous en sommes au 14^e paquet de sanctions communes, nous apportons un soutien économique massif à l'Ukraine, avec les 50 milliards d'euros décidés au mois de février, et, bien sûr, un soutien militaire inédit, avec la Facilité européenne pour la paix, un fonds de 5 milliards d'euros incitant les états de l'UE à fournir armes et munitions à l'Ukraine. En complément, en France, le président de la République a signé un accord de sécurité avec Kiev qui nous engage jusqu'à 3 milliards d'euros en 2024.



I. LANGSDON/AFP

« Le combat des Ukrainiens, c'est aussi le nôtre », affirme Jean-Noël Barrot.

Nous voulons maintenant aller plus loin et envoyer un double signal avant l'été. D'une part, un signal fort que le chemin vers l'adhésion à l'Union européenne sur lequel s'est engagée l'Ukraine est irréversible. D'autre part, un signal puissant sur notre détermination à soutenir l'Ukraine aussi intensément que nécessaire, en nous donnant les moyens financiers de le faire, avec, notamment, le nouvel emprunt européen proposé par la Première ministre estonienne Kaja Kallas pour développer nos capacités industrielles de défense au service de l'Ukraine et de notre sécurité. Nous ne pouvons plus accepter que l'Europe dépende à 80 % du reste du monde pour ses matériels militaires.

Imaginez-vous une défaite ukrainienne face à l'envahisseur russe ?

Une défaite constituerait une grave menace à la sécurité de l'Union européenne, car chacun a bien compris que les dictateurs ne prennent pas de vacances, que Vladimir Poutine ne s'arrêterait sans doute pas là, et que la violation des frontières de l'Ukraine bafoue l'ordre international fondé sur le droit sur lequel l'Europe s'est construite. Le combat des Ukrainiens, c'est aussi le nôtre.

PIB, compétitivité... Les chiffres montrent un énorme décrochage économique entre l'Europe et les Etats-Unis. Qu'a-t-on raté ? Et que peut-on faire ?

Ce décrochage n'est pas irréversible, à condition que l'Europe le veuille et se fixe des objectifs ambitieux, tels ceux qui avaient été définis par les Vingt-Sept à Versailles en mars 2022, pour devenir autonomes dans les domaines stratégiques de l'intelligence artificielle, du quantique, des biotechnologies, de l'espace ou de la fusion nucléaire. Cela suppose d'assumer un agenda d'investissement et de s'en donner les moyens. Comment ? D'abord, en mobilisant l'abondante épargne des Européens grâce à l'achèvement de l'union des marchés de capitaux, qui permettra d'investir dans des projets industriels et technologiques et mettre fin à une situation inacceptable : la fuite vers les Etats-Unis de 300 milliards d'euros d'épargne européenne chaque année. Pour y parvenir, d'importantes mesures d'harmonisation sont en passe d'être adoptées, sous l'impulsion du couple franco-allemand. Ensuite, en activant le levier de l'emprunt commun, comme nous avons su le faire face au Covid-19. Vous évoquez le décalage avec les Etats-Unis. Je veux rappeler qu'à l'horizon 2027, la dette consolidée des Etats membres de l'UE plafonnera aux alentours de 80 % du PIB, là où la dette fédérale des Etats-Unis s'élèvera à 135 points de PIB.

Parlons maintenant du secteur numérique. Quel est le principal défi pour l'Europe ?

Nous devons réussir le défi de la transition numérique, c'est-à-dire l'appropriation par les citoyens, par les entreprises et par les administrations de ces outils qui peuvent leur faciliter la vie, diffuser le savoir et engendrer des gains de productivité. Nous devons le faire en accompagnant au mieux nos concitoyens plus éloignés du numérique. Vient ensuite la maîtrise par l'Europe de ses propres technologies : intelligence artificielle, quantique, cyber, nouveaux réseaux de télécommunications ou encore le cloud. Dans l'année qui vient de s'écouler, des entreprises françaises ont réussi à se hisser au plus haut niveau sur une technologie émergente – l'intelligence artificielle générative –, au point que des géants du numérique américains recourent aujourd'hui à leurs services au profit de leurs clients. Nous avons donc tous les atouts pour entrer en pionniers dans cette nouvelle ère technologique. L'Union européenne peut soutenir financièrement les

► projets d'ampleur : sur l'intelligence artificielle, développons des programmes dédiés rassemblant des entreprises de plusieurs pays autour d'un projet commun. C'est le principe des PIIEC [NDLR : projets importants d'intérêt européen commun] cofinancés par l'UE.

Le 10 avril, le Parlement européen a adopté le pacte sur la migration et l'asile. Mais sa mise en œuvre s'annonce compliquée. Comment voyez-vous les choses ?

Avec l'adoption définitive de ce pacte, plus personne ne pourra parler d'« Europe passoire » puisque, désormais, une solidarité concrète est actée entre les pays européens – notamment ceux de première entrée comme l'Italie, l'Espagne ou la Grèce. Les systèmes de protection des frontières vont être refondus, en particulier les systèmes d'information, de manière à filtrer, contrôler et suivre le parcours des personnes qui entrent sur le territoire européen. Nous aurons donc les moyens de faire respecter nos frontières, d'accueillir dignement les personnes sollicitant l'asile dans l'UE et de reconduire plus efficacement et rapidement celles qui auront été déboutées. Sa mise en œuvre prendra un peu de temps. C'est normal, étant donné l'ampleur de cette réforme historique.

Le dispositif vous semble-t-il adapté à l'ampleur des flux migratoires – qui ont enregistré en 2023 leur plus forte hausse depuis 2015 ?

Oui, car la réflexion s'est engagée il y a une dizaine d'années, à la suite des grandes vagues de demandeurs d'asile fuyant la guerre et des persécutions au Proche-Orient. Nous sommes parvenus à un point d'équilibre. J'en veux pour preuve qu'à l'extrême droite comme à l'extrême gauche, où l'on préfère alimenter les problèmes pour en faire du carburant électoral plutôt que de les résoudre, on voit s'exprimer de très vives oppositions à ce pacte...

Entre le 6 et le 9 juin, les Européens voteront. Quels sont les risques de cette élection pour l'UE ?

Le risque principal, c'est de voir s'affaiblir l'influence de la France dans l'UE, que l'Europe avance sans nous, et qu'en définitive elle nous échappe. De ce point de



Pour les élections européennes, « tout est fait pour garantir la sécurité du scrutin ».

vue, le candidat qui fait la course en tête dans les sondages [NDLR : Jordan Bardella] a démontré que l'influence française en Europe ne l'intéressait pas. Il ment quand il dit s'être opposé avec ferveur à des textes, alors que d'autres députés issus de sa famille politique, ont consacré beaucoup de temps et d'énergie à faire de l'obstruction parlementaire. Jordan Bardella ne s'est même pas donné cette peine. L'envoyer, lui et ses colistiers, à Strasbourg et à Bruxelles, c'est acter que l'avenir de l'Europe ne sera plus inspiré par la France.

Craignez-vous une abstention record ?

L'abstention n'est pas une fatalité. En 2019, elle est tombée sous la barre des 50 %, soit son niveau le plus faible pour des élections européennes depuis vingt-cinq ans. Le gouvernement est pleinement mobilisé pour informer les citoyens – y compris les citoyens européens résidant en France ou les Français de l'étranger – de la date du scrutin et de ses modalités, qui ont, signalons-le, été simplifiées. Cette année, pour la première fois, les procurations pourront être données en ligne, sans passer par le commissariat ou la gendarmerie. Enfin, tout est fait pour garantir la sincérité du scrutin dans un moment où nous sommes pilonnés par la propagande russe.

Avons-nous les moyens de lutter contre cette désinformation ? Et les révélations

récentes sur le rachat de la chaîne Euronews en 2022, qui implique des proches du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, nationaliste et proche de Poutine, vous inquiètent-elles ?

Il ne se passe pas une semaine sans que nous n'observions, en France, une campagne coordonnée destinée à déstabiliser le débat public et à fragiliser le soutien à l'Ukraine dans l'opinion.

Sur les six dernières semaines, nous avons eu une campagne visant à faire croire que 2 000 soldats français étaient déployés en Ukraine ; la création d'un faux site du ministère des Armées pour appeler 200 000 Français à combattre en Ukraine ; le détournement du site du ministère de l'Intérieur pour faire croire à un durcissement des conditions d'accueil des réfugiés ukrainiens ; une fausse campagne d'information laissant penser que l'épidémie de tuberculose serait arrivée dans notre pays du fait de la présence dans les hôpitaux français de soldats ukrainiens ; une autre laissant penser – ou voulant faire penser – que la situation actuelle est à l'origine d'une vague d'annulation de réservations d'hôtel pendant les Jeux olympiques... Ce sont autant d'ingérences intolérables de la part de la Russie ou de ses courroies de transmission dans le débat public français. J'ajoute à cela que, le 12 février dernier, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, a révélé l'existence d'un réseau de sites dormants destinés à troubler l'opinion publique, en infusant des fausses nouvelles dénigrant le soutien européen à l'Ukraine : Portal Kombat.

Face à cela, nous avons créé un dispositif de vigilance renforcée autour de Viginum, service placé sous l'autorité du Premier ministre, dont la spécialité est de détecter et révéler les campagnes de propagande ou d'ingérence étrangère. Nous avons aussi porté une loi qui permet à la Commission européenne d'imposer aux plateformes de réseaux sociaux de lutter activement contre la désinformation.

Concernant Euronews, l'Europe vient d'adopter une nouvelle loi sur la liberté des médias. Ce texte garantit les conditions de pluralisme et d'indépendance qui nous protègent contre la prise en main par des intérêts étrangers de médias européens. La France est très vigilante quant à sa mise en œuvre. ✱

Commission européenne

La candidature von der Leyen fragilisée

Une reconduction de l'ex-ministre allemande à Bruxelles n'est pas actée. Plusieurs noms circulent pour la remplacer.

La conversation reste informelle et discrète, mais les dirigeants des 27 pays de l'Union s'interrogent sur la reconduction d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne. Après des manœuvres plutôt hasardeuses, l'étoile de l'ex-ministre allemande de la Défense a pâlies derniers mois. Dernier exemple : sa décision d'imposer Markus Pieper, élu de la CDU (chrétiens-démocrates allemands, comme elle), au poste lucratif d'envoyé de l'Union européenne pour les PME s'est heurtée à la résistance de plusieurs commissaires, dont Thierry Breton. L'eurodéputé allemand a fini par jeter l'éponge le 11 avril. Les prises de position atlantistes ou pro-israéliennes de « VDL » ont également fait grincer des dents, tout comme sa gouvernance, jugée trop solitaire. Son propre camp peine à digérer son grand œuvre, le Pacte vert pour l'environnement. Du reste, le parti populaire européen (PPE, de droite) a validé sa candidature sans grand enthousiasme lors de son congrès, à Bucarest, début mars...

Etsi elle garde, malgré tout, de sérieuses chances de rempiler, d'autres noms ont commencé à circuler. Traditionnellement, la présidence de la Commission revient au parti qui arrive en tête aux élections. Cette fois encore, le PPE devrait s'imposer. Déjà intéressé par le poste il y a cinq ans, le Premier ministre croate Andrej Plenkovic s'y verrait bien, mais les scandales de corruption qui marquent son exercice du pouvoir inquiètent à Bruxelles. Le président roumain Klaus Iohannis s'est, lui, positionné pour le secrétariat général de l'Otan, poste pour lequel ses chances sont minces ; les observateurs y voient une façon détournée de manifester son intérêt pour un autre « top job » européen. Enfin, le chef du gouvernement grec, Kyriakos Mitsotakis, est aussi mentionné. « Il est fort, c'est le plus charpenté du trio, politiquement et intellectuellement », souffle une source.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants en exercice resteront dans l'ombre, pour ne pas prendre le risque d'un échec public.

« En réalité, les Premiers ministres préfèrent le rôle de président du Conseil européen, persifle un fin connaisseur de la politique européenne. Tout comme Matignon, la Commission est une boîte à problèmes. En plus, le prochain Parlement va être très difficile à manœuvrer. »

Toujours chez les conservateurs, le nom de la présidente du Parlement, la Maltaise Roberta Metsola, revient souvent. « Elle constitue un parfait plan B à von der Leyen », estime un observateur bien renseigné. Les dirigeants des Vingt-Sept ont appris à la respecter lors des sessions qu'ils tiennent avec elle à chaque sommet. « C'est toujours très politique, un vrai débat, elle a acquis plus de légitimité que ses prédécesseurs », confirme un diplomate.

Ses prises de position atlantistes ou pro-israéliennes ont fait grincer des dents

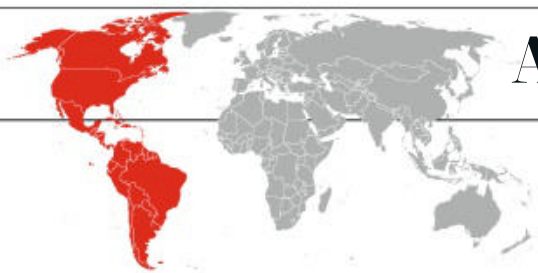
Certains jouent aussi avec l'idée d'un patron de la Commission moins politisé. « Celui qui peut bousculer le jeu, c'est Macron », s'inquiète une source au PPE. Membre de la famille centriste de Renew, le président français a critiqué implicitement la campagne menée par Ursula von der Leyen sous les couleurs du PPE. Pour lui, ce poste nécessite de s'élever « au-dessus des partis et des pays ». Selon la presse italienne, le locataire de l'Élysée aurait testé l'hypothèse Mario Draghi auprès de certains interlocuteurs. A 76 ans, l'ancien patron de la BCE est resté très populaire à Bruxelles. A la demande d'Ursula von der Leyen, il doit justement présenter ses pistes en juin pour aider l'Union européenne à rester dans la course face à la Chine et aux États-Unis. Il est également en bons termes avec sa successeuse à la présidence du Conseil italien. De fait, Giorgia Meloni pourrait voir son intérêt à placer l'un de ses compatriotes à un poste aussi stratégique. Trop dangereux, réfute toutefois cet autre membre de la droite conservatrice : « Les dirigeants ne nommeront jamais quelqu'un qui pense par lui-même. »

Nouvelle tête ou renouvellement de von der Leyen, tout se jouera dans les jours suivant les élections. Mais pour cet habitué des scrutins européens, mieux vaut, pour l'heure, garder la tête froide : « N'oubliez pas que les noms déjà sortis sont souvent les premiers balayés. » ✱

ISABELLE ORY (BRUXELLES)



L'actuelle titulaire du poste a vu son étoile pâlir au cours des derniers mois.



ÉTATS-UNIS

Donald Trump, une vie dans les prétoires

L'affaire Stormy Daniels, pour laquelle l'ex-président comparait devant la justice, n'est que le énième épisode de sa « carrière » judiciaire.

PAR HELENE VISSIÈRE (WASHINGTON)

Lorsque Donald Trump écope en 2006 d'une amende journalière de 1250 dollars pour avoir planté sur la pelouse de Mar-a-Lago, son club de Floride, un mât de 24 mètres de hauteur avec le drapeau américain, presque le double de la limite légale, il intente un procès contre la municipalité de Palm Beach. Un mât plus court, affirme-t-il, n'exprimerait pas « l'ampleur de son patriotisme ». Il demande 25 millions de dollars de dommages et intérêts. Après négociations, il obtient de garder son mât rogné de trois petits mètres.

Quand le spécialiste en architecture du *Chicago Tribune* critique son projet de tour de 150 étages à Manhattan, il traîne en justice le quotidien et exige 500 millions de dollars de dédommagement. Il lance aussi des poursuites contre Jules et Eddie, deux promoteurs immobiliers sud africains qui ont le mauvais goût de s'appeler... Trump. Il leur demande simplement de ne plus utiliser leur nom. Et va jusqu'à se retourner contre l'un de ses cabinets d'avocat disant qu'il l'a pris pour « une vache à lait » et lui a imposé des honoraires excessifs.

Le milliardaire new-yorkais ne rate jamais une occasion de ferrailler dans un

prétoire. Ces derniers temps pourtant, c'est lui qui est sur le banc des accusés et dans pas moins de quatre procès au pénal. Le candidat à la présidentielle de novembre est inculpé pour avoir gardé illégalement des documents classifiés, essayé de manipuler le résultat des élections de 2020 et falsifié des documents dans le but de cacher un paiement à une star du porno pendant la campagne de 2016. C'est ce procès pour fraude qui s'est ouvert le 15 avril à New York. Stormy Daniels affirme avoir eu une liaison avec Donald Trump en 2006 – ce que l'intéressé nie – et reçu 130 000 dollars en échange de son silence.

Cette vieille histoire d'adultère semble un peu triviale à côté des inculpations plus graves dont il fait l'objet. Mais cette affaire a acquis une énorme importance car c'est sans doute la seule qui va être jugée avant le scrutin de novembre. Elle a l'avantage d'être plus simple que les trois autres procès. « Il n'y a pas de questions compliquées d'immunité présidentielle, de pouvoir exécutif, de documents classifiés ; ça s'est passé avant que Trump ne soit président, les accusations sont claires, c'est un dossier solide », commente l'avocat Ronald Kuby, un pénaliste de New York spécialisé dans la défense des droits des citoyens contre l'Etat.

Depuis plusieurs décennies, Donald Trump use et abuse des tribunaux pour faire pression sur ses adversaires. Selon une analyse de *USA Today*, lui et ses entreprises ont été impliqués dans plus de 4 000 procédures judiciaires depuis les

L'ex-président n'en a pas fini avec la justice : les quatre dossiers en cours



Affaire Stormy Daniels

Donald Trump comparaît devant la justice de l'Etat de New York pour **avoir versé plusieurs dizaines de milliers de dollars à l'actrice de film X Stormy Daniels** (de son vrai nom Stephanie Clifford) ainsi qu'à la playmate du magazine *Playboy* Karen McDougal durant la campagne de la présidentielle 2016 afin de taire leurs relations passées. Ce forfait est passible de un à cinq ans de prison.



Tentative de fraude en Géorgie

La justice de la Géorgie reproche à Donald Trump d'**avoir fait pression, dans cet Etat, sur les organisateurs du scrutin présidentiel**, après le scrutin de novembre 2020. Le président sortant souhaitait qu'ils « trouvent » 11 780 voix supplémentaires en sa faveur afin d'inverser le résultat. Il sera jugé à Atlanta pour tentative de fraude électorale.



Assaut du Capitole

Donald Trump sera jugé par la justice fédérale pour **avoir participé à une « conspiration contre les Etats-Unis »** en incitant ses partisans à marcher sur le Capitole afin d'y mener l'insurrection qui a provoqué la mort de cinq personnes, dont un policier, le 6 janvier 2021. Ce jour-là, les élus du Congrès étaient réunis pour valider l'élection de Joe Biden.



Détournement de documents secrets

L'ex-président est accusé par la justice fédérale d'**avoir, en quittant la Maison-Blanche, emporté et dissimulé des documents secrets**. Après avoir fait obstruction en refusant de les rétrocéder à la justice qui les réclamait, Trump a vu débarquer à son domicile, en Floride, durant l'été 2022, des agents du FBI qui ont effectué une perquisition et récupéré plusieurs caisses de documents sensibles.



J. LANE/POOL/AFP

L'homme d'affaires use et abuse des tribunaux pour faire pression sur ses adversaires.

années 1980. Une quantité « stupéfiante, affirme Bennett Gershman, un ancien procureur et professeur de droit à Pace University. Je n'ai connaissance d'aucune personne ou entreprise qui s'approche, même de loin, de ce chiffre. »

La majorité des actions en justice concerne ses casinos, ses investissements immobiliers et des affaires de dommages corporels pour des clients ou des employés. Le milliardaire new-yorkais s'en prend aussi bien à des individus, dont Ivana, son ex-femme, qu'à des entreprises, des municipalités et jusqu'au gouvernement d'Ecosse pour avoir planté des éoliennes près de son golf. Donald Trump a fait également l'objet de maintes poursuites pour agression sexuelle, discrimination raciale, défaut de paiement, blanchiment... Combien de fois est-il sorti vainqueur ? Difficile à dire, car beaucoup de dossiers se sont réglés par un accord confidentiel, alors qu'il se vante pourtant de ne jamais négocier. Si l'on commence, dit-il, « tout le monde vous attaque ». Une chose est sûre : il a eu au fil des ans son lot de défaites, même s'il assure qu'il gagne toujours.

« Beaucoup de plaignants cherchent à éviter un procès. Ils pensent que c'est dans leur intérêt de négocier pour ne pas avoir à souffrir de publicité négative. Mais Trump est formaté différemment. Il adore la pub », ajoute Ronald Kuby. Il poursuit à tort et à travers, y compris pour des brouilles. Lorsque huit riverains de son golf de Doral, à Miami, se plaignent que les palmiers qu'il a plantés bloquent leur vue, il les accuse d'avoir cisailé les arbres et exige 15 000 dollars. Il se sert des tribunaux comme « un moyen de gagner, de marquer un point, de détruire ou de réduire au silence ceux qui l'ont défié » et « de faire les gros titres », résume James Zirin dans son livre *Plaintiff in Chief* (« Plaignant en chef », non traduit), un récit de ses aventures légales.

L'ex-président « connaît le fonctionnement du système judiciaire américain et sait le manœuvrer avec maestria à son avantage », déclare Victor Kovner, un ténor du barreau de New York. Il s'appuie sur une noria d'avocats dont il change constamment, sans doute parce qu'il « oublie » régulièrement de les payer. Certains ont fini derrière les barreaux. Michael Cohen,

l'un de ses fidèles pendant une décennie, a plaidé coupable pour avoir violé, entre autres délits, la loi sur le financement de campagne.

Donald Trump n'a pas de formation de droit, mais il a eu comme mentor Roy Cohn, un avocat teigneux de New York, bras droit du sénateur Joseph McCarthy lors de la chasse aux communistes dans les années 1950. En 1973, le ministère de la Justice intente un procès contre les Trump, père et fils. Il les accuse de refuser systématiquement les locataires noirs et portoricains dans les 14 000 logements qu'ils gèrent. Le promoteur engage Roy Cohn, bien connu pour ses méthodes de pitbull. « Il menait la tactique de la terre brûlée, explique encore Victor Kovner. Son approche était : résister et gagner du temps avant de négocier au dernier moment, lorsqu'il n'y avait plus d'autres choix, une fois que l'attention du public était retombée. »

Au lieu de trouver un accord, Roy Cohn conseille de contrattaquer en demandant 100 millions de dommages et intérêts au gouvernement pour les avoir diffamés. La plainte est rejetée. Il fait alors traîner la procédure et s'efforce de discréditer les avocats de la partie adverse qu'il compare à la Gestapo. Il finit par accepter un accord à l'amiable. Donald Trump se vantera plus tard d'avoir obtenu « un arrangement minimal sans admettre sa culpabilité ».

Depuis, il applique fidèlement les méthodes de Cohn. Sa stratégie est de tout nier, même quand les faits prouvent qu'il a tort. Il n'a jamais refusé de restituer les documents classifiés qu'il a emportés illégalement en quittant la Maison-Blanche, clame-t-il. Lorsque, après plus d'un an de vaines tractations avec ses avocats, le FBI lance une perquisition à Mar-a-Lago et saisit des caisses de dossiers, l'ex-président déclare : « Après avoir travaillé et coopéré avec les agences gouvernementales pertinentes, ce raid imprévu sur mon domicile n'était ni nécessaire, ni approprié. »

A coups d'obstruction systématique, il noie son opposant sous des masses de requêtes sans fondement, des recours, des appels... En 1980, il embauche une équipe de démolisseurs sur le chantier de la tour Trump, à New York. Parmi eux, 200 Polonais sans papiers. Il les fait trimer douze heures par jour, dans des conditions terribles, à la moitié du tarif syndical. ►



J. BOTSFORD-POOL/GETTY IMAGES/AFP

Trump a l'habitude de s'entourer d'une noria d'avocats dont il change souvent.

► En 1998, après quinze ans de procédure, un procès et deux appels, il accepte enfin de leur verser 1,3 million de dollars.

Beaucoup plus original, il a pour habitude d'attaquer les juges, les jurés, les procureurs... « Personne, dans une affaire judiciaire, n'injurie un juge. C'est sans précédent et contre-productif », explique le professeur Gershman. En 2005 s'ouvre en grande pompe l'université Trump. Elle promet d'enseigner les techniques d'investissement dans l'immobilier pour devenir aussi riche que le promoteur. Des milliers d'individus s'inscrivent. Or la plupart des instructeurs n'ont aucune qualification et la fac n'est pas accréditée.

Eric Schneiderman, le procureur de New York, attaque le milliardaire en justice pour escroquerie. Ce dernier, furieux, le traite sur Twitter de « stupide », d'« abruti ». Il l'accuse de chantage auprès de la commission d'éthique de l'Etat. Schneiderman lui aurait promis d'arrêter les poursuites en échange de dons pour sa campagne (le procureur est élu). Faute de résultats, il s'en prend au juge – un « Mexicain », donc « un ennemi ». A son grand dam, il est condamné à payer la somme de 25 millions de dollars. La preuve qu'il ne triomphe pas toujours.

Souvent, pourtant, il gagne à l'usure. En 2008, en pleine crise immobilière, il est incapable de rembourser plus de 700 millions de dollars de prêts contractés pour la construction d'un gratte-ciel à Chicago.

Quand la Deutsche Bank, son créancier principal, rechigne à lui accorder un délai supplémentaire, il la traîne devant les tribunaux et dénonce ses « pratiques usuraires » ! Il demande la bagatelle de 3 milliards de dollars de dommages et intérêts. La banque le poursuit à son tour avant de lui accorder un nouveau délai. Finalement, ses créanciers effaceront la plupart des dettes sans saisir le gratte-ciel. Sans doute pour éviter une bataille judiciaire interminable avec un Donald Trump pugnace et chicanier. Dix ans plus tôt déjà, à Atlantic City, ses banques avaient renfloué à répétition ses casinos en faillite et l'avaient sauvé de la ruine.

L'ancien président a le chic pour se défaire. En 2004, il s'associe à un promoteur pour construire une tour d'appartements à Fort Lauderdale, en Floride. C'est « le projet le plus élégant et le plus luxueux que j'aie créé », déclare Donald Trump. En fait, il n'a pas investi un sou dans la construction, ce que ne mentionne pas le prospectus de vente. Il s'est contenté

en secret de prêter son nom en échange de royalties. Lorsque le projet fait faillite, les acheteurs l'assignent en justice. En vain. Il n'est pas responsable devant la loi puisqu'il a juste franchisé son nom.

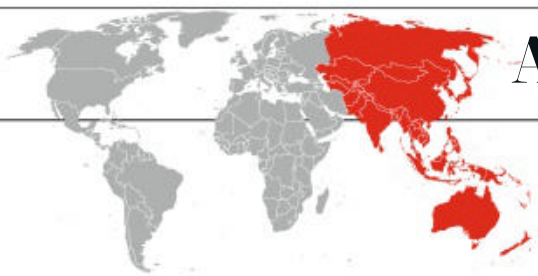
L'histoire du tournoi de golf caritatif reste un modèle du genre. En 1990, il promet un million de dollars au joueur qui réussira un trou en un. Martin Greenberg réalise cet exploit au 13^e trou. Le club, cependant, refuse de lui donner son prix. Le règlement du tournoi stipule en effet que la balle doit parcourir 150 yards. Or bizarrement le tee – le support sur lequel le joueur place sa balle au départ – a été installé à moins de 150 yards. Martin Greenberg engage un avocat et finit par accepter... 158 000 dollars.

Dans une interview à *USA Today* il y a quelques années, Alan Garten, le responsable juridique du groupe Trump, justifiait la quantité de procès : « Nous sommes une entreprise avec des principes. Quand nous pensons être dans notre droit, on poursuit jusqu'au bout. » Dans bien des cas, l'ancien président se contente de proférer des menaces sans aller au tribunal. Cela suffit en général à faire céder les opposants moins fortunés.

Car il n'hésite pas à déployer la grosse artillerie, y compris contre du menu fretin. Dans son livre *Trump Nation*, le journaliste Timothy O'Brien ose affirmer en 2005 qu'il n'est pas milliardaire. Sa fortune s'élèverait entre 150 et 250 millions de dollars. Le promoteur immobilier voit rouge. Il demande que le livre soit retiré de la vente, ainsi que des excuses et une rétraction des propos diffamatoires. Lorsque l'éditeur refuse, Trump exige 5 milliards de dommages et intérêts. Il n'aura pas gain de cause.

Il continue aujourd'hui à appliquer les mêmes tactiques avec succès. « Le fait de faire traîner les choses l'a énormément aidé dans les procédures actuelles », reconnaît Victor Kovner. Mais l'ex-président a rarement été dans une situation judiciaire aussi délicate. Il doit près d'un demi-milliard de dollars de dommages et intérêts et fait face à quatre affaires au pénal pour lesquelles il est impossible de négocier un accord. Encore faut-il que les procès aient lieu. « Le système judiciaire se veut équitable et fondé sur des règles, conclut Ronald Kuby. Mais est-il capable de fonctionner ainsi avec Trump ? » ★

**« Faire traîner les choses
l'a énormément
aidé dans les
procédures actuelles »**



PHILIPPINES

Ferdinand Marcos Jr. se rebiffe face à la Chine

Le rapprochement du nouveau président philippin avec les Etats-Unis – et avec le Japon – crispe Xi Jinping au plus haut point.

PAR AXEL GYLDÉN

« **F**ils à papa » mais aussi fils de dictateur, le président Ferdinand Marcos Jr., dit « Bongbong Marcos », se fait un nom sur la scène internationale. Au pouvoir depuis bientôt deux ans, le fils d'Imelda – connue pour ses 3 000 paires de chaussures – et de Ferdinand Marcos (au pouvoir de 1965 à 1986) a choisi de ne plus se taire face aux provocations répétées des garde-côtes chinois qui violent l'espace maritime de son pays, les Philippines. Le dernier incident remonte au 23 mars sur Second Thomas Shoal, un atoll situé au sud des îles Spratleys. Depuis un arbitrage international de 2016, ce grand récif de corail appartient officiellement à Manille, qui y stationne 12 soldats pour marquer sa souveraineté. Cela n'empêche pas Pékin d'en revendiquer, encore et toujours, la propriété de manière agressive. Ce jour-là, un navire qui ravitaille les militaires philippins est attaqué par un imposant garde-côte chinois à coups de canon à eau, blessant trois d'entre eux. S'ensuivent des manifestations à Manille et une crise diplomatique. Or cet acte hostile n'est que la énième intimidation d'une longue série, notamment dans l'archipel des Spratleys où la Chine a déjà bétonné sept atolls pour en faire des îles artificielles habitées qui servent de bases militaires.

Alors que son prédécesseur Rodrigo Duterte (2016-2022) s'était rapproché de



Pékin, Bongbong Marcos opère une spectaculaire volte-face. Le président de 66 ans s'est lancé dans une politique de « transparence » (« Transparency Strategy ») qui vise à faire la plus grande publicité possible aux provocations de Pékin. « Cette nouvelle façon de gérer le problème chinois est observée de près et est très appréciée par tous les pays de la région lesquels, jusqu'à présent, faisaient profil bas après chaque incident impliquant la Chine par peur de froisser Pékin », remarque Cleo

Paskal, spécialiste de l'Indo-Pacifique à la Fondation pour la défense des démocraties. Appréciée des Philippins, la fermeté du président Marcos s'accompagne d'un double rapprochement avec les Etats-Unis et le Japon.

L'alliance historique entre Manille et Washington, liés par un accord de défense mutuelle depuis 1951, a fait de grands pas en avant depuis l'arrivée de Bongbong au pouvoir grâce, notamment, à la décision de l'administration Biden de se réengager dans le Pacifique. Le 11 avril s'est ainsi tenu à Washington un sommet trilatéral inédit réunissant les Etats-Unis, le Japon (125 millions d'habitants) et les Philippines (115 millions d'âmes). « La grande surprise a été la forte prise de parole du Premier ministre japonais Fumio Kishida, observe l'expert américain et ex-officier du renseignement Grant Newsham, qui a longtemps vécu à Tokyo. Jamais le Japon ne s'était exprimé sur la Chine d'une manière aussi nette. » On assiste à un réveil simultané du Japon et des Philippines, qui – ceci explique cela – se situent au nord et au sud de Taïwan, le véritable épiscentre des tensions en mer de Chine méridionale. « Il est inédit que trois pays en même temps désignent aussi clairement Pékin comme la source de tous les problèmes de la région », note encore Newsham.

Les choses bougent. Un accord bilatéral vient d'être signé entre Manille et Tokyo. Il s'ajoute à ceux de ces capitales asiatiques avec Washington. De plus, le Japon pourrait prochainement rejoindre l'accord militaire Aukus liant l'Australie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Tokyo renforce également son aide à Manille en fournissant des garde-côtes, des conseils militaires et du renseignement. Bongbong Marcos, lui, vient d'autoriser l'accès à quatre bases supplémentaires (trois au nord du pays) pour les avions américains, en plus des cinq déjà accessibles à l'US Air Force. « Les Chinois sont fort mécontents du rapprochement Marcos-Biden parce qu'ils pensaient avoir mis les Philippines dans leur poche sous Rodrigo Duterte », constate Jean-Pierre Cabestan, chercheur à l'Asia Centre de Paris. Et de conclure : « Etant donné que le nationalisme se renforce partout – en Chine, au Japon, aux Philippines – et que personne n'est prêt à céder le moindre pouce de terrain, le risque d'escalade est bien réel. » ★



TURQUIE

Les mauvaises opérations des touristes médicaux

Le pays est devenu la première destination de chirurgie plastique des Européens, qui se retrouvent parfois entre les mains de charlatans.

PAR ZAFER SIVRIKAYA (ISTANBUL)

Ils ont d'abord suscité la surprise et la curiosité, évoluant le plus souvent en groupe dans les rues d'Istanbul, la nuque et le bas du crâne enveloppé de bandages et arborant des crânes ensanglantés. Des membres d'une secte ? Des blessés de guerre ? Apparus il y a une dizaine d'années, les rescapés des implants capillaires qui cheminent le long du Bosphore n'étonnent désormais plus personne. Au fil des ans, leurs rangs se sont étoffés des volontaires de la rhinoplastie, de la liposuction et de bien d'autres, venus profiter d'installations médicales de qualité, de professionnels bien formés et de prix défiant toute concurrence.

C'est pourtant l'une de ces opérations, en l'occurrence le « lifting brésilien des fesses » qui, à la mi-janvier, a coûté la vie à une jeune patiente anglaise de 26 ans, mère de trois enfants. L'opération, qui dure de quatre à six heures, sous anesthésie générale, consiste à prélever du tissu adipeux dans certaines régions du corps pour le transférer dans les fesses, afin d'en augmenter la fermeté, le volume et le dessin. La jeune mère de famille s'était déjà rendue à Istanbul pour une opération dentaire dont elle était satisfaite et avait décidé de renouveler l'expérience pour un coût de 3 500 euros, trois fois inférieur au prix demandé dans les cliniques de son pays. Victime d'une embolie graisseuse, elle est décédée dans le taxi qui l'emmenait

effectuer sa visite de contrôle postopératoire, juste avant de prendre son avion pour l'Angleterre.

« La Turquie est la nouvelle destination à la mode depuis dix ans, mais si certains sont ravis de leur expérience, je reçois aussi beaucoup de plaintes », alerte Muriel Bessis, fondatrice de l'Association des réussites et des ratés de la chirurgie esthétique. « En France, la chirurgie esthétique est encadrée, notamment par la loi Kouchner de 2002. Mais en Turquie, il n'y

« Certains collègues prennent tous les clients à partir du moment où ils paient »

pas de législation spécifique. Le risque de se laisser tenter par les publicités qui inondent les réseaux et de tomber sur des charlatans est réel », s'inquiète-t-elle.

« Un prix cinq fois moins cher qu'en France pour la pose de 12 couronnes et 12 facettes dentaires, on m'a vendu du rêve... » raconte Romain, 44 ans. Mais celui-ci a tourné au cauchemar. Hameçonné par un commercial via le réseau social Instagram, il a été opéré en 2021 dans une clinique de la banlieue

d'Istanbul, mais ses couronnes ont été mal posées, mal collées et le tout mal nettoyé, lui occasionnant de graves infections. « J'y suis retourné deux mois après car j'avais des douleurs atroces et une odeur horrible se dégageait, mais ils se sont contentés de me dire que je faisais une allergie et m'ont renvoyé chez moi », témoigne-t-il.

Depuis, il continue à se débattre avec les conséquences de l'opération : « Une partie de ma bouche s'est nécrosée avec toutes les infections, j'ai cumulé cinq antibiotiques, enchaîné pendant deux ans des rendez-vous quasi hebdomadaires chez le dentiste pour tout soigner. Aujourd'hui, ça va un peu mieux, mais la mauvaise odeur persiste », se désole-t-il. Une expérience désastreuse qui l'a même poussé à tenter de mettre fin à ses jours.

Si certaines cliniques sont dévolues exclusivement à la chirurgie esthétique, l'écrasante majorité du secteur est formée d'agences qui s'occupent de contacter les clients, de trouver un médecin et de louer une salle disponible dans l'un des hôpitaux de la ville, le temps de l'opération. Avec sa maîtrise courante du français, de l'anglais et de l'arabe, Marwan, Tunisienne de 35 ans, officie depuis cinq ans dans ce secteur à Istanbul. « Le problème, c'est que certains collègues prennent tous les clients à partir du moment où ils paient, même lorsqu'il s'agit d'opérations lourdes. Moi, par exemple, je n'accepterai jamais une personne de plus de 100 kilos pour une liposuction, ni des patients diabétiques pour certaines interventions à cause des problèmes de coagulation », témoigne la jeune femme. Certains de ses confrères sont moins regardants ou font le choix de croire les patients sur parole. « Des personnes considèrent la chirurgie plastique comme un besoin impératif qui va changer leur vie, explique-t-elle. Elles sont prêtes à mentir sur leurs antécédents médicaux et à prendre des risques avec leur santé, donc il faut toujours faire une batterie de tests. »

Sarah, 50 ans, avait entrepris, pleine d'espoir, son voyage vers Istanbul en 2022. « Je voulais régler un problème au niveau

En chiffres

1,4 million de touristes médicaux en 2023.

2,1 milliards d'euros de manne financière.

6 000 euros pour un implant de pommette.



C. MCGRATH/GETTY IMAGES/AFP

Les faibles prix en comparaison à ceux pratiqués dans le reste de l'Europe agissent comme un puissant aimant.

de mes pommettes, j'avais déjà eu recours à des injections, mais je cherchais des implants pour une solution permanente », se souvient-elle. Convaincue par un prix très modique (6 000 euros, hôtel compris) et des photographies d'opérations précédentes, elle se rend à Istanbul, accueillie par un chauffeur qui l'amène dans un endroit « très propre ». Mais bientôt, les choses se gâtent : elle passe la nuit précédant son opération dans une chambre exiguë sous les toits. En fait de clinique, elle comprendra trop tard qu'il s'agit d'un spa, utilisé en toute illégalité comme hôpital de chirurgie plastique.

L'opération se passe mal. Le médecin qui l'opère, en faisant tomber un outil, endommage son nez. « Quand j'ai vu les dégâts, les points de suture et l'énorme cicatrice, je suis devenue folle, raconte-t-elle. Ils m'ont juste donné des crèmes pour la cicatrisation, avec leurs excuses, mais je n'ai rien lâché. Sur les conseils d'un avocat, je leur ai fait signer des papiers pour qu'ils prennent en charge les conséquences de cette opération. » Mais alors qu'on la raccompagne à son hôtel, la voiture se perd sur une lointaine et déserte route périphérique en bordure d'autoroute. Le chauffeur et le médecin arrêtent

le véhicule, ouvrent les sacs et s'emparent de force du papier. « Là, j'ai été saisie de terreur et de rage, je ne voulais pas qu'ils m'abandonnent là, en pleine nuit, je me suis battue avec eux, j'ai arraché la chemise du médecin, je suis montée sur le capot tout en appelant l'ambassade française », dit-elle. Comprenant qu'elle a partagé sa localisation et que la police est en route, le chauffeur prend peur, s'excuse et fond en larmes tandis que le médecin s'enfuit à pied. Face à des frais d'avocats trop importants, elle renonce toutefois à mener des poursuites contre le médecin en question, qui sévit désormais dans la ville d'Antalya.

Ces implants mal posés lui occasionnent des maux de tête et le préjudice esthétique de cette opération ratée la poussent alors à se tourner vers des hôpitaux français où elle est difficilement – et partiellement – prise en charge. Finalement, elle repart vers l'inconnu en novembre 2023, en Tunisie cette fois, pour une opération à quelques milliers d'euros qui se déroule correctement.

« La chirurgie esthétique n'est pas un besoin, c'est un luxe, et les gens qui y ont recours doivent le faire de manière prudente, en sachant que le fait d'aller à

l'étranger va rendre compliqué le suivi post-opératoire », prévient Serhan Tuncer, vice-président de l'association de chirurgie plastique de Turquie. Ce chirurgien déplore que la publicité et le prix soient les principaux vecteurs d'attraction des patients, au détriment parfois de leur santé. « Il y a encore malheureusement beaucoup d'escrocs qui tentent de profiter de l'envolée du secteur, rappelle-t-il. Les gens doivent être très précautionneux dans le choix de leur médecin. » Fin août 2023, l'affaire, révélée par un média d'opposition, d'un faux chirurgien syrien et de ses comparses turcs qui opéraient en toute illégalité à Istanbul et avaient fait de nombreuses victimes, a conduit à leur arrestation. « Il y a encore des faux médecins, surtout étrangers, en activité, déplore Marwan. Ces derniers temps, toutefois, l'Etat turc renforce les contrôles. Plusieurs cliniques qui opéraient de manière illégale ou servaient à blanchir de l'argent ont été fermées. »

Car si les autorités ont longtemps fermé les yeux, il en va désormais de la réputation du secteur du « tourisme médical ». Une manne qui, en attirant 1,4 million de visiteurs l'an dernier, a rapporté plus de 2,1 milliards d'euros. ✱

TENSIONS ISRAËLO-IRANIENNES

Les marchés pétroliers retiennent leur souffle

Pour Francis Perrin, de l'Iris, le cours de l'or noir va continuer à être scruté de près à la suite des attaques entre Téhéran et l'Etat hébreu.

PAR THIBAUT MAROTTE

Dans le ciel, de longues traînées de lumière semblables à des météorites. Plusieurs heures d'interminable attente. Dans la nuit du 13 au 14 avril, tous les yeux étaient rivés sur le Moyen-Orient lors de l'attaque menée par l'Iran contre Israël. Alors que l'on anticipait le pire, les marchés pétroliers ont tremblé, mais n'ont pas cédé. Les analystes craignaient que les cours de l'or noir ne s'envolent à la reprise des marchés lundi 15 avril. Il n'en fut rien et le baril de Brent de mer du Nord – référence en Europe – est même repassé sous la barre des 90 dollars. Même cas de figure, le 19 avril, après qu'Israël a riposté de manière modérée aux abords d'une base militaire iranienne, sans avoir toutefois confirmé son implication. « On ignore encore si l'on est entré dans un cycle d'attaques et de représailles, dans une région fondamentale », prévient Francis Perrin, directeur de recherche et professeur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Cette hypothèse n'étant toujours pas écartée, les marchés restent dans l'expectative. « Les négociations entre Israël et les Etats-Unis seront déterminantes », pointe l'expert.

Ces dernières semaines, les cours du brut avaient pourtant connu un net rebond, certains investisseurs craignant même que la barre des 100 dollars ne soit de

nouveau franchie pour la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine. La faute, en partie, à la stratégie mise en place par l'Opep+ depuis l'automne 2022. De façon à garder la main sur le marché, les 22 pays membres imposent depuis de longs mois des restrictions de production, prolongées début mars. « Ces Etats ont un seul point commun, et cela suffit pour se retrouver autour d'une table pour prendre des décisions : ils sont tous très dépendants du pétrole. Logiquement, un prix à 90 ou 100 dollars plutôt qu'à 60 dollars profite



Une flambée affecterait le monde entier.

à leurs recettes d'exportation. Il ne s'agit pas d'un raisonnement géopolitique, car ils ne prennent pas parti contre l'Occident », explique Francis Perrin. Une flambée des prix pourrait avoir de graves conséquences sur l'économie mondiale, mais l'Opep+ n'a aucun intérêt à s'aventurer sur ce terrain. « Ses dirigeants sont des gens intelligents et voient plus loin que le bout de leur nez. Les prix actuels sont jugés très intéressants et cela ne met pas l'économie mondiale à terre. Ils suivent le marché pétrolier heure par heure. S'ils avaient l'impression que les choses pouvaient s'emballer, ils feraient leur devoir et suivraient leurs intérêts pour conserver un marché maîtrisable et équilibré », affirme le spécialiste.

Les tensions israélo-iraniennes sont évidemment suivies de près par l'organisation pétrolière, qui doit se réunir le 1^{er} juin. Une nouvelle prolongation des restrictions est en tout cas déjà anticipée par les marchés. Comme toujours lorsque l'Iran est impliqué dans un conflit, l'éventualité d'un blocage du détroit d'Ormuz, où transite 20 % de la consommation mondiale, refait surface. Peu de temps avant l'attaque, Téhéran avait saisi un porte-conteneurs affilié à Israël dans cette zone reliant le golfe Persique au golfe d'Oman, d'une largeur d'une cinquantaine de kilomètres. Cette menace, agitée plusieurs fois ces dernières années, ne sera jamais mise à exécution selon Francis Perrin : « Objectivement, l'Iran n'a pas intérêt à le bloquer. D'abord, parce que, si le pays prenait cette décision, il y aurait la guerre après-demain, c'est aussi simple que cela. Bloquer le détroit d'Ormuz serait un acte de guerre. On ne se contenterait pas de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies, la réplique serait militaire. Et l'Iran ne gagnerait pas un tel conflit. » Outre la menace d'une confrontation majeure, Téhéran n'aurait aucun intérêt économique à prendre une telle décision. « Il ne pourrait plus exporter son propre pétrole, pourtant fondamental pour son économie déjà guère brillante. Enfin, cela entraverait les approvisionnements pétroliers vers le reste du monde et notamment les pays asiatiques, dont la Chine. Or l'Iran entretient des relations étroites avec Pékin, qui importe du pétrole iranien. Et il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde qui lui en achètent, de peur des sanctions américaines. » ✱

J. RAA/NURPHOTO/AFP

Le gouvernement devrait s'inspirer de la méthode Pompidou

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

Le président gaulliste est mort il y a cinquante ans. Sa vision de l'économie demeure valable à plus d'un titre pour affronter les défis actuels.



Le cinquantenaire de la mort de Georges Pompidou a été peu célébré. Christophe Tardieu et David Lisnard ont publié un essai inspiré sur la modernité de l'ancien président (*Les Leçons de Pompidou*, aux Editions de l'Observatoire) ; Michaël Miguères et Pierre Manenti ont organisé à l'Assemblée nationale un colloque où sont intervenues personnalités politiques et intellectuelles. En dehors de ça, pas grand-chose à noter. Lors de ce colloque, le député de la majorité Benjamin Haddad observait même à regret qu'aucune personnalité politique ne se revendiquait de Pompidou alors même que la figure de De Gaulle était à l'origine de récupérations constantes, plus ou moins légitimes, parfois même par des gens qui n'hésiteraient pas à jeter la France dans les bras de la Russie comme Pétain a vendu notre pays à l'Allemagne.

Tirer des leçons de l'ère pompidolienne pour aujourd'hui doit se faire avec prudence. La société a changé. L'émergence de l'Asie, l'islamisme, l'économie de l'endettement, l'arrivée des chaînes d'infos en continu et des réseaux sociaux ont profondément influencé la nature des défis auxquels nous faisons face comme le cadre public dans lequel s'exerce la politique. Il y a pourtant trois éléments de méthodes de Pompidou qui restent valables et auxquels nos dirigeants feraient bien de réfléchir.

**Des finances en ordre
étaient une condition
de l'indépendance
et de la puissance**

Le premier relève du sens donné à la politique. La politique industrielle volontariste ou la politique budgétaire précautionneuse menées sous l'ère Pompidou n'avaient pas seulement la prospérité en ligne de mire mais aussi une certaine idée de la France et du rôle qu'elle devait jouer dans le monde. Pour Pompidou comme pour son prédécesseur, des finances publiques en ordre étaient une condition de l'indépendance, de la crédibilité, de l'influence et donc de la puissance. Aujourd'hui, la politique économique est « dé-finalisée ». On « avance », on « réforme », on « modernise » sans savoir pourquoi. Ce défaut est encore plus visible au niveau européen. L'Union européenne se vit toujours comme un marché à défendre, sans avoir de conscience de son rôle dans le monde. Si tel était le cas, son premier acte politique en matière d'intelligence artificielle (l'IA Act) n'aurait pas été un mouvement de stricte régulation mais de soutien au développement de ce secteur.

Le deuxième enseignement de Pompidou est la nécessité de relever le nez pour voir loin. De fait, nos gouvernants passent leur vie à gérer les urgences et à régler les problèmes du jour, voire d'hier. Seulement, les questions d'innovation, d'éducation, de finances publiques exigent de voir à cinq ou dix ans. D'où l'importance d'avoir une vision – en quoi l'on en revient au premier enseignement – qui ancre une politique dans une direction. Prenons un exemple concret. Le gouvernement vient d'annoncer une série de mesures pour améliorer l'accès des Français aux soins : taxe « lapin », prescription de certains antibiotiques par les pharmaciens, expérimentations pour permettre à nos concitoyens d'accéder directement à certains

**Mieux vaut s'attaquer
à la racine des
problèmes plutôt qu'à
leurs conséquences**

spécialistes. Très bien. Ces mesures vont dans le bon sens. Mais elles ne s'inscrivent pas dans une vision de notre système de santé. On répare le système du XX^e siècle, sans jamais réfléchir à ce qu'est la santé au XXI^e siècle, à l'ère des biotechnologies et de l'intelligence artificielle.

Le troisième enseignement de Pompidou commande de s'attaquer à la racine des problèmes plutôt qu'à leurs conséquences. Comme en a témoigné son conseiller industriel Bernard Esambert, Pompidou savait que le développement économique et social de la France trouvait sa source dans les entreprises, raison pour laquelle il a conduit une politique de l'offre décomplexée. Loin de l'image d'Epinal des grands programmes industriels, Esambert raconte que Pompidou aimait recevoir des patrons de PME, qu'il écoutait attentivement pour leur faciliter la vie (le fameux « arrêtez d'emmerder les Français »). Le résultat, c'est que, de 1969 à 1973, les performances économiques de la France ont surpassé la moyenne de celles des pays développés et l'industrie et le commerce extérieur se sont épanouis. Un Etat à sa place et bien géré et la liberté économique au service de grandes ambitions : des idées simples et éternellement pertinentes. ✱

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

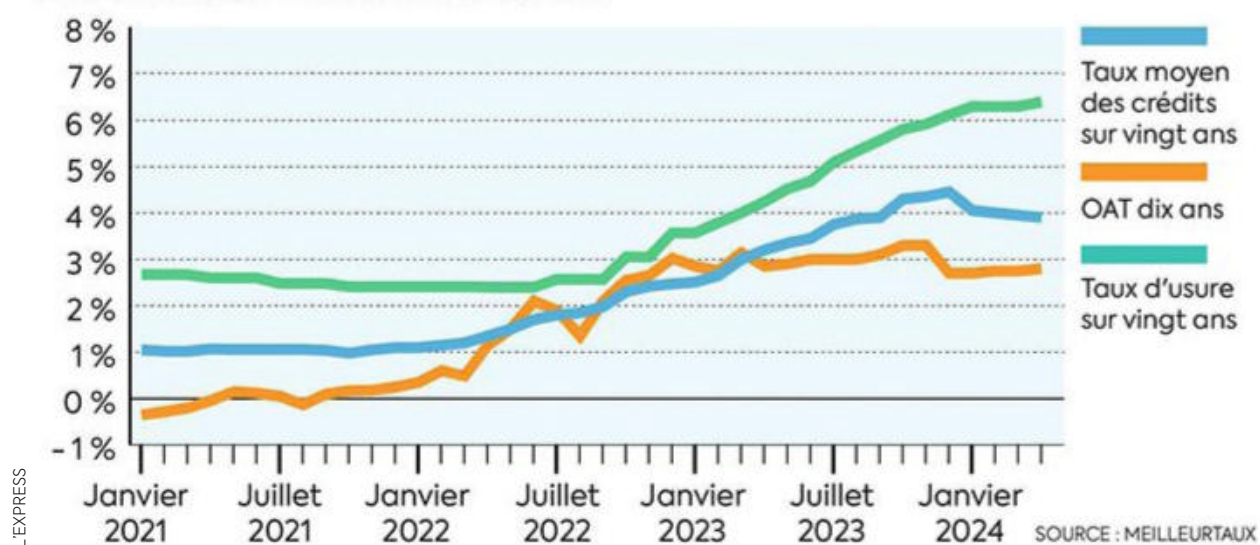
RELANCE

Crédit immobilier : les banques sont de retour

A l'affût de clients dans un marché très calme, les établissements bancaires baissent leurs taux d'emprunt pour séduire les meilleurs profils.

PAR AGNÈS LAMBERT

Les taux commencent à fléchir



Les taux des crédits immobiliers reculent enfin ! En moyenne, à vingt ans, ils s'établissaient à 3,9 % début avril, d'après le courtier Meilleurtaux, contre 4,35 % en novembre 2023, au pic du phénomène. « Le recul observé depuis le début de l'année se confirme, avec des barèmes en baisse de 0,15 point en moyenne par rapport à mars, selon les profils et les durées », note Maël Bernier, la porte-parole de Meilleurtaux. C'est un vrai bol d'air pour les emprunteurs : ils économisent 11 104 euros sur le coût total d'un crédit de 200 000 euros sur vingt ans, hors assurances, par rapport à novembre.

Ce n'est pas la seule bonne nouvelle : la concurrence joue désormais à plein, alors que certains réseaux ne prêtaient plus l'an

dernier. Ils sont tous de retour sur le marché grâce au repli de l'emprunt d'Etat français – l'obligation assimilable du Trésor (OAT) – à dix ans, le point de référence utilisé pour fixer le coût du crédit. L'OAT s'est installée sous le seuil des 3 % depuis le début de l'année, contre 3,5 % à l'automne, incitant les banques à relancer cette activité dans de bonnes conditions. « Il faut entre 1 point et 1,5 point d'écart entre l'OAT dix ans et le taux d'un crédit immobilier pour que la banque dégage une marge », indique Cécile Roquelaure, directrice des études d'Empruntis.

La balle est désormais dans le camp des emprunteurs. « Pour les acheteurs situés dans leur cœur de cible, certains établissements sont prêts à proposer des décotes de l'ordre de 0,2 à 0,4 % par rapport au barème affiché », constate Sandrine Allonier,

porte-parole de Vousfinancer. Les couples de primo-accédants en début de carrières prometteuses ou encore les professions libérales ont donc les cartes en main pour obtenir une ristourne.

Le marché sort enfin de sa torpeur. Il était temps : la production de crédit à l'habitat pour les particuliers, hors renégociation, se limite à 118 milliards d'euros sur un an à la fin de février 2024, d'après la Banque de France, contre plus de 200 milliards d'euros en 2021 et 2022. « C'est le bon moment pour acheter, car, le marché immobilier étant calme, les acquéreurs peuvent négocier non seulement le prix du bien mais aussi le taux de leur crédit », complète Sandrine Allonier.

Cette nouvelle donne n'empêche pas les banques d'être précautionneuses : les emprunteurs doivent respecter le sacro-saint taux d'endettement maximal de 35 %, fixé par le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF). Les établissements ont certes le droit de déroger à ce critère à hauteur de 20 % de leur production de crédit, mais ils ne se servent pas à plein de cette marge de manœuvre. « Ils préfèrent éviter d'utiliser cette dérogation, car elle est compliquée à gérer », confirme Caroline Arnould, directrice générale de Cafpi. Le député (Renaissance) Lionel Causse a d'ailleurs déposé une proposition de loi permettant d'assouplir les règles du HCSF, qui sera examinée par l'Assemblée le 29 avril.

Autre nouveauté, les primo-accédants sans apport peuvent désormais accéder au financement, alors qu'ils trouvaient porte close l'an dernier. « C'est faisable en province, dans des régions où les prix de l'immobilier ne se sont pas envolés ces dernières années, car le risque de baisse de prix est dans ce cas limité », précise Cécile Roquelaure, d'Empruntis. Il s'agit pour les prêteurs d'éviter qu'en cas de revente très rapide du bien, à la suite d'une séparation ou d'une mutation professionnelle, le prix ne couvre pas le capital restant à rembourser si le marché s'est dégradé.

La décrue des taux des crédits devrait se poursuivre les prochains mois, dans un contexte de détente des taux directeurs de la Banque centrale européenne, anticipée à partir du mois de juin. « Le taux moyen des crédits sur vingt ans devrait se situer entre 3 % et 3,3 % à la fin de l'année, soit 1 point de moins que fin 2023 », anticipe Caroline Arnould. Cela donnera encore un

peu plus de pouvoir d'achat aux emprunteurs. Ainsi, une mensualité de 1000 euros, hors assurances, permettra, dans quelques mois, d'emprunter 180 000 euros à 3 %, contre seulement 160 000 euros en novembre 2023 à 4,35 %. « Ceux ayant emprunté au plus haut pourront alors réfléchir à renégocier leur crédit », ajoute la directrice générale de Cafpi. Il faut en effet un différentiel de 1 point entre l'ancien et le nouveau taux pour que l'opération soit rentable. ★

Impôts

Prélèvement à la source : taux solo ou duo?

Les couples peuvent choisir un taux d'imposition commun ou individualisé. Mais attention à préserver les intérêts de chacun.

« En amour, on ne compte pas », dit l'adage populaire. C'est pourtant ce que fait Bercy, lorsque vous déclarez vos impôts, pour calculer votre taux de prélèvement à la source. Tout en précisant désormais : « Afin de prendre en compte les différences éventuelles de niveaux de revenus au sein du couple, les conjoints peuvent, s'ils le souhaitent, opter pour un taux de prélèvement individualisé en fonction des revenus respectifs. » En effet, la conjugalité de l'imposition étant à la base de notre système fiscal, la discussion reste encore d'ordre privé. Charge à chacun de veiller à ses intérêts.

Pour prendre la bonne décision entre taux commun au couple ou individualisé, il faut savoir d'abord que ce choix n'a aucun impact sur le montant global de l'impôt.

« Un taux d'imposition commun à deux concubins pacsés, ou à deux personnes mariées, n'entraîne aucune optimisation fiscale à l'échelle du ménage, confirme Géraldine Métifeux, associée gérante du cabinet de gestion de patrimoine Alter Egale. Il sert simplement à s'aligner sur le régime marital par défaut de la communauté de biens. »

Le taux n'est donc qu'une simple clé de répartition. Garder le taux mutualisé relève du bon sens si les dépenses et les ressources sont mises en commun. Or le régime de la communauté de biens, même dans le cadre du mariage, devient de plus en plus rare. Pour suivre cette évolution sociétale, et pour être moins discriminant envers les femmes, qui ont souvent le plus bas revenu, le taux personnalisé sera proposé par défaut dès l'année prochaine.

« Même avec un taux individualisé, le conjoint le plus aisé reste fondamentalement gagnant », note toutefois Lise Chatain, professeure à l'université de Bourgogne, où elle codirige le master de droit fiscal. Quelle que soit l'option choisie, l'assiette fiscale du ménage est mise en commun pour le calcul de l'impôt. Plus les revenus sont inégaux entre conjoints, plus il est fiscalement avantageux d'être en couple pour celui qui gagne le plus... même avec un taux individualisé.

« S'ajoutent aussi d'autres inégalités dont les couples ont rarement conscience, poursuit Lise Chatain. Ainsi, les revenus fonciers, même si le patrimoine n'est détenu que par un seul des deux conjoints, sont divisés en deux lors du calcul de ce taux personnalisé. » Si la mise en place d'un taux individualisé par défaut l'année prochaine est une avancée qui a le mérite d'exister, elle ne met pas un point final au débat sur l'argent et l'imposition au sein des couples. ★

MORGANE REMY

PLACEMENTS

Diversifier son PEA à moindre coût

Un ETF permet de s'exposer aux actions internationales.

Mêler les atouts du plan d'épargne en actions (PEA) avec le potentiel de performance et la diversification apportée par les actions internationales. Le gestionnaire d'actifs BlackRock a fait grand bruit en lançant début avril le support iShares MSCI World Swap PEA UCITS ETF.

Il s'agit d'un fonds indicel coté (ETF), éligible au PEA, dont le but est de reproduire fidèlement l'indice des actions mondiales, le MSCI World, constitué d'environ 1500 titres de 23 pays développés. Accessible à partir de 5 euros, il supporte des frais de gestion très limités de 0,25 % par an. Jusqu'à présent, seul Amundi proposait un ETF de ce type, avec 0,38 % de frais par an. Une concurrence bienvenue, qui devrait profiter à l'épargnant final en tirant les prix vers le bas.

« Au sein des PEA, les participations directes en actions européennes représentent la moitié des montants investis, tandis que seulement 20 % des ETF éligibles au PEA offrent une exposition aux actions internationales », indique la société de gestion. Cette enveloppe est une véritable oasis fiscale : les plus-values y sont exonérées d'impôt après cinq ans d'ancienneté du plan et ne sont soumises qu'aux seuls prélèvements sociaux (17,2 %).

Pour contourner les contraintes réglementaires du PEA – il est réservé aux actions européennes –, ces fonds utilisent un mécanisme financier consistant à échanger la performance de leur portefeuille physique, investi localement, contre celle d'un indice donné.

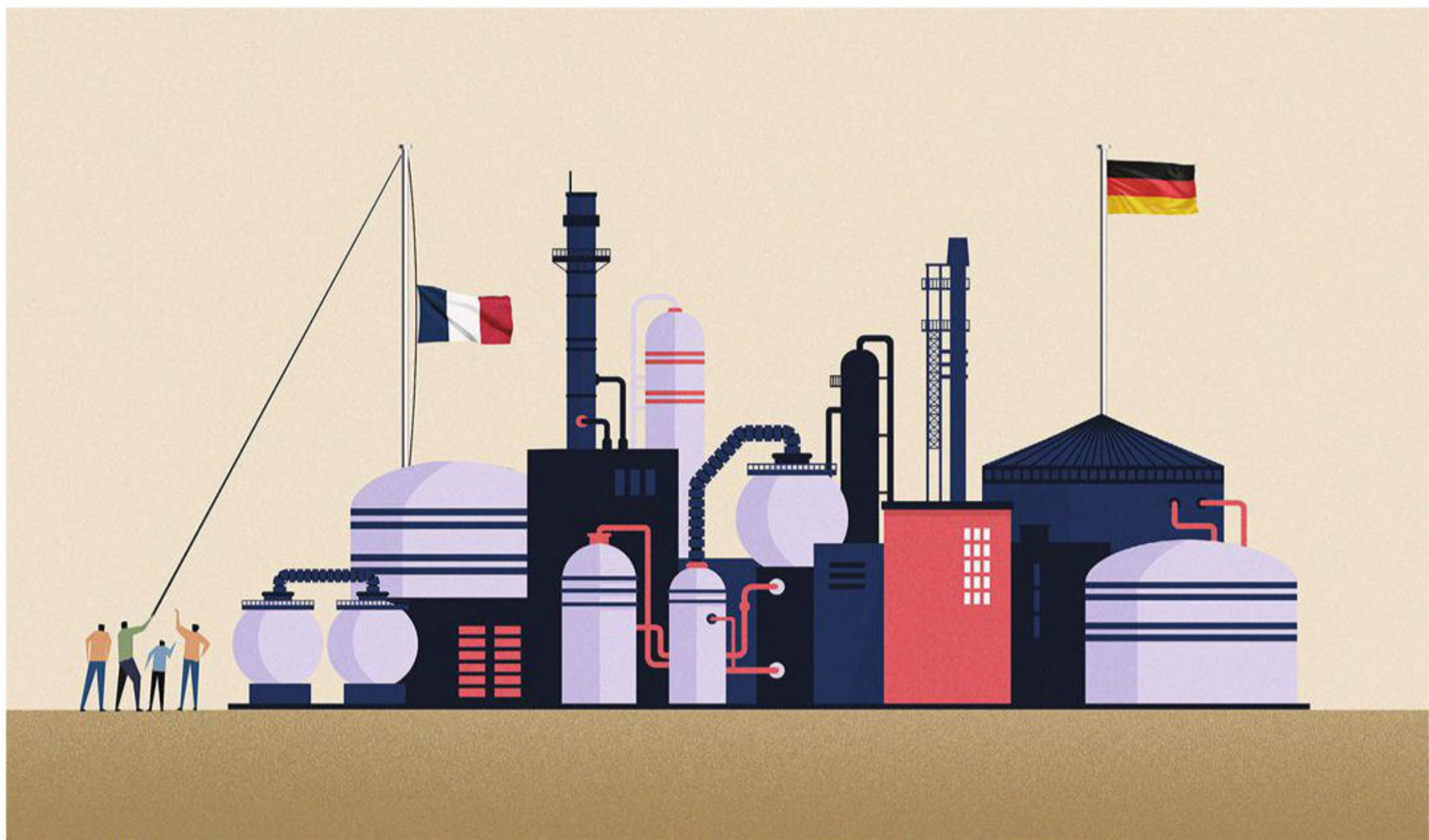
AURÉLIE FARDEAU

Le taux commun favorise celui avec les plus forts revenus

Exemple d'un couple salarié, sans enfant

	TAUX DE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE		DIFFÉRENCE D'IMPÔT AVEC UN TAUX COMMUN	TAUX EN CAS DE DIVORCE ET SÉPARATION
	TAUX COMMUN	TAUX INDIVIDUALISÉ		
Conjoint A Salaire de 100 000 euros net imposable	16,7 %	20 %	Gain de 3 300 euros	21,1 %
Conjoint B Salaire de 30 000 euros net imposable	16,7 %	5,5 %	Perte de 3 300 euros	5,5 %

SOURCE : SIMULATEUR DE L'ÉTAT



GETTY IMAGES/ISTOCK - L'EXPRESS

FUSION-ACQUISITION

Quand les Français font leur marché en Allemagne

Les rachats d'entreprises menés outre-Rhin ont fortement cru en 2023. Un phénomène lié à la pyramide des âges.

PAR JULIE THOIN-BOUSQUIÉ

Acheter une entreprise en Allemagne, un parcours du combattant ? Ce n'est pas le directeur des fusions-acquisitions du groupe coopératif agricole breton Eureden qui dira le contraire. « J'ai travaillé dans trois ETI françaises, où j'ai toujours fait des rachats à l'international. Et nous nous sommes toujours cassé les dents en Allemagne », admet Cédric

Lombard dans un éclat de rire. Jusqu'en septembre dernier, date à laquelle son employeur actuel – 8 500 salariés et 3,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires au compteur – a acquis Ovofit.

Nichée au cœur de la campagne bavaoise, à une heure de route de Munich, la PME familiale de 150 salariés produit depuis un demi-siècle des préparations à partir d'œufs qu'elle poche, frit, transforme en omelettes ou en pancakes. Des

mets qu'elle commercialise bien au-delà de ses frontières, comme sait si bien le faire l'industrie allemande. « Nous connaissons Margit [Kurz-Rothmaier, la dirigeante actuelle de la société] depuis une dizaine d'années, au gré de nos rencontres lors de salons professionnels. Dans notre stratégie de croissance externe, nous avons ciblé l'Allemagne pour sa proximité géographique et fait d'Ovofit notre cible prioritaire. Mais je reste surpris qu'ils aient été aussi attirés par des Français », s'étonne encore Cédric Lombard, sept mois après l'annonce du rachat.

Les acquisitions menées par des sociétés françaises en Allemagne sont pourtant loin d'être des opérations isolées. Pour Olivier Lorang, l'un des directeurs du cabinet de conseil britannique PwC en France, elles ont même été rarement aussi nombreuses : à tel point qu'il fait de 2023 une « année record ». « Tous types de deals confondus, que ce soient des acquisitions classiques, du private equity ou du LBO [des investissements dans des sociétés non cotées et des rachats d'entreprises via de la dette], 130 opérations ont été réalisées par des acteurs français en Allemagne en 2023, contre 98 l'année précédente. Le

niveau reste loin de celui des premiers investisseurs du pays, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui mènent plusieurs centaines d'opérations chaque année. Mais il est inédit depuis au moins dix ans. Cela reflète l'attractivité de l'Allemagne, malgré un contexte économique peu favorable », considère l'expert.

Comment expliquer un tel bond ? Les secousses successives des dernières années ont plongé dans la tourmente quelques industriels du très envié *Mittelstand*, créant des opportunités pour les repreneurs. Ebranlé par le Covid qui a cloué au sol la flotte mondiale d'avions et stoppé la production de nouveaux appareils, le spécialiste rhénan des intérieurs de cabines EIS Aircraft a été repris à la barre du tribunal par un acteur financier allemand. Deux ans plus tard, ce même investisseur l'a revendu au plasturgiste normand Demgy. Une opération dont se félicite son dirigeant, Pierre-Jean Leduc. « Cette opportunité de reprise convergeait avec notre stratégie. Nous avons tout intérêt à faire croître notre activité dans

43 % des structures familiales vont se heurter à la question de la transmission

l'aéronautique : les carnets de commandes des constructeurs sont pleins pour les dix années à venir. L'opération nous permet également de nous hisser au rang de fournisseur de rang 1, et non 2 comme cela a été historiquement le cas pour Demgy », relate le chef d'entreprise.

A en croire les observateurs, le bond des opérations menées auprès de sociétés allemandes tient moins aux soubresauts de l'économie qu'à des enjeux de succession. Publiée en janvier, une étude de l'Institut de recherche économique munichois Ifo conclut que 43 % des entreprises familiales allemandes se heurteront dans les trois ans à venir à l'épineuse question de la transmission de la société elle-même, ou de ses parts... Sans forcément disposer de solution. En se basant sur les mêmes données, une autre enquête estime que 42 %

des structures interrogées n'ont pas encore identifié de successeur dans la famille fondatrice. Un vrai souci pour le pays, tant les PME pèsent lourd dans son économie. « Leur poids est très significatif. On compte plus de 400 000 PME en Allemagne : leur nombre est deux fois plus élevé qu'en Italie et trois fois plus qu'en France. En parallèle, beaucoup d'entrepreneurs ont aujourd'hui entre 55 et 70 ans, ce qui accélère les problématiques de succession », confirme depuis Francfort Markus Geiger, le responsable de la dette privée pour le groupe financier franco-allemand Oddo BHF.

Le fabricant Icape en sait quelque chose. Pris dans une fièvre d'acquisitions, ce négociant en circuits imprimés des Hauts-de-Seine a assis sa place sur le marché allemand en acquérant non pas un, mais deux concurrents l'année dernière : HLT et Princitec. « La plupart des entreprises que nous ciblons ont vu le jour dans les années 1990, quand la délocalisation de la production de circuits imprimés a débuté vers l'Asie. Leurs fondateurs travaillaient souvent dans les usines et se sont reconvertis dans le négoce. Dans les acquisitions que nous avons menées, aucun dirigeant n'était parvenu à identifier un repreneur. Tous ont préféré s'associer à nous pour assurer la continuité des activités », témoignent la directrice de la stratégie, Shora Rokni, et le nouveau directeur général d'Icape, Yann Duigou.

Le scénario est le même pour la PME bavaroise Ovoid, tombé dans les bras d'Eureden. « Beaucoup d'acteurs dans le secteur automobile sont à vendre en raison d'un ralentissement du marché en Allemagne, et parce que la troisième génération n'a pas envie de relever le défi qu'ont mené les parents et les grands-parents », croit savoir de son côté Pierre-Jean Leduc, qui a lui-même repris Demgy en 2004 sans être issu de la famille des anciens propriétaires.

Territoire de naissance de BMW, resté l'un des grands fiefs de la voiture made in Germany, la Bavière alerte sur cet enjeu autour de la transmission des PME. Il y a deux ans, le n° 2 du gouvernement régional, Hubert Aiwanger, jugeait que « la réussite du changement de génération [était] d'une importance fondamentale pour le maintien de l'épine dorsale économique » du Land. Peut-être se fera-t-elle avec le concours d'entreprises françaises. ★

Recyclage

En Angleterre, Suez mise sur l'impact social

Le groupe prolonge un gros contrat avec Manchester. Il a créé en 2022 plus de 300 millions de livres de valeur pour la communauté locale.

En ce matin de printemps, les intempéries mettent le trafic ferroviaire anglais à rude épreuve. Mais, en dépit des annulations de trains en cascade, Sabrina Soussan, la PDG de Suez, affiche un flegme très britannique. Il faut dire que les dernières nouvelles sont bonnes : l'agglomération de Manchester vient de prolonger de huit ans les contrats qui la lient jusqu'en 2026 avec le groupe français. Celui-ci gèrera les déchets de la ville et de ses environs jusqu'en 2034. Une manne financière estimée à plus d'un milliard de livres (1,16 milliard d'euros). De quoi éloigner un peu plus le mauvais souvenir de l'OPA lancée par Veolia en 2021, générant un rétrécissement important du groupe.

Au comté métropolitain du Grand Manchester, un rapport d'évaluation daté du 15 décembre 2023 souligne les progrès constants accomplis par le « nouveau Suez » au cours de la période récente. « Depuis la signature des contrats en 2019, nous avons vu les taux de recyclage progresser, ce qui fait de notre région urbaine l'une des plus performantes du pays. Nous sommes en bonne voie pour que moins de 1 % des déchets que nous traitons soient mis en décharge », précise un porte-parole.

Si Manchester se montre aussi enthousiaste vis-à-vis du géant français, ce n'est pas seulement pour sa capacité à absorber efficacement 1,1 million de tonnes de détritus par an. C'est aussi en raison de son impact social. « De plus en plus, nos clients choisissent leur prestataire sur la base de nouveaux critères dont le but est de créer de la valeur sociale », confirme Sabrina Soussan. Dans le cas de Manchester, ces demandes comptaient pour 15 % dans l'évaluation finale des sociétés répondant à l'appel d'offres. Pour remporter le contrat, Suez s'est donc creusé les méninges. ►

► Comment le groupe a-t-il fait la différence par rapport à ses concurrents ? En créant un centre, unique en Europe, permettant de récupérer et de redonner vie à des centaines de milliers d'objets mis au rebut.

Vaste comme un terrain de football, ce hangar de 5 000 mètres carrés situé dans un quartier industriel de la ville a ouvert en 2021. Daniel Carolan, directeur du contrat GMCA (Greater Manchester Combined Authority) fait la visite. Ici, quinze jours de déchets issus d'une vingtaine de centres de collecte attendent sagement d'être traités par les employés du site : vélos, clubs de golf, meubles, téléviseurs... « Tous ces articles vont être réparés, nettoyés, rénovés et revendus sur Internet ou dans l'un des trois magasins de la région. C'est inouï de voir la quantité d'objets en bon état destinés à finir leur vie à la déchèterie. Lorsque nous avons commencé, nous craignons de ne pas en recevoir suffisamment, mais aujourd'hui nous en collectons plus que nous ne pouvons en traiter ».

Sur la partie droite de l'entrepôt, les objets rafistolés s'empilent sur des étagères. Ils n'y resteront pas longtemps vu leur prix : aspirateur Dyson à 35 livres, guitare Stratocaster à 75 livres. « En général, les produits sont proposés à la moitié du tarif neuf. Cela permet aux personnes disposant de peu de ressources d'en profiter. Mais les rabais peuvent être encore plus avantageux », confie un employé. Les recettes des ventes – plus d'un million de livres à date –, elles, financent en grande partie des associations caritatives.

« Certaines s'occupent des sans-abri. Mais nous avons bien d'autres façons de rendre service à la communauté. Par exemple, notre centre forme des apprentis et des bénévoles aux techniques de réparation. Nous nous déplaçons dans les écoles pour sensibiliser les plus jeunes à la bonne gestion des déchets. Nous avons même passé un partenariat avec certaines prisons. Grâce à l'un d'entre eux, nous remettons en état du matériel médical utilisé dans les hôpitaux avec des résultats aussi inattendus que spectaculaires : les prisonniers participant à ce programme voient leur taux de rechute dans la délinquance diminuer fortement », détaille John Scanlon, directeur général de Suez recycling & recovery pour le Royaume-Uni.

XXI^e siècle oblige, toutes ces initiatives sont suivies et mesurées grâce à un

algorithme sophistiqué. « La moindre heure de formation, les tonnes de déchets traités, la consommation de matériaux évitée grâce à la réparation..., tout est pris en compte de manière rigoureuse dans le programme. Ainsi, en 2022 nous savons que nous avons créé très exactement 366 721 673 livres de valeur sociale, avec un retour sur investissement de 3,55. En d'autres termes, pour une livre investie dans nos actions, nous en avons généré plus du triple pour la communauté, sous forme de gain économique, environnemental ou sociétal », explique Karen Thompson, responsable des partenariats et de l'engagement chez Suez pour le contrat GMCA. Convaincu de l'efficacité de ces initiatives, le groupe français vise désormais les 3 milliards de valeur sociale pour 2030 dans le pays. Un objectif en ligne avec le dynamisme du marché britannique.

« Ce n'est pas un hasard si ces pratiques sont aussi avancées au Royaume-Uni. Ici, les citoyens ont la *charity* dans les gènes. Ils sont tout le temps en train de lever des fonds pour une organisation caritative »,

**Au Royaume-Uni,
les citoyens
ont la *charity*
dans les gènes**

constate Sabrina Soussan. Pour autant, la France n'est pas en reste. Laurent-Guillaume Guerra, directeur des ressources humaines de Suez, confirme : « Nos clients français veulent aussi créer de l'impact. Il ne s'agit plus seulement de financer des associations, comme il y a vingt ans. » Ainsi, à la demande de la mairie de Bordeaux, Suez intègre depuis les années 2000 des personnes éloignées de l'emploi dans de petites activités de ramassage de cartons ou de mégots, qui sont ensuite traités en usine.

A Montauban, où la mairie souhaite baisser fortement les quantités de déchets dans les années qui viennent, le groupe a investi dans une recyclerie, un centre de réparation et une start-up spécialisée dans l'économie circulaire. De quoi soutenir 45 emplois. « Le centre que nous avons bâti à Manchester reste unique en raison de sa taille et de ses ramifications sociales. Mais nous développons, à plus petite échelle, ce genre d'initiatives dans une quinzaine de villes françaises. On peut ainsi gérer le dernier kilomètre de la collecte, tout en développant les pratiques de réinsertion. Tout le monde est gagnant », explique Laurent-Guillaume Guerra. « Ces initiatives se prêtent bien aux métiers du déchet. Mais on commence à les voir arriver aussi dans la filière eau, l'autre branche d'activité de Suez », complète Sabrina Soussan. Un savoir-faire unique, qui devrait encore faire mouche lors des prochains appels d'offres. ✱

SÉBASTIEN JULIAN



Un centre de 5000 mètres carrés consacré à la récupération et la réparation d'objets a ouvert en 2021 à Manchester.



Les 132 000 collaborateurs du groupe, présent dans 175 pays, sont concernés.

Audace

Michelin accélère sur les salaires

Le pneumaticien auvergnat promet à ses troupes un « salaire décent », ajusté selon les pays. Une initiative rare dans le CAC 40.

« Le 21 mai 1928, votre camarade Cartier trouve la mort en pénétrant sur une piste en marche. » En lettres noires sur fond jaune, l'épithaphe a survécu à la rouille : elle s'affiche encore sur une plaque de tôle surplombant les anciennes pistes d'essai Michelin, au nord de Clermont-Ferrand, berceau du pneumaticien. C'est ici, dans l'enceinte de Cataroux, abandonnée depuis vingt ans, qu'étaient testées jadis l'adhérence et la résistance des gommes, montées sur de lourds chariots. L'un d'eux fut fatal. Et le souvenir de ce Cartier hanta des générations d'ouvriers.

Si l'accident survenait aujourd'hui, sur l'un des 121 sites de production Michelin disséminés sur la planète, la veuve du malheureux ne serait plus livrée à elle-même : elle toucherait, a minima, l'équivalent d'un an de salaire réel du défunt, et ses enfants une rente d'éducation jusqu'à la fin de leurs études supérieures. Ce capital décès, valable partout dans le monde, est l'une des nouveautés dévoilées par le groupe. S'y ajoutent un congé maternité de quatorze semaines et un congé paternité de quatre semaines, payés à 100 %. Une couverture

santé couvrant, outre l'hospitalisation, les consultations et les soins ambulatoires – banale en France, précieuse en Inde. Ou encore l'instauration d'un « salaire décent » pour les 132 000 collaborateurs du groupe, parfois bien supérieur au salaire minimum en vigueur dans chacun des 175 pays où opère « Bibendum ».

Le montant de la « décence » est établi par un tiers, l'ONG Fair Wage Network. Prenant en compte les disparités de niveaux de vie par zone géographique, ce *living wage* est censé permettre à un seul individu de pourvoir aux besoins essentiels d'un couple avec deux enfants : se nourrir, se loger, s'habiller, se soigner, éduquer les petits et se constituer une épargne de précaution. A cette aune,

« Pour qu'un salarié s'engage, il doit pouvoir se projeter », déclare le président du groupe

aucun salarié de Michelin ne peut être payé moins de 39 600 euros par an à Paris – ou 25 200 euros à Clermont-Ferrand –, alors que le smic se situe à 21 200 euros. Idem à Pékin, où le salaire décent (69 300 yuans) est deux fois supérieur au salaire minimum.

C'est en 2021, à la sortie du Covid, que la direction, inquiète de cas individuels, décide d'ausculter tous ses bulletins de paye. Verdict : « 95 % des employés se situaient déjà au-dessus du salaire décent », indique Florianne Viala, la directrice des rémunérations. Restait donc à mettre quelques milliers de personnes à niveau. Ce qui fut fait les deux années suivantes. Début 2024, la certification *Global Living Wage Employer* décernée par l'ONG couronne l'initiative, encore rare dans le CAC 40. Florent Menegaux, le patron du groupe, en est fier. « Pour qu'un salarié s'engage, il doit pouvoir se projeter, dit-il. Or, c'est impossible s'il est en mode survie. » Un mot fort, qui a poussé le Premier ministre, Gabriel Attal, à réagir sur BFM TV et promettre des annonces « dans les prochains mois » pour « désmicardiser » la France.

Après L'Oréal et Danone, pionniers sur le sujet, la firme auvergnate s'offre donc une cure de modernité. Utile lorsqu'on doit attirer quelque 10 000 recrues par an, dans une industrie perçue comme vieillissante. Pour en vanter les atouts, et les défis, Florent Menegaux n'est jamais avare d'une formule : « Le pneu ? un composite qui change la vie », ou « L'entreprise, c'est d'abord une plateforme de développement humain ». Convaincant lorsqu'il dessine l'avenir, le chef des « bibs » l'est moins quand il convoque l'histoire pour justifier sa démarche. « Michelin, rappelle-t-il, fait de l'innovation sociale depuis sa création », en 1889. Crèche, école, clinique, maisonnette avec jardin : au tournant du XX^e siècle, l'ouvrier de la manufacture baignait dans la bienfaisance calculée des fondateurs, André et Edouard. Le prix de sa docilité au travail : les bavardages entre collègues, comme l'action syndicale, étaient sanctionnés. Ce paternalisme a façonné l'entreprise pendant des décennies. Il n'a pas grand-chose à voir avec l'audace dont elle fait preuve ici. Mais dans un groupe où le DRH met toujours un point d'honneur à se faire appeler « directeur du personnel », les fantômes du passé ne sont jamais bien loin. ★ **ARNAUD BOUILLIN**

COMMUNICATION

Les mines s'échinent à faire oublier *Germinal*

Pour progresser en Europe, les géants miniers se posent en « gardiens responsables des terres » et jouent la carte verte de la technologie.

PAR BAPTISTE LANGLOIS

L'image leur colle à la peau. Les puits de charbon, la suie, *Germinal*. A chaque réunion publique, les entreprises minières luttent contre la réalité dépeinte par Emile Zola : non, les mines n'ont plus rien à voir avec celles du XIX^e siècle, elles ne servent plus les mêmes objectifs. La fermeture, il y a vingt ans, des dernières houillères en France n'a pas aidé à conserver, si ce n'est une « tradition », une accoutumance de la population à l'exploitation du sous-sol.

Imerys s'en rend compte à Echassières, dans l'Allier, où le champion français des spécialités minérales veut ouvrir en 2028 une des plus grandes mines de lithium d'Europe. L'exécutif et les élus locaux défendent le projet, baptisé « Emili ». Habitants et écologistes s'inquiètent, eux, de l'impact environnemental et n'hésitent pas à le faire savoir lors du débat public ouvert début mars pour quatre mois.

En Serbie, le géant minier Rio Tinto a connu une opposition autrement bruyante et massive contre son projet de mine de lithium, encore plus grand que celui d'Imerys. Au point de pousser le gouvernement local à annuler, début 2022, les permis d'exploitation et à enterrer le programme. Pas assez profondément, à l'évidence, pour que la firme australo-britannique abandonne son projet Jadar et les centaines de millions d'euros déjà investis. Le temps semble jouer en sa faveur : le président serbe, Aleksandar

Vucic, a rencontré le patron de Rio Tinto en janvier pour rouvrir les discussions.

Il faut dire que, depuis deux ans, les enjeux autour des métaux critiques ont pris un poids immense dans la course à la transition énergétique. « Avant, c'était "vivons heureux, vivons cachés". Désormais, ces industries sont mises sur le devant de la scène parce qu'elles ont un intérêt stratégique, décrypte Sébastien Bourdin, professeur de géographie économique à l'EM Normandie. Elles surfent sur cette vague pour mettre en exploitation des gisements écartés pendant des années car plus au goût du jour. »

La crise des terres rares entre la Chine et le Japon, au tournant des années 2010, a été le révélateur de l'importance de l'approvisionnement en matières premières. « Il y a eu un effet de bascule, une prise de conscience de l'importance de la matérialité de la transition », note Brice Laurent, chercheur au Centre de sociologie de l'innovation de Mines Paris-PSL. Les entreprises minières, qui ne sont pas les seules à profiter de l'aspiration, « sont devenues des acteurs incontournables des politiques de transition », convient le sociologue. Le directeur général du projet Jadar de Rio Tinto, Chad Blewitt, l'explique

A Echassières (Allier), le vaste projet de mine de lithium d'Imerys, soutenu par Paris et les élus locaux, inquiète les habitants et les écologistes.

à L'Express : « Il n'y a pas de transition sans matériaux critiques : pour atteindre nos objectifs concernant le changement climatique, nous devons extraire des matières premières essentielles. Cela impose un approvisionnement européen consacré à la terre, davantage d'importations et plus de recyclage. Les trois sont nécessaires. »

Dans leur communication, les miniers jouent ainsi sur « deux arguments qui font mouche », relève Sébastien Bourdin. Le premier : le besoin impérieux de métaux pour la transition énergétique et numérique – du lithium ou du cobalt pour les batteries, des terres rares pour les éoliennes. Le second : il est de l'intérêt des pays de sécuriser leurs ressources. « L'Europe et la France doivent maximiser ce qu'elles peuvent réaliser à partir de leurs propres gisements », illustre Chad Blewitt. « En clair, si on ne veut pas être de nouveau frappé par une crise mondiale ou par l'inflation, il faut la jouer stratégique, donc produire sur le territoire plutôt qu'importer », analyse Sébastien Bourdin. C'est le pari de la loi sur les matières premières critiques, définitivement adoptée à la mi-mars par l'Union européenne. « Un



excellent début pour le continent, apprécie le dirigeant de Rio Tinto, même s'il manque encore des incitations économiques pour les industries minières. »

Ces dernières sont de plus en plus courtisées par les gouvernements. Rio Tinto a ainsi confirmé à L'Express mener des discussions avec Paris « pour une opportunité en France ». Mais convaincre les populations locales est loin d'être aussi aisé, surtout avec un historique de scandales environnementaux dans les bagages. Le secteur a donc fait évoluer son message et son lexique. Il est désormais question de mines « durables », « vertes » ou « responsables ». C'est ainsi qu'Imerys défend son projet dans l'Allier. « Il est impératif que la chaîne d'approvisionnement en métaux soit responsable de bout en bout, depuis l'extraction du minerai aux métaux contenus dans les batteries », insiste aussi le français Eramet. « Seules les meilleures mines survivront, celles aux normes les plus élevées. Notre vision doit tendre vers des impacts extrêmement marginaux sur l'environnement », défend Chad Blewitt.

Sébastien Chailleur, maître de conférences à Sciences Po Bordeaux, y voit une

« climatisation du discours, une forme de redéfinition des enjeux du passé au prisme du changement climatique ». Une manière, selon lui, de « justifier des activités considérées comme polluantes avec un versant "positif" ». Dès les années 1990, les compagnies canadiennes ont poussé pour faire émerger cette déclinaison du développement durable dans le cadre des

« Une manière de justifier des activités polluantes avec un versant "positif" »

activités minières. La notion a par la suite été largement reprise par différents acteurs, chacun à sa façon. En 2015, la démarche lancée par un certain Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie, s'appelait... « mine responsable ». Elle a échoué aussi vite que le « renouveau minier » de son prédécesseur, Arnaud Montebourg. « On ne sait toujours pas vraiment ce que

pourrait donner cette mine responsable en France. Les nouvelles modalités du code minier demandent à être mises à l'épreuve », soutient Sébastien Chailleur.

Pour prouver qu'ils peuvent être des « gardiens responsables des terres », dicit le responsable de Rio Tinto, les miniers avancent la carte technologique. Le temps de « l'exploitation minière moderne » est venu. « Nous disposons d'une technologie moderne qui a fait ses preuves, capable de contrôler instantanément la qualité de l'eau, de l'air, du bruit et les impacts sur la biodiversité », détaille Chad Blewitt. Il évoque aussi un programme à base de « technologie blockchain » développé par l'entreprise pour surveiller les émissions de ses divisions aluminium et cuivre, l'utilisation de drones et de l'IA. Bref, à des années-lumière de la vie de Maheu et Lantier au fond des mines de Montsou.

Le secteur progresse et s'échine à le montrer : davantage d'études en amont, de transparence, de dialogue. En Serbie, Rio Tinto a rencontré plus de 2 800 citoyens et membres d'ONG lors d'une centaine de sessions pour échanger sur son projet. Le débat autour de la mine d'Imerys, en France, est un autre exemple du besoin de faire adhérer la population, la fameuse « acceptabilité sociale ». Mais pour quel résultat ? « Les réunions publiques, c'est comme le bal des pompiers : ce sont toujours les mêmes qui dansent, assure Sébastien Bourdin. Elles ne font que mettre au jour les positions de chacun, sans les faire évoluer. » L'information est généralement descendante, ou perçue comme telle par les habitants. Quand ils n'ont pas le sentiment que la partie est jouée d'avance. « La pédagogie est souvent mal faite : on n'explique pas les enjeux supérieurs des projets », ajoute le professeur de l'EM Normandie.

« On échoue à se poser les questions fondamentales, confirme le sociologue Brice Laurent. Quelle transition veut-on ? Pour développer quelle technologie ? Au service de quel objectif collectif, de quelle transformation de la société ? » Impossible de traiter ces vastes sujets dans le seul périmètre d'un projet minier. Et il n'est pas dans l'intérêt des entreprises qui les portent de s'en emparer, devant elles-mêmes rassurer à la fois les populations... et leurs investisseurs. Une position délicate et des promesses parfois contraires, que la nouvelle com des miniers peine toujours à masquer. ✱



O. CHASSIGNOLE/AFP

CRYPTOGRAPHIE

L'informatique quantique sème la panique

Un jour, la puissance de calcul de ces ordinateurs d'un genre nouveau pourrait casser le système qui protège nos paiements et nos secrets militaires.

PAR GABRIEL THIERRY

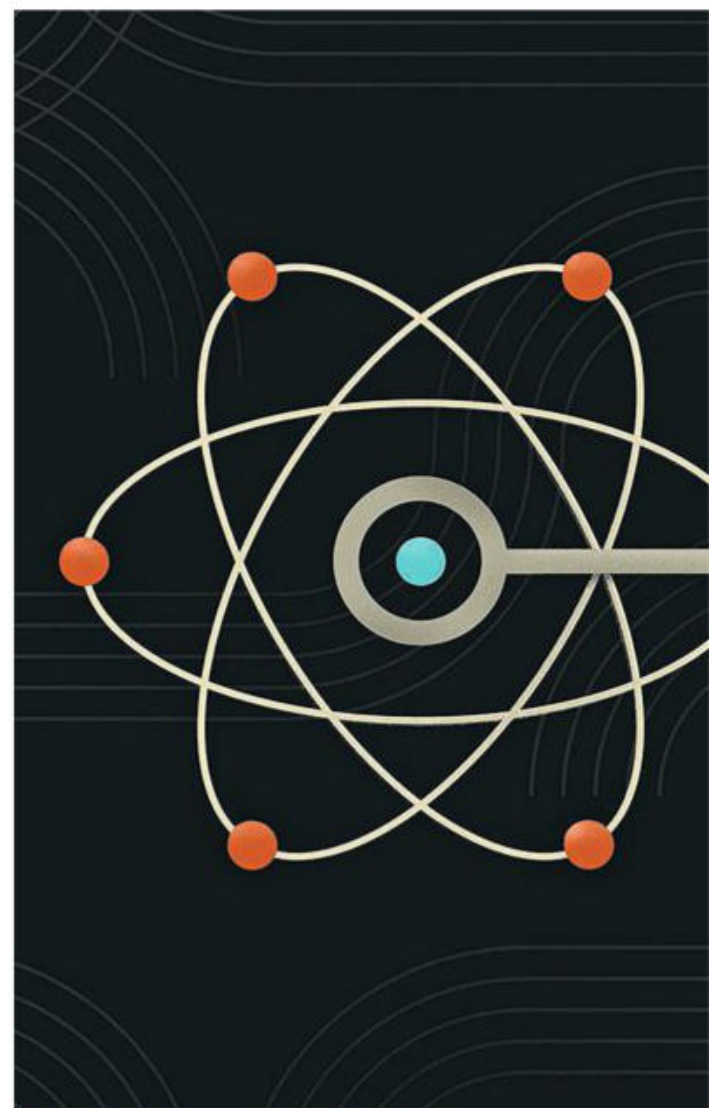
Les informaticiens adorent se faire peur avec de sombres échéances technologiques, tel le bug de l'an 2000. Avec le « Q-Day », ils sont servis. Ce terme désigne le jour où un ordinateur quantique sera suffisamment puissant pour ne faire qu'une bouchée des indispensables algorithmes de chiffrement à clé publique, pour l'instant intouchables par l'informatique traditionnelle. Cette prouesse aura alors des allures de séisme. « Cela fera s'effondrer tout un pan de la cryptographie, employée pour des choses que l'on utilise au quotidien », résume Vincent Strubel, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi). Au-delà des secrets diplomatiques ou militaires, le fonctionnement sécurisé d'Internet, les paiements électroniques ou encore les signaux de géolocalisation GPS reposent en effet sur les technologies de chiffrement. Une menace qui constitue un risque important pour la sécurité des Etats-Unis, en mettant sous pression son leadership technologique et scientifique, avait signalé Joe Biden dans un mémorandum, en mai 2022.

En réalité, les informaticiens ont en tête cette échéance fatidique depuis déjà près de trente ans. En 1994, le mathématicien Peter Shor, désormais professeur au Massachusetts Institute of Technology, à l'allure bonhomme de Père Noël, montre

qu'un ordinateur quantique, alors à ses balbutiements, pourrait casser le très populaire algorithme RSA. Ce système de chiffrement asymétrique – il existe une clé publique et une clé privée, liées mathématiquement – repose sur le calcul de deux grands nombres premiers multipliés entre eux. L'une des méthodes pour décrypter un message est donc de réaliser une factorisation, c'est-à-dire déterminer les nombres entiers utilisés. Une tâche extrêmement complexe pour les ordinateurs classiques, qui devraient tourner pendant une éternité pour trouver la clé.

L'informatique quantique, elle, « sait très bien attaquer ce genre de problèmes mathématiques », observe le chercheur Pierre-Alain Fouque, un spécialiste de la cryptographie. Une victoire par K.-O. obtenue grâce à un changement de paradigme. « Dans les ordinateurs classiques, l'information est décrite de manière binaire, avec des 0 et des 1, détaille Eleni Diamanti, directrice de recherche CNRS à Sorbonne-Université. Mais l'informatique quantique,

« Dans l'industrie, la migration des infrastructures prendra au moins cinq ans »



avec la superposition possible du 0 et du 1, permet d'accéder à des états intermédiaires et donc à un espace beaucoup plus riche. Cela permet d'accélérer certains calculs de façon très significative. »

La riposte à cette menace s'appelle le chiffrement post-quantique. Il s'agit en fait d'algorithmes capables de résister à cette puissance de calcul. Ce chantier stratégique a été ouvert il y a huit ans par le National Institute of Standards and Technology (Nist), une agence publique américaine, avec une compétition qui fait saliver les cryptographes du monde entier. L'enjeu ? Mettre en place les standards de chiffrement de demain. « Cela peut donner l'impression que l'Union européenne est à la traîne, mais les grands organismes de standardisation sont aux Etats-Unis », rappelle le député (Renaissance) Mounir Belhamiti.

En 2022, après avoir trouvé des failles dans nombre des 82 projets présentés, le Nist a prudemment sélectionné quatre propositions. La procédure peut sembler longue. Mais un algorithme choisi trop vite et finalement vulnérable serait un grave problème. Diversifier les problèmes mathématiques, avec plusieurs schémas de



LUC MELANSON

chiffrement différents, est aussi « une façon de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier », observe Pierre-Alain Fouque. Le chercheur est un des nombreux Français – on en trouve dans les quatre projets retenus – qui ont participé à la compétition. L'algorithme de signature sur lequel il a travaillé, Falcon, est ainsi fondé sur les réseaux euclidiens. Pour résumer à grands traits, il s'agit d'une sorte de problème géométrique dans une grande maille faite de centaines de vecteurs où il faut trouver le point le plus proche de l'origine.

Cocorico, la France a de nombreux atouts dans ce domaine. Outre une recherche « d'une extraordinaire vitalité », avait salué l'Anssi il y a quelques années, l'Hexagone compte des acteurs de poids qui suivent le sujet. Comme l'industriel Thales. L'entreprise dirigée par le polytechnicien Patrice Caine vient de prendre la tête d'un consortium pour mettre au point une solution de chiffrement post-quantique dédiée à la protection des communications. Les travaux de l'une des start-up embarquées dans ce consortium, CryptoNext Security, spécialisée dans les solutions logicielles, ont également permis, fin 2022, l'envoi d'un premier

message diplomatique français censé être inviolable, même avec un ordinateur quantique. Il faut dire que le marché du post-quantique promet d'être juteux. Il est estimé à 10 milliards de dollars d'ici à 2030 par le Boston Consulting Group.

En attendant de futurs contrats, cet écosystème est alimenté par une partie du 1,8 milliard d'euros publics et privés débloqués dans le cadre de la stratégie nationale quantique lancée en 2021. La cryptographie post-quantique est en effet l'un des cinq objectifs de ce plan gouvernemental. Un domaine où l'implémentation sera clé. « Elle doit être robuste et efficace, car même si les algorithmes sont parfaits, il existe d'autres menaces », détaille Bernhard Quendt, le directeur technique de Thales. Le secret du chiffrement peut, par exemple, être dévoilé en analysant le rayonnement électromagnétique d'une puce. Celle-ci doit être résistante à l'injection de fautes, cette façon de la faire parler en la faisant dérailler. Les nouvelles solutions doivent aussi être adaptées aux besoins de l'industrie et suffisamment performantes pour équiper des téléphones ou des cartes. Le chiffrement post-quantique devra enfin être utilisé

avec les algorithmes actuels, une hybridation jugée plus sûre.

Cette débauche d'énergie ne servira peut-être... à rien. Car il n'est pas absolument certain que l'on soit capable un jour de concevoir un ordinateur quantique suffisamment puissant pour faire tourner l'algorithme de Shor. « Certains experts parlent de 2030 ou 2035, d'autres de beaucoup plus tard », convient Florent Grosmaître, PDG de CryptoNext Security. Condor, ce processeur quantique de 1121 qubits (ou bits quantiques) du géant de l'informatique IBM, n'a ainsi pas les muscles pour casser les algorithmes de chiffrement actuels. Il en faudrait vraisemblablement beaucoup plus, de l'ordre du million de qubits. Or les scientifiques butent sur un écueil. Plus ils rassemblent des qubits, plus ils obtiennent des erreurs. L'industrie a cependant réalisé des progrès rapides ces dernières années. « C'est comme pour l'IA, cela pourrait arriver plus vite qu'on ne le pense », avertit Bernhard Quendt. Car les investissements dans l'informatique quantique sont là. Ces machines du futur pourraient doper nos prévisions météorologiques ou la recherche médicale. S'il « est très peu probable que l'on arrive à faire un très grand ordinateur quantique de façon monolithique, la recherche débouchera sans doute sur des architectures modulaires interconnectées », prévient Eleni Diamanti.

Une course qui pourrait prendre tout le monde de vitesse. « Dans l'industrie, les plans de migration des infrastructures prendront de cinq à dix ans, voire plus », compte Florent Grosmaître. A l'échelle militaire, les décennies filent également vite pour les programmes d'armement complexes comme un porte-avions ou un sous-marin. Des équipements dont les pouvoirs publics veulent garder les secrets le plus longtemps possible. Cette menace est résumée dans une formule « *Harvest now, decrypt later* ». Comprendre par là que des Etats pourraient avoir déjà commencé à amasser des bases de données chiffrées en attendant de pouvoir les percer à jour. Une perspective déjà intégrée par la fondation Signal, qui gère la messagerie sécurisée du même nom. Depuis septembre dernier, par prudence, elle passe désormais à la moulinette post-quantique les messages de ses utilisateurs. Un saut également fait, quelques mois plus tard, par Apple pour ses iMessages. Q-Day ou pas, leurs secrets seront bien gardés. ✱

Innovation

Philippe Aghion : « L'IA ne va pas créer de chômage de masse »

Les emplois entièrement automatisables sont en réalité assez rares, explique le coprésident de la commission de l'intelligence artificielle.

Personne n'est à l'abri. Les intelligences artificielles génératives ont les dents qui rayent le plancher. Elles vont prendre nos emplois. Voilà le genre de messages catastrophistes qui se répandent depuis des mois, alimentés par des annonces chocs de licenciements mis sur le compte de l'IA. La réalité est beaucoup plus rassurante, affirme l'économiste spécialiste de l'innovation Philippe Aghion, professeur au Collège de France et coprésident de la commission de l'intelligence artificielle. La première raison à cela ? « Les emplois correspondent à un ensemble de tâches, or 5 % seulement d'entre eux devraient voir l'essentiel de leurs tâches automatisées par l'IA, et peuvent de ce fait être menacés. Dans la majorité des cas, les emplois vont être valorisés, car une partie seulement des tâches qui les composent – les plus rébarbatives – seront automatisées, ce qui permettra aux employés d'être plus créatifs et performants sur les autres tâches », explique-t-il à L'Express.

Un « effet de productivité »

Si les présentations et les e-mails sont plus rapides à faire, les professionnels peuvent affiner les idées exposées dedans. Consacrer plus de temps aux clients, grâce aux IA qui se chargent à leur place de prendre des notes ou de fouiller des bases documentaires. « Les entreprises françaises qui adoptent l'IA créent plus d'emplois que les entreprises similaires qui ne l'adoptent pas. Cela est dû à un « effet de productivité » : les premières réduisent leurs coûts de production et deviennent plus compétitives. Ce qui leur permet d'améliorer le rapport qualité-prix de leurs produits. Elles en vendent donc davantage, grossissent et, par conséquent, embauchent plus que les autres. » Est-ce à dire qu'une petite portion d'entreprises innovantes se développe au prix d'une destruction d'emplois plus grande chez leurs concurrentes ? Non, suggèrent de



Une révolution à même de « réinsuffler du bonheur au travail », assure l'économiste.

premières études rassurantes : l'effet positif s'observe à l'échelle du secteur, pas uniquement de quelques pionniers. « L'IA ne va pas créer de chômage de masse. Pas plus que la machine à vapeur, l'électricité ou les robots ne l'ont fait avant elle. Toutes les révolutions technologiques ont suscité de vives inquiétudes. D'où le mouvement des luddites, au XIX^e siècle, ou l'émergence de l'idée, agitée en 2017, de taxer les robots. Ces craintes ne se sont néanmoins jamais concrétisées, précisément à cause de l'effet de productivité », souligne Philippe Aghion. D'autant que ces innovations s'accompagnent de la création de nouvelles professions, telles que celle de *data scientist*, parfaitement exotique dans les années 2000 et aujourd'hui si prisee. Tout n'est pas rose, bien sûr, dans le nouveau monde de l'IA. Les travailleurs free-lance risquent de pâtir davantage de cette transformation que les autres. Et certaines professions seront chamboulées.

« Perspectives de croissance »

Si l'IA classique avait incité les entreprises à embaucher des profils plus diplômés et plus techniques, l'IA générative devrait, toutefois, lisser les inégalités : ce sont les moins qualifiés et les moins productifs qui en tirent les plus importants gains de productivité. Dans l'ensemble, l'intelligence artificielle devrait rendre la France plus prospère et l'aider à renouer avec des taux de croissance élevés, précise le rapport de la commission de l'IA. En dix ans, elle pourrait faire croître le PIB tricolore de 250 à 420 milliards d'euros, soit autant que la valeur ajoutée de toute l'industrie. « Comme les précédentes révolutions technologiques, celle de l'IA augmente notre capacité de produire des biens et des services. Mais la singularité de l'IA, et particulièrement de l'IA générative, c'est qu'elle augmente également la productivité dans la conception de nouvelles idées. Ce qui ouvre des perspectives d'accélération de la croissance bien plus grandes qu'avant. Mais il y a des obstacles à la croissance, à commencer par l'absence de concurrence dans les segments en amont de la chaîne de valeur de l'IA : la puissance de calcul, le cloud, les données sont entre les mains d'un tout petit nombre d'entreprises superstars », pointe l'économiste.

« Engager des investissements »

Les bénéfices de l'IA ne tomberont donc pas du ciel. La France a de nombreux atouts, mais aussi de nombreux chantiers à mener. « L'IA est un cheval fougueux qui peut nous apporter beaucoup si nous le dirigeons bien, d'où l'importance de mettre en place des politiques de formation, de marché du travail et de concurrence adéquates, et d'engager des investissements conséquents », précise Philippe Aghion. La commission de l'IA préconise ainsi que la France investisse 5 milliards d'euros par an pendant cinq ans dans ce domaine. Et qu'elle mène un vrai dialogue social. « Le débat sur les retraites l'a montré : il y a un malaise au travail qui est ignoré depuis trop longtemps. L'IA peut aider en automatisant les tâches rébarbatives et en aidant les salariés à mieux connaître leurs droits et à plus participer à la gestion de leurs entreprises. Elle peut réinsuffler du bonheur au travail. » ✳

**PROPOS RECUEILLIS
PAR ANNE CAGAN**

VOUS CONNAISSEZ L'HISTOIRE DE LA RADIO QUI FAIT MARRER TOUS LES FRANÇAIS MAIS PAS LES AUTRES RADIOS ?



- > 1,5 MILLION D'AUDITEURS QUOTIDIENS
- > +270 000 NOUVEAUX AUDITEURS QUOTIDIENS EN UN AN⁽¹⁾
- > UNE ANNÉE DE PROGRESSIONS CONTINUES⁽²⁾

**LES
STARS
DU
RIRE**

**RIRE
& CHANSONS**

INCIDENCE PRÉCOCE

Une épidémie de cancers chez les jeunes, vraiment ?

Des articles de presse font état d'une hausse inquiétante des tumeurs touchant les moins de 50 ans. La réalité est plus complexe. Explication.

PAR ANTOINE BEAU

Aucune ride ni même de cheveux blancs, mais déjà une tumeur. Avant la princesse de Galles, Kate Middleton, de nombreuses célébrités ont été frappées par un cancer dans la fleur de l'âge, faisant les gros titres des médias. Comme la journaliste de France Info Clémentine Vergnaud, qui a témoigné dans un podcast de son combat d'un an et demi contre la maladie qui l'a emportée l'année dernière, à 31 ans. Ou sa consœur de BFMTV Virgilia Hess, 34 ans, brusquement disparue de l'antenne pour subir un traitement de chimiothérapie.

Chaque fois, l'âge des malades surprend. Ne dit-on pas que ces pathologies au développement le plus souvent très lent surviennent surtout au-delà de la cinquantaine ? La star de la télé-réalité française Caroline Receveur a elle aussi été touchée l'année dernière, à 36 ans seulement. L'actrice américaine Olivia Munn est à peine plus vieille : 43 ans. Son cancer était « agressif » : elle a dû se faire retirer les deux seins. Chadwick Boseman, connu pour son rôle dans *Black Panther*, avait le même âge. Il est décédé en 2020.

Les exemples s'accumulent tellement que certains oncologues n'hésitent plus à parler d'« épidémie » chez les moins de

50 ans. Les principales institutions chargées du suivi des cancers en France – l'Institut national du cancer et Santé publique France – sont pourtant formelles : il n'y en a pas, ni dans l'Hexagone ni à l'échelle de la planète. En cause : une mauvaise interprétation chronique des chiffres sur le sujet, et plus particulièrement d'une étude, très régulièrement relayée depuis sa parution, en septembre 2023, dans le *British Medical Journal* (BMJ).

Selon cet article scientifique, le nombre de tumeurs apparaissant avant 50 ans a bondi de 79 % en trente ans. Le chiffre est agité partout. Sauf qu'en l'état il n'est pas possible de l'utiliser pour juger de la diffusion de ces maladies. Car la population a aussi grimpé sur la même période, de plus de 50 %, ce qui fausse le calcul. De même, impossible de tirer des conclusions à partir d'une moyenne mondiale : l'exposition aux cancérigènes et les moyens de s'en prémunir varient grandement d'un pays à l'autre. L'article ne détaille par ailleurs ni ce qu'il se passe dans les autres catégories de la population ni les évolutions des différentes politiques de dépistage dans le monde. Or plus on teste tôt, plus on trouve des cancers tôt, comme le rappelle une analyse scientifique publiée dans la revue *Nature* en 2022.

Ainsi, si l'étude du BMJ n'est pas fausse, elle n'apporte pas la réponse à la question de l'évolution du « risque » de cancer chez les jeunes. Reste que, avec toutes ces stars malades jeunes, la question mérite d'être posée : ce risque est-il en train d'évoluer ? « A ce stade, les données à notre disposition ne permettent pas de conclure dans ce sens », tranche Catherine Hill, épidémiologiste à Gustave-Roussy, agacée de voir que la plupart des articles scientifiques cités se gardent bien de comparer leurs chiffres avec ceux des autres classes d'âge.

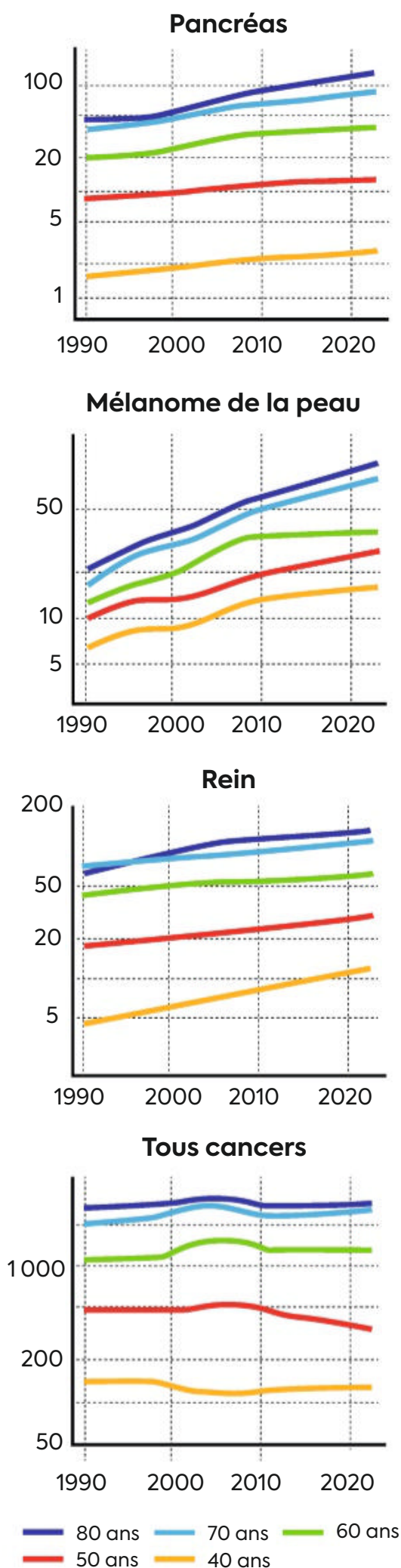
Il suffit pourtant d'ouvrir le dernier bulletin épidémiologique de Santé publique France, principale source sur le sujet dans l'Hexagone. Toutes les courbes s'y superposent, peu importe l'âge. Le cancer du sein explose chez les jeunes ? Il augmente autant chez les plus de 50 ans. Et ainsi de suite : « Quand ça grimpe, ça grimpe partout », résume Catherine Hill. Même lorsqu'on dessine une courbe prenant en compte tous les cancers nationaux, chez la femme et chez l'homme, le constat reste identique : « Il n'y a pas de dynamique spécifique chez les jeunes », indique-t-elle.



A 36 ans, l'influenceuse Caroline Receveur a annoncé sa maladie sur les réseaux sociaux.

Des tendances comparables, à tous les âges

Evolution de l'incidence en France métropolitaine depuis 1990 chez l'homme, par âge



Exit, donc, le mal mystérieux qui s'abattrait sur les jeunes en particulier, un peu partout dans le monde. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'alerte sur certains cancers. La plupart s'expliquent assez facilement par une recrudescence des comportements à risques. Oui, les cancers de la peau sont de plus en plus nombreux, même chez les jeunes, mais, a priori, pas de secret : le bronzage est à la mode. Or les rayons du soleil à forte dose détraquent nos cellules. Idem avec le cancer du sein. Même dynamique, due essentiellement à la hausse du tabagisme et de l'alcoolisme chez la femme. Des évolutions décrites depuis des années par les spécialistes.

Tout est donc expliqué et sous contrôle ? Il reste tout de même quelques énigmes. Aux Etats-Unis, les cancers du système digestif – côlon, rectum et estomac – augmentent chez les moins de 50 ans depuis 1990. Une anomalie qui agite de plus en plus les oncologues. D'autant que, chez les personnes de 65 à 74 ans, la courbe s'inverse : la tendance est plutôt à la baisse, comme le montre une étude parue en mars 2023 dans *Cancer Discovery*. Les scientifiques ont testé les cancérrogènes connus, comme l'alcool, le tabac, la sédentarité et la mauvaise alimentation. Ils n'expliquent pas à eux seuls, le phénomène chez les jeunes. Face à ce mystère, les Etats-Unis ont décidé, par précaution, d'abaisser à 45 ans l'âge recommandé pour se tester et ont lancé des recherches. Les autorités sanitaires des différents pays développés, elles, surveillent d'un peu plus près leurs données. Car, si le problème pourrait n'être qu'américain, il existe tout de même d'importantes similitudes dans les modes de vie occidentaux. De premiers signaux d'alerte ont d'ailleurs émergé en Europe. Selon une étude publiée en 2019 dans le *BMJ*, entre 2004 à 2016, les cancers colorectaux ont augmenté de 7,9 % chaque année chez les 20-29 ans, de 4,9 % chez les 30-39 ans, et de 1,6 % chez les 40-49 ans. En moyenne, ils baissent dans les autres générations.

Des données qui ne font toutefois pas consensus. Ici aussi, établir une moyenne à l'échelle européenne pose problème : l'exposition aux cancérrogènes n'est pas la même en Italie ou en Suède. Et, surtout, les cancers sont très rares avant 50 ans. Ils représentent moins de 10 % des cas, moins encore si on ne compte que ceux qui touchent le système digestif. Que leur

nombre double, triple ou quadruple ne permet donc pas de déduire une tendance, alertent les épidémiologistes. Le risque de résultats erronés est tellement grand que, en France, l'Institut national du cancer, l'instance chargée de ces statistiques, ne les recense qu'à partir de 40 ans, pour avoir un échantillon suffisamment grand.

En l'absence de visibilité, certains scientifiques français ont tout de même décidé de prendre les devants. Parmi eux, Alice Boilève, spécialiste de ce type d'affections. Dans son cabinet, cela fait quelques années que les jeunes se bousculent. Avec son équipe à Gustave-Roussy, elle vient donc de lancer un projet d'étude, baptisé « Yoda » (acronyme de « *young-onset digestive adenocarcinoma* »). Le but : comparer les cancers des juniors et ceux des seniors, pour vérifier le rôle de certains polluants, comme les pesticides ou les plastiques. Ou encore préciser les liens avec le microbiote, ces microbes qui vivent dans nos organes digestifs, alors que l'alimentation ultra-transformée est de plus en plus suspectée de détraquer nos organismes.

D'autant que, jeunes ou non, certains cancers explosent bien en France, sans que l'on sache vraiment pourquoi. Celui du pancréas, par exemple, en hausse dans plusieurs pays développés, à tous les âges. « Sur ces pathologies, précisément, on peut parler d'épidémie, c'est incontestable, et dans toutes les classes d'âge », détaille Alice Boilève. Là encore, les cancérrogènes connus n'expliquent pas à eux seuls l'ensemble du phénomène. Ce qui n'étonne pas outre mesure les médecins : bien souvent, les causes des cancers digestifs sont diffuses, multiples, contrairement à ceux du poumon, par exemple, où le coupable, la cigarette, est tout désigné.

Au CHU de Poitiers, l'oncologue David Tougeron et son équipe ont lancé des recherches. Comme ils se concentrent sur des remèdes, la question de l'âge leur importe peu. Reste que, aux yeux de ces spécialistes, il y a urgence : « Les cancers digestifs sont de plus en plus courants, et graves, avec de lourdes conséquences sur le patient et en termes de santé publique », détaille l'expert, qui regrette que seulement un tiers des personnes ayant droit au dépistage à 50 ans le sollicite. La médiatisation de patients comme Kate Middleton aura peut-être au moins le mérite de changer la donne. ★

ÉCHELLE LOGARITHMIQUE

Remue-méninges

Willy Lafran, agitateur de certitudes

Ses Rencontres de l'esprit critique, près de Toulouse, attirent toujours plus de scientifiques, de chercheurs, de vulgarisateurs et de citoyens passionnés.

« Lors de la première édition en 2021, j'ai ouvert le Centre des congrès la fleur au fusil. J'étais loin d'avoir anticipé les besoins en logistique, en personnel d'accueil et de sécurité, je ne savais pas à quoi m'attendre ! » se souvient Willy Lafran. Des visiteurs, le voyant courir partout, proposent leur aide et une équipe de bénévoles se constitue en temps réel. Les premières Rencontres de l'esprit critique (REC) furent sauvées, et même couronnées de succès. Depuis, le festival a pris de l'ampleur, jusqu'à devenir un incontournable.

Pour l'édition 2024 (dont L'Express est partenaire), les 27 et 28 avril près de Toulouse, Willy Lafran, 51 ans, court encore. L'entrepreneur, cofondateur d'une entreprise de jeux vidéo, s'occupe d'une grande partie de l'organisation : financements, programmation – 150 intervenants chaque année –, captations vidéo diffusées sur YouTube, etc. Mais il dispose désormais de soutiens politiques (la communauté d'agglomération du Sicoval, le département de Haute-Garonne, le ministère de la Culture et la région Occitanie) aux côtés de nombreux autres, désireux de faire perdurer un événement gratuit, grand public et familial. Cette année encore, il réunira toute la communauté des défenseurs de la rationalité et de l'intégrité scientifique (Elisabeth Bik, Gérald Bronner, Thomas Durand, Hervé Maisonneuve...).

C'est l'un de ses fils qui lui a en partie inspiré l'idée : « Un jour, alors que je donnais mon avis sur les compétences d'un expert médical invité à la télé, il m'a demandé : "Comment es-tu sûr que lui dit des bêtises et pas l'autre ?". J'ai compris que je ne devais pas être le seul à ne pas savoir quoi répondre. » Mais son intérêt pour l'esprit critique remonte à ses études de psychologie. À l'époque, il lit « tout Freud », pensant s'armer intellectuellement. Surprise, un de ses professeurs est un farouche critique de la psychanalyse. Willy Lafran cherche alors des arguments auprès de psychanalystes sur Internet, puis leur

retourne les contre-arguments de son enseignant... jusqu'à se créer de sérieuses inimitiés : « Je me souviendrai toujours de cet e-mail d'un psychanalyste furieux m'accusant d'antisémitisme pour avoir porté la critique de Bruno Bettelheim [NDLR : un psychanalyste de confession juive]. Il m'écrivait après que je m'en fus défendu : "Intolérant contre la bête immonde, fut-elle dans l'inconscient de celui qu'elle anime". »

Depuis, celui qui « croyait sans vérifier qu'on attrape froid ou que l'alcool réchauffe » entretient une passion pour les faits et l'information scientifique. « Il est très facile de croire à des choses fausses et très difficile d'en démordre, soutient-il. Avec les REC, il s'agit de s'interroger sur

« Tous ceux qui respectent le cadre d'un débat argumenté peuvent s'exprimer »

ses certitudes et de voir les conséquences des croyances erronées. » Mais pas question d'en faire un festival sectaire. « Tous ceux qui respectent le cadre d'un débat argumenté peuvent s'exprimer, c'est appréciable », témoigne Jean-Paul Krivine, rédacteur en chef de la revue *Science et pseudo-sciences*, un partenaire historique. « Il m'a demandé des conseils lors des premières REC et a accepté de tenter des paris peu évidents, comme une table ronde "Féminisme et rationalisme" ou une autre sur la transidentité », souligne Richard Monvoisin, docteur en didactique des sciences à l'université Grenoble Alpes.

Certes rares, quelques polémiques ont néanmoins touché l'événement. L'an dernier par exemple, avec des sketches improvisés de deux intervenants aux profils critiqués. « S'il veut continuer de grandir, il faudra une grande vigilance sur les contenus », analyse Richard Monvoisin. Willy Lafran en est conscient : un conseil scientifique des REC verra bientôt le jour – une étape indispensable vers un futur partenariat avec des instituts de recherche ou des facultés. En attendant, il veut dupliquer le festival grâce à des « REC itinérantes » dans d'autres régions. Il développe aussi des « REC pro », destinées aux politiques et agents des collectivités. « Sensibiliser les élus est une priorité, ce sont eux qui votent les politiques éducatives, financent les associations », insiste-t-il. Une tâche d'ampleur, comme les ratés de la crise Covid-19 l'ont illustré. ✱

VICTOR GARCIA



Les conférences et tables rondes des REC ont réuni plus de 1800 personnes en 2023.

« Transition » énergétique : comment changer tout en restant nous-mêmes ?

UNE CHRONIQUE D'ÉTIENNE KLEIN

Une réflexion philosophique sur le concept de changement nous aiderait collectivement à donner du sens à cette indispensable « transition ».



La « transition énergétique » consiste, dit-on, à abandonner progressivement les combustibles fossiles au profit d'énergies dites (abusivement) « renouvelables ». Son objectif est de réduire le rythme et l'amplitude du changement climatique, et de lutter contre la précarité énergétique, source d'inégalités sociales. Elles s'impose comme une nécessité : nous avons en effet compris que le système énergétique actuel ne saurait durer en l'état, car son maintien conduirait à toutes sortes de situations intenable. En clair, nous devons changer des choses.

Mais que veut dire « changer » ? Bien qu'elle semble relever de l'évidence, la notion de changement constitue une authentique difficulté conceptuelle, identifiée dès l'Antiquité grecque. Pourquoi ? Parce qu'elle fait germer une contradiction avec un principe fondamental, celui de l'identité « de soi à soi ». De deux choses l'une :

- Ou bien l'être ou l'objet particulier dont on dit qu'il change – disons *x* – demeure un et le même, et alors il n'a pas changé. Son prétendu changement est alors au mieux une illusion, une apparence qui se jouerait de nous, au pire une absurdité.
- Ou bien il a vraiment changé, et alors il n'est plus un et le même : *x* cesse d'être *x*. Il n'y aurait alors plus de sens à parler d'un être ou d'un objet particulier qui serait

strictement persistant dès lors qu'il est soumis au devenir.

Résumons l'alternative : soit nous acceptons le principe d'identité de soi à soi, et nous devons alors refuser l'idée de changement ; soit nous acceptons le changement, et nous devons alors refuser le principe d'identité de soi à soi.

Mais à cette contradiction d'ordre logique est venue s'opposer l'idée selon laquelle les choses peuvent persister dans le changement ou changer sans perdre toute leur identité. Nous estimons en effet qu'une chose particulière peut subir certains changements, c'est-à-dire ne plus être la même, tout en demeurant elle-même. En somme, tout changement suppose une continuation, voire une invariance. Le philosophe des sciences Karl Popper a illustré cela : « On peut dire qu'une feuille d'arbre verte change lorsqu'elle devient brune, mais on n'affirme pas qu'une feuille verte change si on lui substitue une feuille brune. Le devenir présente cette caractéristique essentielle que la chose soumise au changement conserve son identité à travers ce changement. Et cependant, elle doit devenir autre : de verte qu'elle était, elle devient brune, d'humide elle devient sèche ; elle était chaude, la voici froide. »

Changer, ce n'est donc pas être remplacé, ce n'est pas cesser d'être soi, c'est être soi autrement. Cette conviction foncière d'une identité qui perdure dans et malgré le changement constitue d'ailleurs la trame de notre rapport ordinaire au devenir : ce gros chat qui ronronne paisiblement sous la lampe est bien le même animal que ce chaton effrayé qui traînait dans la rue, que j'ai recueilli et qui, au fil des ans, s'est épanoui et a gagné en volume ; cette bicyclette rouge, c'est celle qui, autrefois, était bleue et qui a depuis

Pour définir le changement, il faut déjà expliciter ce que nous voulons conserver

été repeinte en rouge. Nous parvenons donc à comprendre le changement, mais à la condition d'un tour de passe-passe : dans notre langage, le sujet du verbe changer, c'est-à-dire cela qui change, c'est ce qui ne change pas au cours du changement en question ! Cette conclusion n'est-elle pas fascinante ? Une chose *x* ne peut changer que si, en elle, « quelque chose » ne change pas, et c'est parce que ce « quelque chose » ne change pas qu'on peut dire de *x* qu'il change... A la fin du changement, en effet, on a toujours affaire à *x* : il n'est pas devenu *y*, il n'a pas été remplacé, il a conservé son identité.

Appliquons maintenant cette conclusion à la transition énergétique, présentée comme un changement à la fois radical et obligatoire : pour définir ce changement, puis pour le réaliser, il faut d'abord expliciter ce que nous voulons conserver : notre mode de vie ? Notre consommation d'énergie ? Notre confort ? L'habitabilité de la planète ? Ensuite, il faut expliquer ce que nous comptons remplacer afin de conserver ce que nous aurons dit vouloir conserver. Si l'on veut que l'expression « transition énergétique » ne soit pas qu'une injonction vague, tous ces points devront être précisés. ★

Etienne Klein est physicien, directeur de recherche au CEA, membre de l'Académie des technologies.

Changer, ce n'est pas être remplacé, ce n'est pas cesser d'être soi, c'est être soi autrement

Hein de Haas : « L'idée de grandes vagues de migrations climatiques est très improbable »

Insécurité, impact économique, mesures politiques... Auteur de *How migration really works*, le chercheur néerlandais remet en cause les « mythes » sur l'immigration, à droite comme à gauche.

C'EST UN LIVRE INDISPENSABLE qui montre à quel point la droite comme la gauche propagent des « mythes » sur l'immigration, sans doute le sujet le plus clivant de notre époque. Publié en anglais, *How migration really works* a été salué par les journaux de tout bord (*Financial Times*, *The Guardian*, *Wall Street Journal*...). Son auteur, Hein de Haas, est professeur de sociologie à l'université d'Amsterdam et cofondateur de l'International migration Institute, à Oxford. Dans son ouvrage, le chercheur passe au crible nombre d'idées reçues, de l'impact des migrants sur l'économie d'un pays aux migrations climatiques.

Pourquoi critiquez-vous les « mythes » sur l'immigration à droite comme à gauche ?

Hein de Haas J'ai réalisé, au cours de mes recherches, que les deux côtés exagéraient sur le sujet. Du côté de l'extrême droite, on crée l'image d'une invasion et on veut mettre un terme à l'immigration. Mais du côté d'associations humanitaires, d'ONG ou d'organismes comme le Haut-Commissariat aux réfugiés, il y a aussi la tentation, apparemment pour obtenir des financements, d'exagérer les chiffres en communiquant par exemple sur un nombre jamais vu de réfugiés, ou en donnant une image très misérabiliste et victimaire de l'immigration. À gauche comme à droite, mais pour des motifs différents, cela contribue ainsi à cette vision que nous vivrions une crise migratoire mondiale inédite, ce qui est faux.

Ne sommes-nous pas passés de 93 millions de migrants dans le monde en 1960 à 247 millions en 2017 ?

Pour voir s'il existe une accélération des flux migratoires, il faut mettre ces chiffres en rapport à la population mondiale, qui est passée d'environ 3 milliards en 1960 à 7,6 milliards en 2017. En part de la population, on constate ainsi que le niveau relatif des migrations est resté stable, aux alentours de 3 %. Desurcroît, les chiffres passés sont sans doute sous-estimés, puisqu'une part importante des migrations n'a pas été recensée depuis longtemps.



W. HOOGENDOORN

« En part de la population, on constate que le niveau relatif des migrations est resté stable, aux alentours de 3 % »

En revanche, ce qui a changé, c'est la place de l'Europe. Pendant des siècles, ce continent a été celui des colons et des émigrés. Ce schéma s'est inversé après la Seconde Guerre mondiale avec le recrutement des migrants hors d'Europe. La croissance économique, l'augmentation des niveaux d'éducation, le vieillissement de la population et l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail dans les pays occidentaux ont notamment alimenté la demande de main-d'œuvre. Les Européens ont alors cessé d'émigrer en masse vers d'autres continents. Cela a changé la composition des migrants, venus de plus en plus de pays non européens, en particulier du Maghreb et de l'Afrique occidentale. Il est logique que cela provoque un débat politique.

Pour les réfugiés, on observe au niveau des chiffres qu'il peut y avoir des crises ponctuelles liées à des conflits violents, comme la guerre en Ukraine ou la guerre civile en Syrie. Ce fut aussi le cas avec l'invasion soviétique en Afghanistan en 1980, qui a produit 5,8 millions de réfugiés jusqu'au retrait soviétique en 1989, ou avec le génocide rwandais en 1994, qui a provoqué le départ de 2,3 millions de personnes, soit un tiers de la population de ce pays. À long terme, il n'y a pas d'accélération du nombre de réfugiés : 1 migrant sur 10 dans le monde est un réfugié, soit 0,3 % de la population mondiale, et ce pourcentage est resté remarquablement stable sur le long terme.

Si l'Europe est devenue une terre d'immigration, la France a une immigration relativement faible par rapport à d'autres pays. Les immigrés représentent environ 10 % de la population française, contre 15 à 20 % dans la plupart des pays d'Europe occidentale. C'est partiellement lié au taux de fécondité qui était plus élevé en France, à un taux de chômage également plus élevé, ainsi qu'à un manque de politiques efficaces pour attirer les talents. Les données montrent bien que si le chômage est bas, l'immigration économique augmente, comme on l'a vu en Allemagne ou au Royaume-Uni, pays marqués par une forte augmentation de l'immigration depuis les années 1990.

Comment vont évoluer les flux migratoires à l'avenir dans le monde ?

D'abord, le taux des migrations au niveau mondial n'a pas augmenté depuis soixante-dix ans. Ensuite, la technologie a un effet ambigu sur l'immigration. D'un côté, elle rend le mouvement migratoire plus facile. Mais de l'autre côté, le télétravail, le commerce ou les délocalisations d'industries vers d'autres pays tendent plutôt à réduire ces mouvements. Le capital va vers la main-d'œuvre, bien plus que la main-d'œuvre va vers le capital.



En 2021, au Maroc, des migrants bloqués devant l'enclave espagnole de Ceuta.

Il faut également prendre en compte le changement démographique mondial. Par exemple, la Turquie, le Maroc ou la Tunisie ont déjà des taux de fécondité autour de 2 enfants par femme. A long terme, ils vont assister à un vieillissement de la population, ce qui augmentera l'immigration dans ces pays. La Turquie est déjà devenue un pays d'immigration, même avant la crise syrienne. Enfin, le passage des populations de la campagne à la ville a, depuis la Révolution industrielle au début du XIX^e siècle, alimenté les migrations. Les pays occidentaux sont déjà très majoritairement urbains, de même que la plupart des pays à revenu intermédiaire en Asie, en Amérique latine ou au Moyen-Orient. En Chine, 63 % de la population vit par exemple dans des zones urbaines, pour 77 % en Turquie, 75 % en Algérie et 65 % au Maroc.

A long terme, la grande question ne se résumera plus à comment arrêter l'immigration, mais plutôt sur la manière d'attirer une immigration de talents.

La majorité de l'immigration répond selon vous à une demande économique. Pourquoi ?

Si on regarde sur le long terme, les flux migratoires sont clairement liés, en majorité, à l'économie, à travers un besoin de main-d'œuvre, comme on l'a vu dans les années 1960-1970 en Europe, avec une demande pour des ouvriers dans les usines et les mines.

Outre le besoin persistant de main-d'œuvre, il y a aussi de plus en plus de demandes pour une immigration qualifiée. En France, jusqu'à récemment, cette immigration économique restait relativement faible par rapport à ses voisins européens. Aux Pays-Bas, en Allemagne ou au Royaume-Uni, la pression démographique est déjà beaucoup plus forte.

Il y a vingt ans, nous pensions que nous n'aurions plus besoin de main-d'œuvre pour les services ou l'agriculture. Mais c'était faux ! Il y a de plus en plus de pénuries dans les secteurs de la construction, de l'agriculture ou des services à la personne.

Vous critiquez aussi l'idée reçue selon laquelle les migrants fuiraient principalement la misère...

La migration coûte cher, surtout à longue distance. Comme je le disais, l'exode rural lié à l'urbanisation est la principale cause des migrations. Comme chez nous par le passé, beaucoup de jeunes ne veulent plus travailler dans les champs. Et c'est dans les zones urbaines que les jeunes de mieux en mieux éduqués ont plus de chances de trouver du travail. L'éducation accroît donc les aspirations migratoires. Mais il y a bien plus de migrants internes au sein des pays que d'immigration internationale :

80 % des migrants dans le monde sont des migrants internes.

En revanche, quand un pays se développe, l'éducation et les ressources augmentent les aspirations et les capacités des personnes à migrer, même dans le cadre de l'immigration clandestine. Un tel périple peut facilement coûter un salaire d'une année. Pour les plus pauvres, cela n'est donc pas une option à envisager. L'émigration est d'ailleurs souvent un projet familial. La plupart de ceux qui partent le font pour des raisons rationnelles et des logiques économiques. Il ne s'agit pas d'une immigration folle avec des personnes manipulées par des passeurs.

Ce n'est pas une coïncidence s'il existe une forte corrélation entre la conjoncture économique et les niveaux d'immigration dans les pays de destination. Après la crise de 2008, très peu de Marocains ont par exemple quitté leur pays. Mais avec la baisse du chômage et le retour de la croissance économique en Espagne, les Marocains ont recommencé à partir. Quand le chômage est élevé, comme chez nous dans les années 1980, l'immigration est plus faible, se concentrant sur le regroupement familial.

Bien sûr, certains migrants échouent dans leurs projets. Mais en général, il y a une logique économique forte dans la décision d'émigrer. Or nous avons du mal à admettre cela.

► **Quelles sont les conséquences économiques de l'immigration sur les salaires, la croissance ou le système de sécurité sociale ?**

La conclusion des économistes, c'est que l'impact est très faible. Il y a des débats méthodologiques : faut-il par exemple inclure la deuxième génération ou non ? Mais tous les économistes ayant fait des études sérieuses disent que l'effet est essentiellement négligeable. Cela contredit le discours selon lequel « l'immigration de masse » marquerait la fin de l'Etat-providence, ou alors à l'inverse celui selon lequel elle serait la solution à tous nos problèmes, y compris le vieillissement. Les niveaux d'immigration sont trop faibles pour avoir un tel impact. Quant au vieillissement, on voit que des immigrés viennent eux-mêmes de pays déjà en pleine transition démographique, comme la Turquie ou le Maroc, avec une baisse des taux de fécondité. En France, il faudrait par exemple 13 fois plus d'immigration que les niveaux actuels pour stabiliser la situation sur le plan démographique.

Qu'en est-il du lien entre immigration et insécurité ?

Il faut distinguer les générations. Les immigrés ont des taux de criminalité plus bas que la moyenne, car ils sont généralement désireux de réussir. Ils ont également un profil assez sélectif. Ils veulent travailler et sont souvent issus d'un milieu plutôt traditionaliste, marqué par un fort contrôle social.

En revanche, dans les générations suivantes, des problèmes peuvent émerger auprès d'une minorité qui a une trajectoire d'assimilation vers le bas, c'est-à-dire que ces descendants d'immigrés intègrent des quartiers ségrégés où s'accumulent problèmes sociaux et familiaux, généralement liés à un taux de chômage important. Or ce sont souvent le chômage à long terme, la pauvreté et l'exclusion économique qui provoquent un taux de criminalité plus important.

Vous ironisez sur les Français, opposés à la réforme des retraites tout en étant très majoritairement contre l'immigration...

Quand les Français ont fait des grèves pour protester contre le report de l'âge de départ à la retraite, ils se sont implicitement mobilisés pour l'immigration future. Car augmenter l'âge de départ à la retraite est une façon indirecte de freiner, un peu, l'immigration. Les Japonais ont ainsi fait le choix de travailler jusqu'à plus de 70 ans, tout en ayant des niveaux relativement bas d'immigration par rapport à d'autres pays, bien que le Japon ait été contraint d'accepter l'immigration en raison des pénuries pressantes de main-d'œuvre.

« Les immigrés ont des taux de criminalité plus bas que la moyenne, car ils sont généralement désireux de réussir. Ils ont également un profil assez sélectif. Ils veulent travailler et sont souvent issus d'un milieu plutôt traditionaliste, marqué par un fort contrôle social »

Dans les faits, les gouvernements de droite sont-ils plus fermes en matière d'immigration que ceux de gauche ?

Non, parce que ça va à l'encontre de tous les intérêts économiques. Les lobbys d'employeurs ne veulent pas du tout de fermeture des frontières. Par ailleurs, les règles de l'Union européenne limitent aussi les restrictions à la circulation des personnes. En outre, cette idée d'une « forteresse Europe », lancée au début des années 1990, a tout d'un mythe. Pendant plus de trois décennies, nous avons essayé de fermer les frontières extérieures, mais nous avons échoué, car il est impossible de contrôler 44 000 kilomètres de côtes méditerranéennes (en incluant les îles). Mais l'élément le plus important, ce sont les intérêts économiques. Il y a un écart très grand entre les discours, avec des responsables politiques qui aiment afficher leur fermeté contre l'immigration ou les pactes que nous signons avec des pays comme le Maroc ou le Sénégal, et la réalité. Il existe aujourd'hui toute une symbolique pour montrer qu'on veut attaquer le problème de front. Mais dans la pratique, ces accords avec les pays du Sud ne fonctionnent pas. Il faudrait transformer l'Europe en une sorte de Corée du Nord pour vraiment fermer les frontières.

Tous les partis politiques sont ainsi confrontés à cette réalité. En fait, ils sont divisés en interne sur la question. A gauche, les syndicats étaient traditionnellement opposés au recrutement d'immigrés, considérant l'immigration comme une stratégie des industriels pour diviser la classe ouvrière. Mais il y a également tout un courant tourné vers les droits de l'homme, et donc plutôt pro-immigration. A droite, le courant culturellement conservateur estime que l'immigration est une menace pour notre identité ou même notre civilisation. Mais il y a aussi des courants pro-business qui voient leur intérêt dans l'immigration. Quand nous allons au restaurant, quand nous commandons des produits en ligne ou que nous utilisons un taxi, nous voyons bien que ces postes sont occupés par des personnes issues de l'immigration. C'est ancré dans notre quotidien. Mais politiquement, une grande hypocrisie tend à nier cette réalité fondamentale.

Pourquoi critiquez-vous aussi les discours sur les migrations climatiques ?

L'idée que dans le futur, il y aura de grandes vagues transnationales de migrants à cause du réchauffement climatique est très improbable. Les études empiriques sur les effets des catastrophes écologiques comme les sécheresses ou les inondations montrent qu'une grande majorité de la population veut rester le plus proche possible de son lieu d'origine, ou y revenir. Par ailleurs, les migrations sur de longues distances demandent beaucoup de ressources. Or les principales victimes du réchauffement, comme des paysans dans les pays sahéliens, sont des populations qui n'ont généralement pas ces moyens. Je ne nie bien sûr pas les effets dramatiques du réchauffement climatique. Mais le relier au spectre d'une immigration de masse, comme le font les activistes, est très discutable. C'est en plus dangereux, car cela amplifie cette idée que l'immigration serait une menace majeure pour l'avenir. L'ironie, c'est que ces discours portés par certains écologistes ne font qu'aider l'agenda de l'extrême droite. ✱

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER

Lecture : le vrai coût des frais de port obligatoires

Pour le patron d'Amazon France, cette mesure destinée à soutenir les librairies physiques rate sa cible. Elle confirme que le numérique reste, dans notre pays, à l'écart des politiques culturelles.

PAR FRÉDÉRIC DUVAL*

EN FRANCE, les politiques publiques culturelles restent prisonnières d'une lecture manichéenne des pratiques et acteurs culturels. Elles tendent ainsi à laisser de côté, voire à écarter délibérément, les formidables potentialités offertes par Internet. Elles se privent alors d'un levier efficace pour rendre la culture accessible sur tout le territoire, et la France se distingue sur ce point d'autres pays en Europe qui, eux, capitalisent sur le numérique pour rapprocher la culture des publics qui en sont le plus éloignés. C'est d'autant plus regrettable que la culture se trouve être à la croisée des inégalités géographiques et sociales qui morcellent « l'archipel français ». Prenons l'exemple des livres imprimés : plus de 90 % des 35 000 communes françaises n'ont pas de librairie quand Paris, à elle seule, concentre près de 20 % des librairies françaises pour seulement 3 % de la population. On comprend pourquoi près de la moitié des livres vendus par Amazon en France sont expédiés vers de petites villes et des zones rurales.

Internet permet en effet à de nombreux Français de s'affranchir des inégalités territoriales pour accéder à une vaste sélection de biens, services et contenus culturels qui leur correspondent – que l'on vive dans un village ou au cœur du Quartier latin. Malgré ses avantages indéniables, le numérique reste tenu à l'écart des politiques publiques culturelles en France, à l'image du Passe culture, qui aujourd'hui est largement ouvert aux offres en magasin, et beaucoup moins aux offres en ligne et numériques. En se trompant d'objectif et en niant la complémentarité des offres physique et numérique, les politiques publiques culturelles peuvent s'avérer contre-productives et creuser les fractures culturelles qu'elles souhaitent pourtant combattre.

POUVOIR D'ACHAT Dans un contexte inflationniste qui porte atteinte au pouvoir d'achat culturel des Français, la proposition de taxer les livres d'occasion interroge. Il en est de même des frais de port obligatoires sur la livraison de livres, avec l'objectif affiché de soutenir les librairies physiques. Six mois après leur entrée en vigueur, une étude Ifop révèle que plus de 6 lecteurs sur 10 déclarent que ces nouveaux frais obligatoires ont eu un impact sur leur pouvoir d'achat, et que 4 acheteurs de livres sur 10 déclarent avoir réduit leurs achats et donc lire moins. Tout cela au bénéfice des libraires ? Pas vraiment. La grande majorité des acheteurs de livres qui se rendent plus souvent en point de vente physique du fait de la hausse des frais de port privilégient plutôt hyper et supermarchés, grandes enseignes culturelles et maisons de la presse (71 %), et seuls 26 % vont dans des librairies



Internet permet à de nombreux Français de s'affranchir des inégalités territoriales pour accéder aux livres

indépendantes, surtout en agglomération parisienne.

Il faut encourager la lecture. Soutenir les librairies est un moyen d'y parvenir, encourager l'offre en ligne en est un autre, particulièrement pour les populations en milieu rural et périurbain, d'autant que 75 % des Français ruraux qui achètent des livres en ligne le font en raison de l'éloignement des points de vente physique. Alors que le gouvernement vient de dévoiler un plan destiné à soutenir la lecture, il est temps d'intégrer pleinement le numérique dans les politiques publiques culturelles, au bénéfice des Français, de la diffusion de la

culture et du rayonnement de la création française. La culture doit être accessible partout, pas seulement au cœur des villes, et je ne crois pas que la solution soit de demander aux Français de prendre leur voiture pour effectuer leurs achats culturels. Appuyons-nous plutôt sur les atouts du numérique pour apporter aux Français, où qu'ils se trouvent, les livres, les films, la musique et les biens culturels qui leur correspondent.

Le Printemps de la ruralité, la consultation nationale initiée par la ministre de la Culture, est ainsi une forte opportunité pour réaliser enfin cette ambition que nous partageons : renforcer et garantir l'accès à la culture partout sur le territoire, et notamment en milieu rural. Des mesures simples sont à portée de main, comme l'élargissement du Passe culture aux services et à la vente en ligne, ou la révision des frais de port obligatoires sur les livres. Des mesures alternatives de soutien aux librairies existent, qui ne pénaliseraient ni la lecture ni le pouvoir d'achat des Français, telle la mise en place d'un tarif postal dédié, déjà existant pour les expéditions de livres vers l'étranger : envoyer un livre de 500 grammes à Londres coûte 1,67 euro, alors que vers une adresse en France coûte 6,30 euros, soit quatre fois plus cher. ★

* Frédéric Duval est directeur général d'Amazon France

Rapport au travail : ce que les millennial managers nous apprennent

Télétravail, congés payés, santé mentale ou quête de sens... Les managers de la génération Y tentent de s'adapter aux attentes des plus jeunes.

TASSE DE CAFÉ à la main, une jeune trentenaire liste, face caméra, les valeurs managériales qu'elle applique à son équipe. « Je suis une millennial manager : bien sûr que tu n'as pas besoin de justifier tes horaires, tant que tu remplis tes objectifs. Et bien sûr que je n'ai pas à savoir pourquoi tu as besoin de congés, tant que tu me préviens quand tu es là ou non », explique-t-elle dans une vidéo publiée sur TikTok, déjà visionnée par près d'un million de personnes. Sur le réseau social, prisé des 18-34 ans, des dizaines de séquences de ce type mettent en scène des managers de la génération Y – née entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990 –, exposant leur vision du management post-Covid, entre télétravail, congés payés, horaires, santé mentale ou quête de sens. Parfois caricaturées par les internautes, qui moquent la bienveillance supposée de ces millennial managers, ces vidéos décalées et les débats qu'elles suscitent en commentaires témoignent d'un réel bouleversement dans la sphère professionnelle.

« Depuis la pandémie, ces nouvelles générations de chefs sont certainement celles qui sont confrontées au plus grand nombre de défis en termes de management, de flexibilité du temps de travail et d'écoute des collaborateurs », explique Elodie Gentina, professeure à l'Ieseg School of management et auteure de *Manager la génération Z, mieux appréhender les nouveaux comportements* (Dunod, 2023). D'autant que ces millennial managers doivent apprendre à conjuguer les attentes de la génération Z (née entre 1997 et 2010) et celles des plus anciens, souvent plus haut placés dans l'organigramme. « Ils se retrouvent dans une sorte d'étau, à jongler entre les différentes visions du rapport au travail. Cela nécessite une grande agilité managériale, qui peut être difficile à gérer », développe la spécialiste.

VISION ANTAGONISTE Quentin, millennial manager de 30 ans, en a fait l'expérience dans son précédent boulot. Le jeune homme, qui souhaitait laisser la possibilité à ses collaborateurs de prendre un train un peu plus tôt le vendredi, ou de quitter le travail dès leurs tâches terminées, a dû se confronter à la vision de sa hiérarchie, bien plus regardante sur le présentisme. « Mon chef était plutôt du genre à nous demander si on avait pris notre après-midi lorsqu'on osait partir avant 19 heures... A partir du moment où lui-même mettait des limites sur le sujet, il était compliqué de céder cette flexibilité à mes équipes sans risquer un clash. Tout ça a joué dans ma décision de partir », lâche-t-il. Le trentenaire, qui a retrouvé du travail, est très clair sur sa nouvelle vision managériale : « Tant que les objectifs sont atteints, mes collaborateurs partent à l'heure qu'ils veulent. Pour moi, c'est une question de responsabiliser les gens plutôt que les fliquer... Et ça n'empêche personne d'être plus performant, au contraire ! »



GETTY/ISTOCK - L'EXPRESS

Selon une étude du cabinet Deloitte menée en 2023, la santé mentale est aussi l'une des préoccupations majeures des jeunes actifs : près de la moitié de la génération Z (46 %) et 4 millenials sur 10 (39 %) déclarent ainsi se sentir régulièrement stressés ou anxieux au travail. Dans le même temps, la moitié des personnes interrogées reconnaissent que leurs employeurs prennent la santé mentale plus au sérieux et que leurs efforts sur le sujet ont un impact positif. « Pour la nouvelle génération, il est très important d'être écouté par le manager, il y a une vraie notion de confiance : je me rends compte, par exemple, que les sujets de santé mentale sont plus facilement abordés. Ils ont besoin de communiquer sur ce qu'ils ressentent », décrit Antoine, millennial manager chez L'Oréal. Lorsqu'il a pris son poste, ce jeune cadre a ainsi décidé de mettre en place un point régulier avec ses équipes pour échanger sur ces questions de bien-être au travail.

« Pour être respecté en tant que manager, il ne faut plus être le plus âgé, le plus expert ou le plus diplômé, mais plutôt le plus compréhensif et le plus à l'écoute », décrypte Elodie Gentina, selon laquelle le management « à l'ancienne, qui mettait tous les collaborateurs dans le même panier en espérant que la pression suffise à les motiver, n'est plus possible aujourd'hui, sans quoi les entreprises prennent le risque de perdre la confiance et la loyauté de leurs employés ». ★

CÉLINE DELBECQUE

Face à Israël, l'Iran perd sa partie d'échecs

UNE CHRONIQUE DE JEAN-FRANÇOIS COPÉ

Au lieu de fragiliser l'Etat hébreu, l'attaque inédite de la République islamique a relancé le dialogue entre Tel-Aviv et les pays signataires des accords d'Abraham.



Dans la nuit du 13 avril au 14 avril, plus de 300 drones et missiles iraniens ont parcouru plus de 1 000 kilomètres pour tenter d'atteindre Israël. Alors qu'elle appelle depuis 1979 à la destruction du pays, la République islamique d'Iran a mené pour la première fois une attaque d'ampleur à visage découvert conduisant l'ensemble de la région au bord du « précipice », selon Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU.

Un coup audacieux qui s'est in fine révélé un échec pour le régime des mollahs, tant sur le plan militaire que politique. En effet, 99 % de ces tirs mortels ont été interceptés. Le Dôme de fer, système de défense aérienne, a démontré l'efficacité et l'avance technologique israéliennes. Sur le plan politique, l'Etat hébreu a pu compter sur les soutiens des Occidentaux pour intercepter les engins. L'allié américain, de plus en plus critique quant à l'intervention militaire menée à Gaza, a réitéré son engagement « inébranlable » pour « la sécurité d'Israël ». Des déclarations qui se traduiront prochainement par de nouvelles sanctions contre la République islamique.

Mais au-delà de la réaction occidentale, c'est davantage celle des acteurs régionaux qui fait figure de tournant majeur. Après six mois d'isolement total et de tensions diplomatiques extrêmes, Israël

vient de bénéficier de soutiens régionaux inattendus dans un tel contexte ! En effet, l'aviation jordanienne aurait détruit jusqu'à 20 % des engins iraniens. Si, officiellement, la Jordanie a défendu son espace aérien, elle a de facto protégé la sécurité de son voisin. De la même manière, des sources américaines indiquent que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis auraient fourni du renseignement et donc également participé à la défense d'Israël.

Ces interventions viennent rappeler un fait majeur : le sujet le plus important de compréhension de « l'Orient compliqué », c'est la haine multiséculaire qui oppose au sein du monde musulman les sunnites ultramajoritaires aux chiites, dont les ayatollahs iraniens sont les premiers défenseurs dans le monde. La normalisation historique des relations entre les monarchies sunnites et Tel-Aviv entamée en septembre 2020 avec la signature des accords d'Abraham était en train de bouleverser la donne. Après l'Egypte en 1979, les Emirats arabes unis, Bahreïn, mais aussi le Soudan, le Maroc et, à quelques semaines près, l'Arabie saoudite avaient rétabli un dialogue diplomatique et économique remarquable avec Israël. Des rapprochements stratégiques fondés sur des intérêts économiques mais aussi sur une menace commune : l'Iran chiite, qui poursuit ses programmes nucléaire et balistique et a progressivement structuré l'émergence d'un « croissant chiite » regroupant Iran, Syrie, Irak et Liban. Un arc auquel il convient d'ajouter les « proxys » iraniens comme le Hamas, le Hezbollah ou encore les Houthis du Yémen.

La tragédie du 7 octobre perpétrée par le Hamas, financé et armé par l'Iran, y a mis

**Le vrai combat
des mollahs iraniens
est contre les
monarchies sunnites**

un coup d'arrêt. On ne le dit pas assez : le premier bénéficiaire de ces atrocités, c'est l'Iran chiite. « Nous soutenons cette fière opération déluge d'Al-Aqsa », déclarait le jour même le général des Gardiens de la révolution. En se présentant à la fois comme l'ennemi d'Israël et le défenseur de la Palestine, Téhéran instrumentalise le sort des Palestiniens (pourtant sunnites) à son avantage. Mettre un terme – au moins provisoire – au processus enclenché par les accords d'Abraham tout en affichant sa haine viscérale pour Israël afin de dissimuler que son vrai combat est contre les sunnites, voilà une partie d'échecs promptement menée par les mollahs. Sauf qu'en affichant une grande fermeté vis-à-vis de l'Iran, les pays du Golfe ont clairement fixé la ligne rouge. L'Iran a d'ailleurs vite compris le message et baissé pavillon, tandis que la réplique présumée d'Israël habilement dosée a fini le travail. L'Iran, en intervenant directement, a fait le coup de trop et offerts aux acteurs des accords d'Abraham une belle occasion de renouer un début de dialogue. L'Orient reste compliqué mais, sur ce sujet au moins, il y aura eu un tout petit coin de soleil pour les partisans d'un nouvel équilibre entre les grandes forces de la région. ✱

Jean-François Copé, ancien ministre, maire (LR) de Meaux.

**L'aviation jordanienne
aurait détruit
jusqu'à 20 %
des engins iraniens**

Françoise Chandernagor : du Tout-Paris au fin fond de la Creuse

Romancière célèbre, énarque et vice-présidente de l'académie Goncourt, elle publie un récit proustien sur sa région de cœur, souvent injustement déconsidérée. Et si Crozant était le centre de la France ?

Quand on parle de Françoise Chandernagor, on rappelle toujours qu'elle fut la première femme à sortir major de l'ENA, en 1969. On sait moins qu'elle fut également l'une des trois premières femmes à siéger au Siècle, en 1983. Le dîner de la célèbre association qui réunit les élites politiques, financières et médiatiques françaises avait alors lieu à l'Automobile Club, place de la Concorde. Depuis sa fondation en 1944, il ne rassemblait que des hommes. Les temps avaient changé et certains membres, dont Robert Badinter et Marceau Long, estimèrent qu'il était temps de se moderniser, ainsi que nous le raconte Françoise Chandernagor : « J'étais alors au Conseil d'Etat, dont je dirigeais l'un des services, et j'avais publié *L'Allée du roi* deux ans plus tôt. De plus en plus de gens voulaient qu'on teste des femmes au Siècle, mais leurs adversaires répondaient qu'il ne fallait pas en prendre car elles raconteraient tout à l'extérieur. C'était l'idée idiote que les femmes sont des bavardes impénitentes qui ne savent pas garder un secret ! J'ai fait mes débuts en même temps que Christine Ockrent et Michèle Cotta. Nous nous sommes bien tenues : nous n'avons pas craché dans nos assiettes, nous n'avons rien répété. Quand j'ai quitté le Siècle quelques années plus tard, la position des femmes s'était nettement améliorée... »

Fille d'André Chandernagor (qui fut député, ministre des Affaires européennes de Pierre Mauroy et premier président de la Cour des comptes), elle-même programmée pour briller dans la haute administration, l'énarque prometteuse a refusé des postes de secrétaire d'Etat et démissionné du Conseil d'Etat en 1993 : « Ma vocation, c'était l'écriture. Je voulais passer le maximum de temps dans ma maison de la Creuse, et il était hors de question que j'attende la retraite. Mes études auraient dû m'en éloigner – quelles études mènent en Creuse ? – mais grâce à mes livres, j'ai pu y vivre. »

INTIMISME ET GRANDS ESPACES Aux palais de la République, Françoise Chandernagor aura donc préféré la presqu'île de Crozant et les tourbières du plateau de Millevaches. Dans *L'Or des rivières*, évocation tour à tour poétique et pittoresque de sa région préférée, elle mélange l'intimisme à la Proust et les grands espaces chers au *nature writing* des



F. MANTOVANI/GALLIMARD

Américains (un genre littéraire qu'elle nous confesse n'avoir jamais lu). A ses yeux, la Creuse est plus belle que le Montana. Quand on lui demande à quelle filiation littéraire elle se rattache avec ce livre inclassable, elle se montre hésitante : « Je n'avais pas tellement de modèles. J'avais beaucoup aimé des récits autobiographiques d'historiens comme *Jeanne et les siens* de Michel Winock ou *Composition française* de Mona Ozouf, mais c'est différent... Dans *Composition française*, Mona Ozouf lie son enfance à la Bretagne sans vraiment chanter la Bretagne. Pour ma part, je voulais évoquer la figure de mon grand-père maternel, maçon creusois qui fut très important pour moi, mais aussi parler des paysages de cette Creuse que j'adore. »

UN DÉPARTEMENT HYPER RURAL « Il a atteint la Creuse ! » : dans son livre, Françoise Chandernagor rit de cette expression jadis proverbiale dans le showbiz quand un disque ou un film avait atteint la France profonde. N'en déplaise aux Creusois les plus régionalistes, leur département demeure synonyme d'hyper ruralité. Ses deux plus grandes villes, Guéret et Aubusson, comptent respectivement 13 500 et 3 500 habitants. Qui vient s'installer dans les parages ? Vingt ans après l'arrivée de Julien Coupat et ses amis à Tarnac, non loin en Corrèze, le coin continue d'attirer diverses nuances de l'ultragauche, dont ne raffole pas Françoise Chandernagor : « Des zadistes ont récemment fait un truc honteux à Gentioux-Pigerolles : ils ont barbouillé le monument aux morts et y ont accroché un drapeau palestinien. Ce n'est pas



**L'OR
DES RIVIÈRES**
PAR FRANÇOISE
CHANDERNAGOR.
GALLIMARD,
301 P., 21 €.

« J'écris sous le regard sévère des grands auteurs, gardant George Sand à ma droite pour que sa facilité d'écriture me stimule en cas de panne... »

convenable. Ces gens qui trouvent formidable d'être dans ce pays authentique y font des choses très inauthentiques. Ce sont des connards, on ne peut pas dire autrement. » Avec son franc-parler légendaire, elle se moque aussi des « écologistes citadins », qualifiés de « petits esprits » dans *L'Or des rivières*. Face à nous, elle enfonce le clou : « Je ne suis pas écolo au sens politique du terme – les écolos ont très mal tourné. Ils ne connaissent rien à la nature, et je déteste l'écologie punitive. Pour sensibiliser les gens, mieux vaut éviter de leur donner des leçons. » Bien que n'étant ni zadiste ni écolo, un certain Emmanuel Macron n'échappe pas aux sarcasmes de la bondissante vice-présidente de l'académie Goncourt. En 2017, alors que l'usine GM & S fermait à La Souterraine, Macron avait déclaré que ses ouvriers, au lieu de « foutre le bordel », feraient mieux d'aller chercher du travail à Ussel. « Il est beaucoup trop techno, s'esclaffe Françoise

Chandernagor, il y a 140 kilomètres entre La Souterraine et Ussel ! »

L'impressionnisme a mieux saisi la Creuse que le macronisme. Claude Monet et Armand Guillaumin ont superbement peint Crozant et Fresselines. Littérairement, si l'on peut citer Gustave Geffroy, qui a fait découvrir la Creuse à Monet et présidé le prix Goncourt de 1912 à 1926, la grande figure reste la bonne dame de Nohant, George Sand, dont l'un des amants, Jules Sandeau, était né à Aubusson. Françoise Chandernagor, qui a visité une soixantaine de fois sa maison, lui rend ainsi hommage dans *L'Or des rivières* : « J'écris désormais sous le regard sévère des grands auteurs, gardant George Sand à ma droite pour que sa facilité d'écriture me stimule en cas de panne... » Lors de notre entretien, elle précise : « Sand écrivait 50 pages par jour – qui dit mieux ? Bon, elle ne se corrigeait peut-être pas assez... J'aime beaucoup *Histoire de ma vie*, mais je suis surtout imprégnée de ses romans champêtres, que j'ai lus en premier. On se souvient de *La Petite Fadette* et de *La Mare au diable*, moins des *Maîtres sonneurs*, pourtant très beau. » Quid de Marcel Jouhandeau, originaire de Guéret ? « J'ai connu sa femme, un véritable pot de peinture ! Toujours trop maquillée, avec des tenues extravagantes. Elle avait été danseuse sous le nom de Caryathis et, à 80 ans, il lui en restait quelque chose. Les parents de Jouhandeau étaient bouchers dans le centre-ville de Guéret. Après la publication de *Chaminadour*, il n'osait pas retourner chez lui. Je ne suis pas folle de son œuvre... Il peint juste la province éternelle. Mais Guéret ne représente pas la Creuse, et ce n'est pas très beau, contrairement à Aubusson. »

Ce joli titre, *L'Or des rivières*, lui avait été soufflé par l'ancien président de l'académie Goncourt François Nourissier, qui lui-même le tenait de Jean Paulhan, qui lui avait conseillé d'appeler un jour un livre *L'Or de la Loire*. Très attachée à la transmission, Françoise Chandernagor aime aussi honorer la mémoire de ses anciens compagnons de table chez Drouant : « J'ai connu Nourissier quand il avait déjà sa barbe blanche, son visage à la Victor Hugo. Nous étions voisins à Paris. Il avait une telle position de pouvoir dans le milieu littéraire qu'il était encensé à tous les coups par des gens qui rampaient à ses pieds, ce qui l'angoissait, et aujourd'hui il est tombé dans un trou noir injuste... Lisez *A défaut de génie*, remarquable, et *Un petit bourgeois*, *Une histoire française*, *Le Maître de maison*, *Le Musée de l'homme*, *La Fête des pères*, *Le Gardien des ruines*... » Autant de titres qui auraient pu coller au récit de Françoise Chandernagor : dans sa maison de maître datant de 1830, à l'abri des zadistes, elle est la gardienne de l'histoire creusoise. ✱

LOUIS-HENRI DE LA ROCHEFOUCAULD

Vine Street, à l'ancienne mais fameux

Dominic Nolan signe un formidable polar d'atmosphère, entre Jack l'Eventreur et les *Peaky Blinders*, avec pour toile de fond le Londres des années 1930.

Il est parfois difficile de définir à quoi tient le charme d'un polar. Il en est ainsi de *Vine Street* de Dominic Nolan, publié chez Rivages. Résumé d'une phrase, la banalité guette puisqu'il s'agit de l'enquête menée par un policier londonien après la mort d'une femme qu'il refuse de classer en suicide ; pendant des décennies, il court après un tueur en série surnommé « le brigadier ». Mais l'amateur averti de roman noir ne se laissera pas tromper par les étiquettes. Tueur en série, polar historique, grande saga... le roman est bien plus que ce à quoi sa présentation veut le réduire. Les nombreuses pistes ouvertes depuis le meurtre originel entraînent le lecteur sur des chemins inattendus.

Certes, on est heureux de suivre la quête du tueur et de découvrir quel visage lui a dessiné l'auteur. On se laisse porter par les péripéties, au fil d'une intrigue extrêmement complexe, sans toujours en comprendre les ressorts, mais là n'est pas l'important. Il n'est pas non plus dans le côté « saga historique ». Car si le roman s'affiche comme se déroulant sur plusieurs périodes

– 1935, 1963 et 2002 –, la première compte en réalité beaucoup plus que les autres. C'est là,

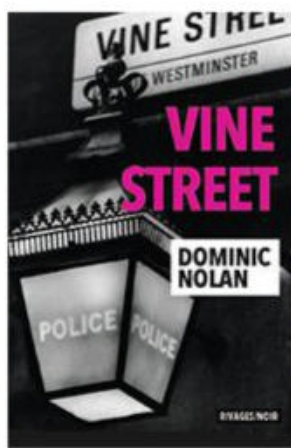
avant la Seconde Guerre mondiale, puis pendant les années où Londres n'en finit plus d'être bombardée, que se noue l'essentiel de l'intrigue. 1963 et 2002 sont des éclairages cruciaux, destinés à tromper, puis à éclairer avec habileté le lecteur, mais ces années n'occupent qu'un nombre réduit de pages sur les près de 700 que compte le livre.

Ces critiques apparentes n'en sont pas. La force de *Vine Street* est ailleurs, dans l'atmosphère qu'il dégage. Ce qui emporte et séduit, c'est de vivre au rythme du Londres des années 1930. Ou plutôt d'un quartier de Londres, celui de Soho, avec ses clubs de jazz et de striptease, où les voyous en tous genres se croisent et se font la guerre, où les prostituées sont importées de France, où les pègres maltaises, yiddish, italiennes se surveillent et s'entretuent, où l'on rencontre, à l'occasion d'une soirée, les sœurs Mitford, qui se sont rendues célèbres pour les fâcheuses relations de certaines d'entre elles avec les nazis. Le tout sous le regard de policiers non exempts d'immoralité. Certains se noient dans ces ruelles, dans l'alcool, le sexe ou la corruption,



RIVAGES NOIR

Certains policiers se noient dans ces ruelles, dans l'alcool, le sexe ou la corruption



VINE STREET

PAR DOMINIC NOLAN,
TRAD. DE L'ANGLAIS
PAR BERNARD TURLE.
RIVAGES,
672 P., 24,90 €.

d'autres y survivent en adoptant des méthodes qui sont loin d'être régulières. Dans cette ambiance d'avant-guerre, que l'écriture sans gras de Dominic Nolan fait revivre à la manière d'un excellent chef déco, il y a aussi des espions allemands, français ou britanniques, qui jouent parfois aux voyous quand ce n'est pas l'inverse, mélangeant les genres avec allégresse.

Au milieu de ce beau monde évoluent les héros de Dominic Nolan, inclassables parce qu'à la fois détestables et attachants, obstinés et désinvoltes. Ils sont trois à se perdre dans cette enquête où, chaque fois que l'on croit trouver un indice ou un témoin, une bombe tombe au mauvais endroit, où, dans l'immédiat après-guerre, on ne retrouve plus les repères familiers d'une rue, disparue dans les bombardements. Leon Geats d'abord, policier de la brigade des mœurs et des night-clubs, qui se fond dans le quartier avec un naturel peu commun. Ne commence-t-il pas le roman réveillé par sa partenaire alors qu'il dort complètement éméché dans sa cage d'escalier ? Mais aussi Mark Cassar, toujours

impeccablement habillé pour mieux cacher le secret qu'il n'assume que tard le soir, lorsqu'il danse

avec des hommes dans la fumée des clubs. Et Billie, femme flic dont les deux sont amoureux et avec laquelle ils forment un triangle aux sentiments troubles. Une femme effacée, qui se révèle un peu plus forte et importante au fil des pages.

Avec ce *Vine Street*, Dominic Nolan, dont c'est le premier texte traduit en français mais dont les précédents romans sont de facture plus classique, effectue une incursion remarquable dans le paysage noir. Il se range aux côtés des créateurs de *Peaky Blinders* ou d'un Ian Rankin des origines pour l'ambiance d'un monde britannique fait de briques rouges, de pubs et de violence. Bien plus que d'un James Ellroy auquel l'éditeur a cru bon de le relier. Car chez Dominic Nolan, tout n'est pas aussi désespéré que chez l'auteur américain, l'amour et l'humanité ont encore leur raison d'être. Ils s'incarnent par l'attachement à une mère qui relie encore à la vie, par la force d'un nounours qui console une enfant confrontée trop tôt à la mort violente. Comme de petites lueurs d'espoir dans un monde pourtant très noir. ★

AGNÈS LAURENT

PALMARÈS

FICTIONS

N°	Titre	Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	► Un animal sauvage	Joël Dicker (Rosie & Wolfe)	1	7
2	▲ Les Effacées	Bernard Minier (XO)	3	2
3	▼ Quelqu'un d'autre	Guillaume Musso (Calmann-Lévy)	2	6
4	▲ Les Yeux de Mona	Thomas Schlessier (Albin Michel)	5	11
5	▼ Seasons (t. III)	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	4	4
6	▲ Seasons (t. I)	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	7	25
7	🕒 Vallée du silicium	Alain Damasio (Seuil)	-	1
8	▼ Lakestone (t. I)	Sarah Rivens (HLab)	6	14
9	▲ Seasons (t. II)	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	10	15
10	▲ Veiller sur elle	Jean-Baptiste Andrea (L'Iconoclaste)	12	33
11	▼ L'Origine des larmes	Jean-Paul Dubois (L'Olivier)	8	4
12	▼ Holly	Stephen King (Albin Michel)	11	7
13	► Captive (t. I)	Sarah Rivens (HLab)	13	60
14	🕒 Bodyguards (t. V)	Laura S. Wild (Hugo Roman)	-	1
15	► Twisted Love (t. I)	Ana Huang (Hugo Roman)	15	16
16	► Avec les fées	Sylvain Tesson (Equateurs)	16	14
17	▲ Troublemaker (t. I)	Laura Swan (HLab)	18	13
18	▼ Et chaque fois, mourir un peu (t. I)	Karine Giébel (Récamier)	9	3
19	▼ Borderline (t. I)	Joyce Kitten (Hugo Roman)	17	4
20	🕒 Terrasses	Laurent Gaudé (Actes Sud)	-	1

ESSAIS-DOCUMENTS

1	▲ Entretien avec un cadavre	Philippe Boxho (Kennes)	2	13
2	▼ Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit	Vincent Lemire et Thomas Snégaroff (Les Arènes/France Inter)	1	2
3	▲ Solitude d'Israël	Bernard-Henri Lévy (Grasset)	10	4
4	▼ Les morts ont la parole	Philippe Boxho (Kennes)	3	12
5	▼ Comment ça va pas ?	Delphine Horvilleur (Grasset)	6	8
6	🕒 Une affaire très française	Raphaëlle Bacqué et Samuel Blumenfeld (Albin Michel)	-	1
7	▼ Tout ce que je voulais, c'était courir	Anaïs Quemener (Flammarion)	5	2
8	▼ S'en aller	François Sureau (Gallimard)	4	5
9	▼ Holocaustes	Gilles Kepel (Plon)	7	3
10	▲ Au nom du peuple français	François Molins (Flammarion)	17	7
11	🕒 On n'ampute pas le cœur	Matthieu Lartot (Robert Laffont)	-	1
12	▲ La Clé de votre énergie	Natacha Calestrémé (Albin Michel)	16	129
13	▼ N'oublie pas pourquoi tu danses	Aurélie Dupont (Albin Michel)	11	2
14	▲ Occident, ennemi mondial n° 1	Jean-François Colosimo (Albin Michel)	8	3
15	▼ La Gosse	Nadia Daam (Grasset)	12	2
16	🕒 Nature et préjugés	Marc-André Selosse (Actes Sud)	-	1
17	🕒 Je souffre donc je suis	Pascal Bruckner (Grasset)	-	1
18	▼ Vivre de sports	Bixente Lizarazu (Flammarion)	14	2
19	▼ Bienvenue à l'Agence	Famille Kretz (Fayard)	13	3
20	▲ Pêcheur de perles	Alain Finkielkraut (Gallimard)	-	8

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com.
Réalisé par Edistat, du 8 au 14 avril 2024, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



Retrouvez le palmarès **le dimanche, à 9 h 15**, dans **Laissez-vous tenter**, une émission animée par Anthony Martin avec Bernard Lehut.

LE FIL DE MARIANNE

Foucault
l'Américain

La scène se déroule en octobre 1980. « Invité par le comité des Howison Lectures de Berkeley à prononcer deux conférences sur *"Truth and Subjectivity"* [vérité et subjectivité], 800 personnes s'entassent dans le Wheeler Hall pour écouter Foucault parler des débuts de la confession chrétienne, tandis que 700 autres manifestent à l'extérieur pour entrer », peut-on lire dans la chronologie de *Dits et écrits*, de Michel Foucault. A l'instar d'autres grands penseurs français, tels Jacques Derrida, Pierre Bourdieu ou Gilles Deleuze, Foucault est alors une star outre-Atlantique, où, de 1970 jusqu'à sa mort, il effectuera plus d'une dizaine de séjours. Il y enseigne un peu partout, la plupart du temps en anglais. Et c'est en anglais, au début des années 1980, que sont publiés les premiers essais importants sur son œuvre, signés Alan Sheridan ou Hubert Dreyfus et Paul Rabinow.

Les Américains auraient-ils davantage apprécié et mieux compris la pensée de Foucault que les Français ? L'historien américain Michael C. Behrent est de cet avis, qui explique, dans *Michel Foucault. L'homme et l'œuvre. Héritage et bilan critique* (sous la direction d'Héloïse Lhérété, éd. Sciences

La version anglo-saxonne du philosophe nous offre une boîte à outils pour nous affranchir des pouvoirs disciplinaires

humaines), que le Foucault anglo-saxon nous offre une boîte à outils pour nous affranchir des pouvoirs disciplinaires et normalisateurs, tandis que le Foucault français est « féru de surréalisme, obsédé par la mort, la folie et la transgression ».

Aujourd'hui encore, en cette année du 40^e anniversaire de sa mort, les Américains continuent de tracer la route et ont organisé, les 18 et 19 avril, à l'université Rice (Texas), une conférence internationale explorant l'héritage de Michel Foucault. Parmi les spécialistes invités à reconsidérer l'influence vitale de l'auteur de *Surveiller et punir*, un Français (ouf !), Philippe Chevallier, philosophe, chercheur à la BNF (et collaborateur de L'Express), dont les éditions de l'ENS viennent de rééditer *Foucault et le christianisme* dans une version enrichie par la consultation de ses archives. A noter tout de même, une « soirée exceptionnelle » sera organisée par ces mêmes éditions, le 10 juin, au collège des Bernardins, à Paris. ★ **MARIANNE PAYOT**

Intelligence artificielle : pourquoi il faut(re)voir *Her*

Sorti en 2013, le film de Spike Jonze, qui évoque l'interaction entre un homme et une machine capable de dialoguer et de raisonner, s'est révélé être visionnaire sur les évolutions de l'IA.



Joaquin Phoenix incarne Twombly, un personnage solitaire et « techno-dépendant ».

Paris, avril 2024. Le regard brisé de Theodore Twombly apparaît subitement au détour d'une présentation sur l'intelligence artificielle d'un des maîtres en la matière, Yann LeCun. L'homme n'est pourtant pas un des éminents confrères du scientifique ou le patron d'une start-up en vogue du secteur. Juste un personnage de film, également identifiable à l'épaisse moustache couvrant le haut de ses lèvres et à sa chemise rouge fraise. Dans *Her*, réalisé par Spike Jonze, Twombly interagit avec une intelligence artificielle capable de dialoguer et de raisonner. Un peu à la manière d'un ChatGPT. Une référence d'actualité, donc, qui devient même bluffante lorsque l'on sait que *Her* a déjà dix ans.

Une oreillette et un petit pad prophétiques à l'heure où ce type de produits commencent à émerger dans la Silicon Valley

Découvrir l'œuvre est en soi une expérience. Ne serait-ce que pour cette histoire d'amour si singulière entre un homme et une machine – ces dernières, au cinéma, ont souvent eu davantage tendance à vouloir nous détruire ou nous manipuler. Joaquin Phoenix incarne Théodore, un écrivain public du XXI^e siècle, à qui l'on ne confie pas sa paperasse mais ses désirs, ses secrets, ses amours plus ou moins cachées pour qu'il les couche avec poésie sur du papier. Un homme seul, aussi, récemment divorcé, traînant son spleen dans ce qui ressemble à un quartier d'affaires géant, pâle et désincarné. Une âme sensible, qui tombe facilement pour les petites choses de la vie, dont cette publicité pour une toute nouvelle intelligence artificielle. Il enfile une oreillette et

commence à discuter avec elle. La voix chaude et subtilement rocailleuse de Scarlett Johansson, alias Samantha, se révèle être une présence avec laquelle on a envie de laisser couler le temps.

Le revisionnage offre surtout un étrange miroir sur notre manière d'appréhender ce type d'IA. La méfiance perceptible de Theodore, avant que l'échange ne soit plus fluide, dérivant sur des sujets intimes, rappelle les premières discussions menées avec les chatbots, à qui l'on demandait leur avis sur tout et n'importe quoi. L'abandon de tâches personnelles et mêmes professionnelles au profit de cette nouvelle « assistante » – Samantha prend par exemple l'initiative de réaliser un manuscrit des meilleurs textes de Theodore – est également précurseur. Sa déclinaison dans une oreillette et un petit pad, entre le smartphone et le pin's, est curieusement prophétique à l'heure où ce type de produits commencent à émerger dans la Silicon Valley.

Enseignante en histoire du cinéma et auteure d'un cours dédié à l'IA au grand écran, Elodie Hachet y voit aussi des messages très actuels au second visionnage sur notre « techno-dépendance », et les failles que les logiciels exploitent en nous, volontairement ou non. Ici, la solitude de Theodore. Si l'IA commençait à émerger lorsque Spike Jonze tenait la caméra, l'anticipation qu'il offre a bien sûr ses limites. Dans *Her*, Samantha réagit notamment au quart de tour, fait preuve d'une spontanéité et d'une empathie encore inaccessibles à nos IA. Elle dispose par ailleurs de plus de libertés et de pouvoir de décision qu'on semble prêt à en accorder à l'intelligence artificielle. Du moins, pour le moment. Un troisième visionnage, en 2034, pourrait s'avérer encore plus instructif. ★

MAXIME RECOQUILLÉ



1
2



1 GIRLSMUSTHAVE, MAILLOTS DE BAIN

La marque Suisse GirlsMustHave, 100% Made in Italy est une collection unique de maillots de bain qui redéfinit la beauté du corps et redonne confiance en soi.

Chaque pièce est méticuleusement fabriquée à la main par des artisans expérimentés basés à Côme, en Italie sous l'égide de la créatrice Alexandra Classen, née à New York mais d'origine suisse et mexicaine.

girlsmusthave.com

2 MR. GASTON'IC, LE PETIT FRÈRE SOFT DE MR. GASTON GIN

Après la création de Mr Gaston Gin, la distillière Tessendier a imaginé la gamme de tonic idéale pour l'accompagner en cocktails. Ils se sont appuyés sur leur expertise en matière d'assemblage de spiritueux pour créer Mr GASTON'IC avec une palette aromatique équilibrée qui saura révéler les saveurs des spiritueux les plus délicats.

Prix de vente conseillé : 2,10 euros (25cl), disponible dans le réseau cavistes distillerie-tessendier.com/fr

3 HA(A)ÏTZA, UNE TRÈS BELLE ADRESSE AU PYLA

Avec 38 chambres et suites, son appartement, ses trois restaurants dont une brasserie, un bistro et un restaurant gastronomique 2 étoiles et 1 étoile verte au guide Michelin, son authentique bar aux couleurs du Brésil, son grand salon, son spa CODAGE, son salon de coiffure David Lucas, sa salle de fitness sa boutique lifestyle, et, au cœur de l'hôtel, sa magnifique piscine dotée d'une verrière qui s'ouvre sous les pins. Ha(a)ïtza est un univers entier à lui seul, un écrin idéal pour des séjours en famille, entre amis ou en amoureux.

haaitza.com

4 LINEA DI CORSA, MODÈLE TRAGA

Le modèle Targa est un design neo vintage des années 60 retravaillé pour offrir plus de confort et d'élégance. Comme tous les modèles Linea di Corsa, la chaussure Targa est dotée d'une double semelle adaptative qui procure un excellent confort de marche. Résolument urbaine, elle est en cuir et en Nubuck à l'extérieur et en cuir à l'intérieur. Fabriquée à la main dans notre atelier au Portugal.

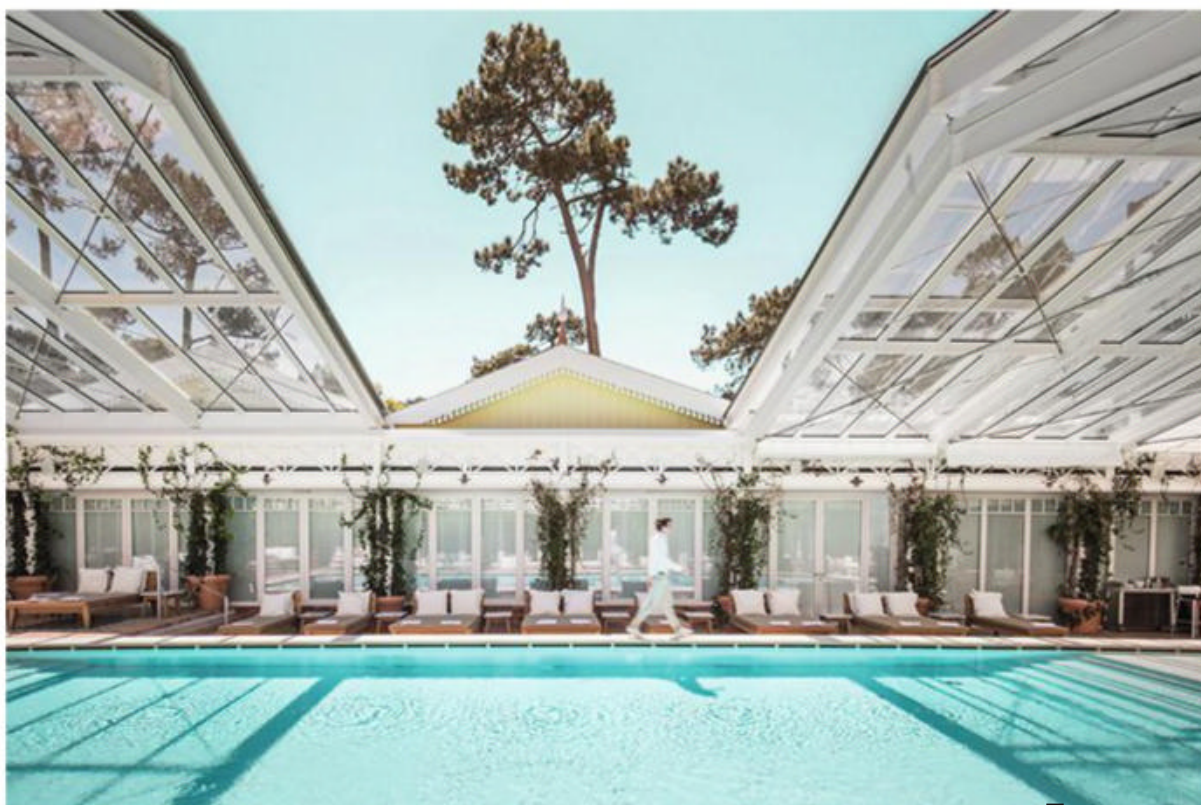
Disponible en trois couleurs. Prix: 170 euros. lineadicorsa.com

5 HERBELIN, NEWPORT HÉRITAGE CHRONOGAPHE

La maison horlogère française HERBELIN donne naissance à une nouvelle ligne : Newport Héritage Chronographe. Présentant un boîtier en acier doté d'un cadran Panda cerclé d'une lunette en céramique noire, le premier modèle dévoilé est calibré pour les exploits urbains. Mouvement automatique. 62 heures de réserve de marche.

2 900 euros. Tél. points de vente : 03 81 68 67 67
Vente en ligne sur le site herbelin.com

NOS ENVIES



3



4
5



LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE L'EXPRESS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

Sacrilège!

Aux Archives nationales, une centaine de documents inédits éclairent les liens entre Etat, sacré et religions, de Socrate au « Casse-toi, pov' con ! » de Sarkozy.

Le 1^{er} juillet 1766, à Abbeville, dans la Somme, François-Jean Lefebvre, chevalier de La Barre, est décapité à l'âge de 20 ans, après avoir été condamné en appel par le Parlement de Paris. Il est accusé d'avoir profané deux crucifix et de s'être fait remarquer en parcourant le petit *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, mis à l'index par le pouvoir. Sous Louis XV, on ne plaisante pas avec les notions de blasphème et de sacrilège. Voltaire, qui se fait le défenseur posthume de Lefebvre, mourra avant de voir la première retirée de la liste des crimes dans le Code pénal de 1791. Le chevalier de La Barre sera le dernier mis à mort par la justice royale pour ce double chef d'accusation. Aux Archives nationales, à Paris, l'arrêt de sa condamnation figure parmi la centaine d'œuvres et de documents inédits réunis sous l'intitulé *Sacrilège !* qui interrogent, jusqu'au 1^{er} juillet, les liens tissés au fil des siècles entre l'Etat, les religions et le sacré. « Une façon de rendre au sacrilège – ici, dans sa forme générique – sa dimension politique », souligne Jacques de Saint Victor, cocommissaire de l'exposition et auteur de *Blasphème. Brève histoire d'un « crime imaginaire »* (Gallimard).

De l'hérésie (opinion jugée erronée et obstination à la défendre) au sacrilège (atteinte aux édifices et objets du culte), en passant par la lèse-majesté (blesser la grandeur divine ou royale) et



Mention de l'affaire de la profanation d'hostie des Billettes, en 1290, dans le cartulaire du couvent (1530).

Décapité pour avoir profané deux crucifix et parcouru le Dictionnaire philosophique de Voltaire, mis à l'index par le pouvoir

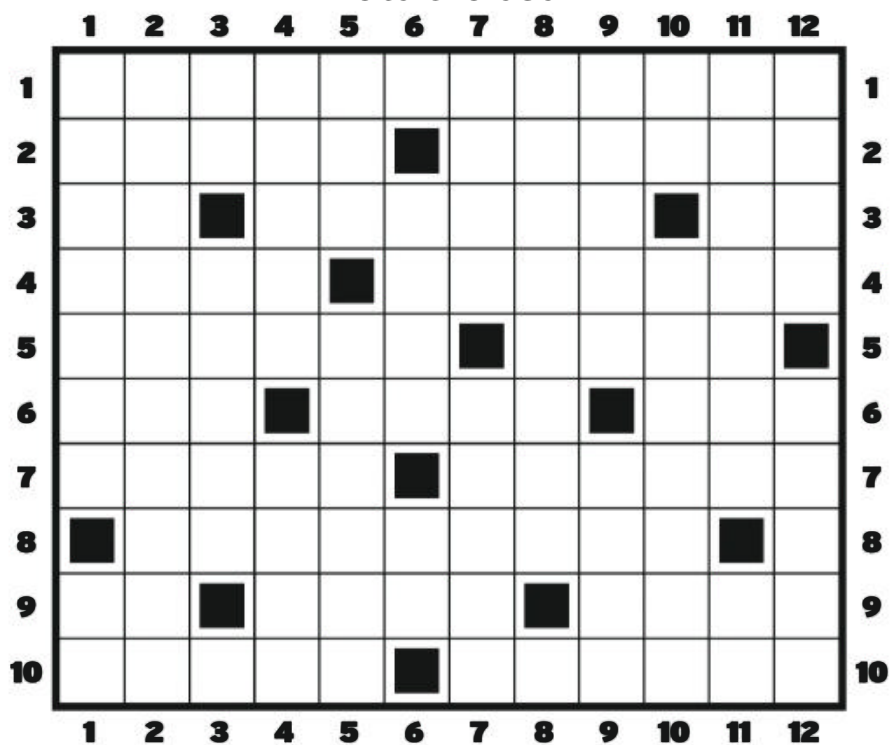
le blasphème (paroles ou actes offensant Dieu), la frontière est parfois mince. Du procès de Socrate, en 399 avant Jésus-Christ, pour « corruption de la jeunesse », à l'affaire du « Casse-toi, pov' con ! » de Nicolas Sarkozy, en 2008, les régimes ont changé, des lois ont tour à tour été promulguées et abrogées ; la manière dont l'Etat a composé avec le pouvoir religieux a évolué. A partir du XII^e siècle, c'est la montée en puissance puis le déclin d'une « religion royale » ébranlée par la Réforme et les guerres afférentes. Avant que la Révolution, sacralisant l'Etat dans le même temps, n'éradique le fait religieux et que la République n'entretienne avec ce dernier

un lien ambigu, lui cherchant longtemps un substitut, jusqu'à ce qu'il revienne en force dans notre société avec les caricatures de Mahomet publiées en 2005, les attentats islamistes de la décennie 2010 et l'assassinat de Samuel Paty, en octobre 2020.

L'Etat, même laïque, peut-il se passer de toute forme de sacré, alors que nos récents dirigeants, d'un Hollande « normal » au jupitérien Macron, se suivent et ne se ressemblent pas ? Edifiante illustration d'un archaïsme qui a perduré en France jusqu'en... 2013, le délit d'offense au président de la République, instauré en 1881, est contesté avant même son adoption, laissant, par sa dénomination floue, la porte ouverte à un usage disproportionné. Il fut pourtant peu utilisé, aucun chef de l'Etat n'y recourant de 1895 à 1940. Après la parenthèse répressive du régime de Vichy, les poursuites sous ce chef d'accusation restent rarissimes, excepté sous de Gaulle, dans le contexte des attentats de l'OAS. La dernière eut lieu en 2008 à l'encontre d'un militant du Parti de gauche qui transforma en slogan politique la réponse malencontreuse du président Sarkozy à un homme qui avait refusé de lui serrer la main au Salon de l'agriculture. Cette affaire, qui fit couler beaucoup d'encre, mena tout droit à la suppression du délit, cinq ans plus tard, à la suite d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. ✱

LETIZIA DANNERY

Mots croisés



Horizontalement

1. Une façon d'avancer. 2. Au bureau ou à l'église. Passer à la casserole. 3. C'est théâtral en Asie, négatif aux USA. Copies qu'on forme. Auteur italien, Prix Nobel de littérature. 4. Se coucha après coup. Il ne lui manque que la parole. 5. Sur le carreau. Bien fournis. 6. Ils sont paresseux de père en fils. Interpella un Vaurien. A un iota près. 7. Docteur sans ordonnance. Pas données à tous. 8. Tachetés. 9. De la lecture dans le noir. Fait sandale sur la plage. C'est pas ça. 10. Source de puissance. Que l'on n'a pas étranglés.

Verticalement

1. On lui en fait voir de toutes les couleurs. Conclut un examen. 2. Va au fond des choses. 3. Deuxième note de farandole. Vue avec un objectif. 4. Criée. Meule faisant du foin. 5. Chasse neige. S'apprête pour le réveillon. 6. Entourage naturel. Se termine dans l'allégresse. 7. Attachée à la direction. On peut répondre à son appel. 8. Flotte pour une armée. 9. Prendre l'air ou le fredonner. Il n'a rien d'excitant. 10. Economise un cachet. Mendiante. 11. Qui fait un malheur. Cours. 12. Promenade avec isabelle. C'est un ordre.

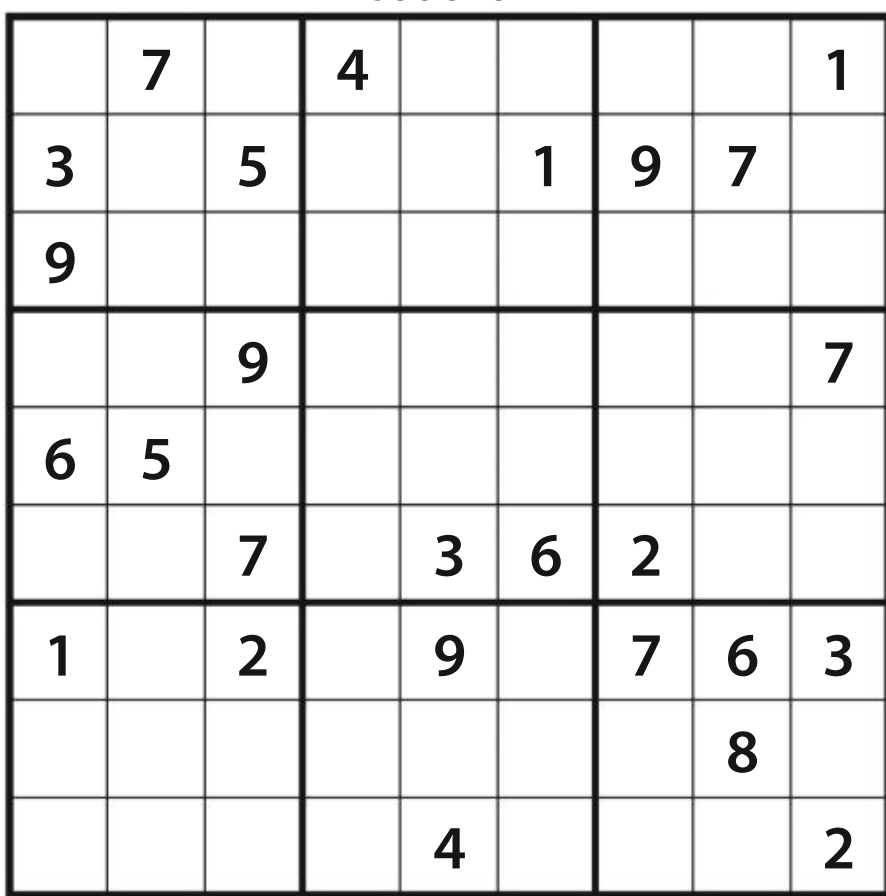
BOULANGERIES
AERES INERTES
RIS SANG URL
BLINIS INNE
ODESIGNE IO
TEE TER ROND
ISSUE INFUSE
ES REBOISES
REIN UTE DIS
ENLEVE ROSSA

6 2 1 4 7 9 3 5 8
8 5 7 3 1 6 4 2 9
3 9 4 8 5 2 1 6 7
9 7 8 6 4 5 2 3 1
1 3 6 2 8 7 5 9 4
5 4 2 1 9 3 8 7 6
2 8 3 7 6 4 9 1 5
7 1 9 5 2 8 6 4 3
4 6 5 9 3 1 7 8 2

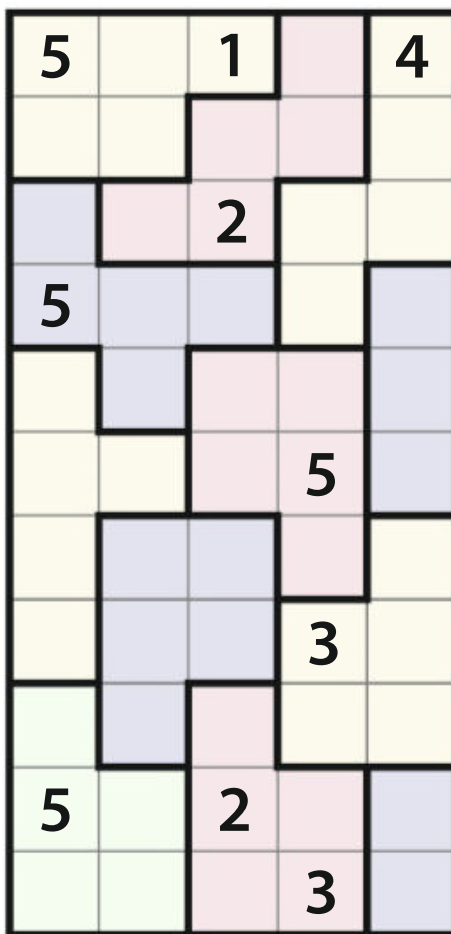
2 1 2 3 5
4 5 4 1 2
1 3 2 5 3
2 5 1 4 1
3 4 2 3 5
2 5 1 4 1
1 4 3 5 3
3 2 1 4 1
4 5 3 2 5
2 1 4 1 3
4 3 2 5 2

Solutions du numéro 3798
paru le 18 avril 2024

Sudoku



Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.



Tectonic®

Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).

Christophe Donner



Déserteur d'hier et d'aujourd'hui

Le 15 février 1954, Boris Vian dépose à la Sacem le texte d'une chanson intitulée *Le Déserteur*. Vian a 33 ans. La France est libérée depuis moins de dix ans, mais de nouveau en guerre, en Indochine, ce qui fait que tous les « réservistes » sont susceptibles d'aller se battre et mourir là-bas. La question qui se pose à la conscience des jeunes garçons est donc de savoir s'ils feraient preuve de lâcheté ou de courage en refusant d'y aller. Comme chacun sait, la chanson de Vian est une lettre au président de la République, un président générique, René Coty n'est pas personnellement désigné. Mais Vian lui annonce sans ambages qu'il ne veut pas la faire, la guerre, et qu'il ne la fera pas. Un déserteur encourt la peine de mort. On prend donc un sacré risque en chantant cette ode à la désertion. Si Boris Vian la chante, c'est dans des cabarets parisiens, ou à des amis, parmi lesquels Marcel Mouloudji, grande vedette de l'époque, qui voudrait bien l'inscrire à son répertoire mais dans une version un peu différente, si possible.

La version originale de Boris Vian se termine par « Si vous me condamnez/Prévenez vos gendarmes/Que j'emporte des armes/Et que je sais tirer. » La version négociée par Mouloudji se termine ainsi : « Si vous me poursuivez/Dites à vos gendarmes/Que je n'aurai pas d'armes/Et qu'ils pourront tirer. » Mouloudji alors chante *Le Déserteur* dans tous ses galas. Elle obtient, selon les témoignages, l'enthousiasme, la colère ou l'indifférence du public. Ce n'est qu'une fois enregistrée, en 1955, par Mouloudji et ensuite par Boris Vian dans la version de Mouloudji, que la chanson triomphe.

Cette palinodie ne change pas grand-chose à la pauvreté de la mélodie, on sait que Boris Vian a toujours préféré l'efficacité au contrepoint, et son *Déserteur* est loin d'être la meilleure chanson de l'auteur de *Fais-moi mal Johnny*. L'amicale censure de Mouloudji aura rendu possible un succès que la version première et combattante n'aurait pas obtenu, car les pacifistes n'auraient pas pu l'adopter comme ils l'ont fait. Pour en savoir plus, allez lire *Boris Vian et les équivoques du Déserteur*, d'Ursula Mathis-Moser, son exégèse est sur le Net. Et puis, toujours sur mes conseils, vous irez au cinéma voir *Le Déserteur* de Dani Rosenberg.

Aussi efficace que la chanson de Boris Vian, le film, tourné un an avant le 7 octobre 2023, raconte une histoire en tout point inverse à celle de la chanson. Shlomi, 18 ans, soldat israélien, en opération spéciale dans la bande de Gaza, a perdu sa compagnie au cours d'un affrontement avec l'ennemi palestinien. Ou peut-être s'est-il caché intentionnellement derrière ce matelas. En tout cas, il profite de cette opportunité pour fuir le champ de bataille et retourner à Tel Aviv rejoindre son amoureuse, serveuse dans un restaurant sympa, aussi loin de la guerre que pouvait l'être les Deux Magots des rizières du Tonkin. Shlomi a curieusement gardé son arme et son uniforme, et il se balade dans cette ville insouciant, libre et touristique comme le sont parfois certaines capitales de pays en guerre : un joyeux repaire de planqués, Berlin en 1940, Damas en 2019, Moscou aujourd'hui. En voyant ce film, vous vous répétiez souvent, comme si vous vous pinciez pour y croire, qu'il a été tourné un an avant le 7 octobre car tout y est, et tout était là, prévisible, logique, inévitable. Cherchant son soldat Shlomi disparu, l'armée israélienne le décrète prisonnier du Hamas et déclenche une vaste opération punitive à Gaza pour le retrouver. A un moment, déchiré entre sa mère qui lui demande de retourner se battre comme si de rien n'était et son amoureuse qui brûle de le serrer dans ses bras encore et encore, écartelé entre son patriotisme et sa liberté, notre déserteur apprend à la télé le bilan de l'opération chargée de le récupérer : plus de 60 morts, si je me souviens bien. Je ne vous dis pas comment ça se termine, mais vous le savez : la guerre est une grosse connerie. ✱

Christophe Donner, écrivain.

L'EXPRESS

**70
ans**

LE GRAND RÉCIT



Entretiens sur les 70 ans à venir :
Bill Gates, Shirin Ebadi, Steven Pinker et Thomas Jolly

L'EXPRESS 1953-2023

EN VENTE DANS VOTRE FNAC
OU SUR FNAC.COM

LE TEMPS CHANGE D'ALLURE



HERMÈS CUT. AU DÉTAIL PRÈS